**Dans le monde une classe en lutte**

**Echanges et mouvement publie depuis 1993 le bulletin gratuit**

***Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*),**

**recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif. La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro. Nous avons longtemps bénéficié d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.**

**Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.**

**La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.**

***Dans le monde une classe en lutte***
**echanges.mouvement@laposte.net**

**numéros en ligne sur les sites mondialisme.org et http://www.echangesetmouvement.fr/**

**ÉCHANGES N° 154 — Hiver 2015-2016**

# ÉCHANGES

N° 154 — Hiver 2015-2016 — 3 euros

bulletin du réseau
« Echanges et mouvement »

La **GUERRE** mondialisée, p. 3 ◆ Dans les publications : monde, p. 8

**L'INDUSTRIE DU MIGRANT**, p. 11 ◆ Dans les publications : migrations, p. 37

Etats-Unis. Je vous écris de **HUNTSVILLE, ALABAMA**, p. 38 ◆ Dans les publications : Amériques, p. 45

Tunisie. La misère de **KASSERINE**, p. 46

Dans les publications : Europe, p. 50

**CORRESPONDANCE.** Problèmes de « DLM », p. 52 ◆ Le Congrès de Tours, p. 54 ◆ Il n'y a pas de « mini-luttes », p. 54 ◆ Le FN, quel succès ?, p. 55 ◆ La géopolitique ? Aux égouts !, p. 57 ◆ Attention, revue facho, p. 58 ◆ Un appel du Cras de Toulouse, p. 59

Dans les publications : théorie, histoire, p. 60

Note de **LECTURE.** « Sociologie du parti. Enquête sur les tendances oligarchiques des groupes », de Robert Michels, p. 64

# ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org
http://www.echangesetmouvement.fr/

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

***à Angers***

**L'Etincelle**, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

**Les Nuits bleues**, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

***à Bagnolet***

**Le Rémouleur**, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

***à Brest***

**Roignant**, 21 rue Navarin
☎ 02 98 44 41 01 — danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

***à Lyon***

**La Gryffe**, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

***à Marseille***

**L'Odeur du temps**, 35 rue Pavillon, 1er
☎ 04 91 54 81 56

**Transit Librairie**, 45 boulevard de la Libération, 1er
☎ 04 13 04 02 60

**Le Seul Problème**, 46 rue Consolat, 1er
☎ 04 91 50 86 27

***à Montreuil***

**La Parole errante/café-librairie Michèle Firk**, 9 rue François-Debergue michelefirk@riseup.net

***à Paris***

**La Brèche**, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

**Galerie de la Sorbonne**, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

**Parallèles**, 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ 01 42 33 62 70.

**Le Point du jour**, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ 01 43 26 20 17.

**Publico**, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

**Quilombo**, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

## BROCHURES DISPONIBLES

**La Chine débarque dans l'UE** (août 2013, 3 euros)

**Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire** (décembre 2012, 3 euros)

**Marchandises, transport, capital et lutte de classes** (mai 2012, 3 euros)

**L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work »**, Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

**La Question syndicale en Chine**, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

**La Crise en Californie**, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte**, Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

**Présentation du réseau « Echanges et mouvement »** (décembre 2008, 1,50 euro)

**Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921**, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

**Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006**, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

**ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste**, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

**La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial** (mai 2006, 4 euros)

**Aux origines de l'« antitravail »**, Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

**La Classe ouvrière sous le IIIe Reich**, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

**Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003** (2004, 3,50 euros)

**Militantisme et responsabilité** suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

**Derrière l'Intifada du XXIe siècle**, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

**Les Grèves en France en mai-juin 1968**, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

**Humanisme et socialisme/Humanism and socialism**, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

**L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie** (juin 2002, 2,50 euros)

**Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek**, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

**Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938**, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

**Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis**, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

**La Sphère de circulation du capital**, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

**Les droits de l'homme bombardent la Serbie**, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

**Entretien avec Paul Mattick Jr.**, réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

**Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe.** Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande**, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

**Enquête sur le capitalisme dit triomphant**, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

**La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995.** Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

doit en passer par l'organisation, or l'organisation conduit nécessairement à l'oligarchie qui contredit la démocratie ; et le renoncement à la démocratie au sein de l'organisation se traduit par un renoncement similaire au-dehors. Quant au socialisme, « il n'est pas vrai (...) que le système capitaliste, en enfantant non le prolétariat, mais une nouvelle forme de prolétariat, ait donné la vie au socialisme. Le socialisme, comme idéologie, a existé avant lui. Cela serait aussi faux que de prétendre le contraire, c'est-à-dire que c'est l'Idée qui a engendré le socialisme. Non. Le mouvement socialiste de classe est né de l'union du prolétariat avec l'Idée. Tant que le prolétariat n'existe pas, il peut y avoir certainement des socialistes, mais pas de mouvement socialiste ; le socialisme reste, comme je l'ai dit dans mon étude, une fleur artificielle. » (« Controverse socialiste », article paru dans le n° 184 [mars 1907] de *Le Mouvement socialiste.*)

La critique de l'oligarchie dans les partis et les syndicats par Robert Michels si elle est argumentée sur son expérience au sein de la social-démocratie n'épargne pas les anarchistes, car si « c'est aux anarchistes que revient le mérite d'avoir, les premiers, signalé infatigablement les conséquences hiérarchiques et oligarchiques de l'organisation partisane (...) la lutte contre l'autorité (...), lutte à laquelle nombre des tenants les plus éminents de l'anarchisme ont sacrifié de longues années de leur vie, n'a pas été en mesure d'étouffer en eux la soif naturelle de pouvoir ».

Robert Michels écrivait : « Zinoviev, avec cet art bien connu qui lui est propre de la polémique amicale, me reproche d'avoir exprimé en loi d'une manière fataliste la naissance d'une classe supérieure bureaucratique dans toute démocratie ». Les petis Zinoviev d'aujourd'hui ne manqueront pas, même s'ils n'iront pas lire l'ouvrage de Michels. Il est par ailleurs nécessaire qu'un régime basé sur l'expression de l'opinion publique en reçoive les éclaboussures.

J.-P. V.

### *Note bibliographique :*


Moisei Ostrogorski, *La Démocratie et les partis politiques* : 1re édition : Calmann-Lévy, 1903 ; réédition corrigée, 1912 ; édition partielle de l'édition de 1912, Seuil, 1979 ; réédition de la 1re édition, Fayard, 1993

Robert Michels, *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie. Untersuchungen über die oligarchischen Tendenzen des Gruppenlebens* : 1re édition allemande, Klinkhardt Verlag, Leipzig, 1911 ; traduction française de Samuel Jankélévitch en 1914, rééditée chez Flammarion en 1971. Deuxième édition allemande augmentée, Alfred Kröner Verlag in Leipzig, 1925 ; traduction française de Jean-Christophe Angaut, 2015

Robert Michels, *Critique du socialisme. Contribution aux débats au début du XXe siècle*, éd. Kimé, 1992 (recueil, présenté par Pierre Cours-Salies et Jean-Marie Vincent, de textes parus dans la revue syndicaliste révolutionnaire *Le Mouvement socialiste* – très mal édité, avec de nombreuses coquilles dont une en couverture et mal imprimé.)




# LA GUERRE MONDIALISÉE*

J'ai grandi entouré d'adultes qui avaient réussi à traverser la deuxième guerre mondiale – soit qu'ils aient quitté l'Europe à temps, aient échappé à l'armée aux Etats-Unis ou l'aient refusée, soit qu'ils aient fait partie des chanceux qui survécurent aux camps de concentration. Nombre d'entre eux s'attendaient à une nouvelle guerre mondiale dans les années 1950, au vu de la violence de l'opposition Etats-Unis-URSS, et redoutaient particulièrement une future catastrophe nucléaire. Plus tard j'ai rencontré des gens qui avaient quitté l'Europe pour l'Amérique du Sud afin de se mettre à l'abri des retombées nucléaires quand la guerre éclaterait, et d'autres qui pensaient partir – ou qui émigrèrent vraiment vers l'Australie, pour les mêmes raisons.

Comme on l'a vu, a guerre nucléaire attendue entre les grandes puissances n'a pas eu lieu. A la place (dans la foulée des guerres de libération nationales anticoloniales qui suivirent la deuxième guerre mondiale), se sont développées toute une série de guerres locales meurtrières en Asie, Afrique et Amérique centrale, dans lesquelles les conflits locaux ont été intensifiés ou provoqués par l'intervention des grandes puissances. La chute de l'Union soviétique en 1989 a conduit à un apparent affaiblissement de la menace d'une destruction réciproque certaine, bien que l'Amérique et la Russie continuent d'assurer toutes deux le maintien d'une armada d'avions, bateaux, et missiles armés d'armes nucléaires ; en même temps le nombre de puissances nucléaires s'est étendu. La guerre continue à la périphérie des régions économiquement développées pendant que des forces à connotation ethnique combattent pour réorganiser le contrôle des Balkans, d'Afrique centrale, et différents pays d'Asie. En même temps, des gangs ressemblant à de véritables armées combattent pour le contrôle des ressources naturelles (diamants et autres minerais, pétrole, pâturages) en Afrique et le long des routes de la drogue en Amérique centrale et du Sud.

Pendant ce temps, bien sûr, les pays « avancés » n'ont pas abandonné leur intérêt pour la guerre. Dans la dernière décennie de la guerre froide, les Etats-Unis ont investi des milliards de dollars en créant une armée d'islamistes pour chasser les Russes hors

* Cet article de Paul Mattick est paru dans *Brooklyn Rail* le 9 décembre 2015 sous le titre « Editor's Note ». Le choix du titre et une petite modification dans la traduction de « musulman » ont été faits en accord avec l'auteur. [NDT].Une première version de cette traduction est parue en ligne dans le blog de Philippe Bourrinet, Pantopolis (http://pantopolis.over-blog.com/2016/01/paul-mattick-junior-guerre-mondialisee.html).

d'Afghanistan. Les djihadistes avaient des intérêts qui allaient au-delà de ceux des Américains, impliquant la destruction des gouvernements d'Arabie saoudite (malgré son soutien au djihad) d'Egypte et d'Israël (tous alliés des Etats-Unis). Avec l'aide du « poor-man's air force »* (des voitures et des camions piégés) les combattants islamistes ont chassé les Etats-Unis du Liban et détruit des bases militaires et des ambassades en Arabie saoudite et en Afrique ainsi qu'un navire de guerre et d'autres installations militaires. Le 11 septembre 2001, les Etats-Unis ne purent plus continuer à déclarer que ce combat ne les concernait pas directement. Quand l'administration Bush s'empara de la situation pour faire une démonstration de la puissance américaine et attaquer l'Irak, le résultat fut un incroyable désastre : la chute du régime de Saddam Hussein entraîna directement la résurgence des luttes sectaires entre les chiites et les sunnites ce qui, combiné avec l'imbroglio des rivalités nationales et ethniques de la région, a transformé le Moyen-Orient en véritable enfer pour ses habitants, conduisant des millions d'entre eux à l'exil.

Avec les plus récentes évolutions de ces événements, l'émergence de l'Etat islamique à partir de la branche mésopotamienne d'Al Qaïda et, ces dernières semaines, l'évolution de l'Etat islamique vers le terrorisme à l'étranger, pourquoi ne pas admettre que la troisième guerre mondiale est arrivée ?

(Je ne suis pas la première personne à le penser ; outre le Pape omniprésent, par exemple le ministre irakien des affaires étrangères Al Jaafari a qualifié les attentats de Paris de nouvelle étape d'une guerre mondiale en cours.) Elle n'a pas commencé comme les deux premières, avec des déclarations formelles des principales puissances mondiales. Au contraire, elle a émergé progressivement, dans un contexte de rivalités entre les grandes puissances et dans un système mondial manquant de moyens de substitution pour résoudre les conflits concernant le contrôle des ressources. Elle est alimentée par la disponibilité des armes à l'échelle mondiale, des AK-47 omniprésents aux missiles

* Cette expression fait référence à un article de Mike Davis, « La voiture piégée est la force aérienne du pauvre » et à son livre *Buda's Wagon. A brief History of the Car Bomb* (trad. *Petite histoire de la voiture piégée*, éd. Zones, 2007, rééd. La Découverte/Poche, 2012).» [NDT].



soirement syndicats, et aux dérives oligarchiques de ces organisations, car « la démocratie conduit à l'oligarchie » (préface à la première édition allemande). Il le fait de plusieurs points de vue : historique, économique, social et psychologique.

Une analyse du parti basée sur son expérience au sein du Parti social-démocrate allemand (SPD), auquel Robert Michels a appartenu entre approximativement 1902 et 1907, complétée par une étude des partis politiques et du syndicalisme révolutionnaire en France et en Italie. Ses réflexions sur les relations de pouvoir au sein des partis socialistes, les relations entre masses et chefs, l'absence de démocratie dans ces rapports de pouvoir et le fait que le parti soit souvent une école des vertus cardinales de la bourgeoisie où le rare dirigeant issu de la classe ouvrière se déprolétarise dans sa fonction et préfère devenir boutiquier que retourner en usine quand il perd sa place, pourraient passer aujourd'hui pour des banalités. Mais Robert Michels va au-delà des quelques platitudes dont les politologues modernes se contentent et pose à travers son analyse les questions du lien entre parti et démocratie, entre socialisme, intellectuels et classe ouvrière, entre individu et collectif.

Ces questions ne peuvent que soulever l'inquiétude du plus grand nombre car, Robert Michels l'écrit dans sa préface à la première édition (1911) de son livre, « il y a des hommes qui, en particulier dans les matières politiques et religieuses, ne peuvent entendre exprimer une opinion hétérodoxe sans que leur cœur ne se mette à battre violemment » et, dans la préface à la première édition française « personne (...) ne peut empêcher son prochain de parler, si tel est son plaisir, de pénombre par une journée ensoleillée d'août, ou d'appeler chien un chat, ou chat un chien... » (éd. Flammarion, 1971)

Et personne ne peut non plus empêcher quiconque d'évacuer les questions qui dérangent par des attaques personnelles. Le curriculum vitae de Michels y invite qui a évolué de la social-démocratie au fascisme italien en passant par une brève collaboration, entre 1904 et 1914, à la revue syndicaliste révolutionnaire *Le Mouvement socialiste* d'Hubert Lagardelle (1874-1958), lui-même devenu secrétaire d'Etat au travail sous le régime de Pétain pendant la seconde guerre mondiale. Tout de même qu'il est impossible d'empêcher quiconque d'établir des comparaisons erronées et que l'on fasse de Michels un disciple de Max Weber (1864-1920). Ces manières de qui veut noyer son chien de l'accuser de la rage ne surprendront aucun connaisseur de la vie des groupes humains.

Dans la postface à son édition de la *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Jean-Christophe Angaut y répond que l'« on se gardera (...) de lire la *Sociologie du parti* à la lumière de l'évolution ultérieure de Michels » d'autant qu'il y a à se méfier de l'illusion de « transformer des relations de succession temporelle en relations de causalité », et démonte, en particulier, pied à pied les accusations d'une voie royale entre syndicalisme révolutionnaire et fascisme, des relations de Michels avec Max Weber.

Le lecteur qui n'usera pas d'arguties admettra que quelques réflexions sur le fascisme et le bolchévisme dans la préface à la deuxième édition allemande, actuelles pour l'époque (1925), bien que non développées, restent d'actualité : « Le bolchevisme souligne pour la grande industrie mécanisée la nécessité de l'unité la plus inconditionnée et la plus stricte de la volonté et la subordination de milliers d'individus à un seul (...). Le fascisme quant à lui est également expressément antidémocratique (...). » Car, c'est l'objet principal de l'ouvrage de Michels, l'idéal démocratique

## NOTE DE LECTURE

***Sociologie du parti dans la démocratie moderne Enquête sur les tendances oligarchiques des groupes***
*Robert Michels*
*Folio, 2015*

TOUT S'OPPOSE à l'utilisation de la pensée pour sa propre critique. Parce qu'elle n'a plus aucun rapport direct avec la pratique quotidienne, la théorie ne peut se développer que sur le plan théorique et confine au verbiage : le discours critique n'établit plus de lien entre l'être et sa conscience mais entre une théorie et une praxis également abstraites ; finalement, la théorie révolutionnaire est devenue sociologie, une analyse objective d'une société sans sujet. Ce ne sont pas les faits en eux-mêmes qui comptent mais la façon dont ils sont mis en scène et la démocratie peut passer aujourd'hui pour incarner l'idéal de tous les peuples quoique chacun sache d'expérience que si ses élus collaborent bien quelquefois avec le peuple c'est seulement à l'occasion des élections.

La pérennité des formules obscurcissant le mouvement des choses, la grande majorité d'entre nous n'accepte plus que les théoriciens qui marchent au pas cadencé, aux idées justement dosées qui ne risquent pas de former un mélange explosif ni de poser jamais de questions troublantes. Une de ces questions troublantes est celle de la relation entre démocratie bourgeoise et parti révolutionnaire. Deux auteurs y ont porté un regard différent, au début du XXe siècle : le Russe Moisei Ostrogorski (1854-1919) dans un ouvrage écrit en français, *La Démocratie et les partis politiques* (1903), et Robert Michels (1876-1936)

dans *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie. Untersuchungen über die oligarchischen Tendenzen des Gruppenlebens* (1911).

Nous ne possédions en français jusqu'à présent qu'une version lacunaire de l'analyse de Robert Michels donnée par Samuel Jankélévitch (1868-1951), sous le titre *Les Parti politiques.* Puis a paru en 2015, chez Folio, une traduction intégrale, par Jean-Christophe Angaut, de la version allemande révisée de 1925 chez Alfred Kröner Verlag. Cette édition de la *Sociologie du parti dans la démocratie moderne. Enquête sur les tendances de la vie oligarchique des groupes,* change beaucoup de choses pour les non-germanophones. Car, si Robert Michels cite Ostrogorski dans son ouvrage, les points de vue des deux auteurs sont totalement opposés : Ostrogorski, d'opinion libérale, s'attache au jeu des forces politiques dans les démocraties représentatives de son temps, tandis que Michels recherche quels sont les liens entre la naissance de la démocratie bourgeoise et l'apparition d'organisations liées au suffrage électoral d'une part, d'autre part entre ces organisations et les intérêts de classe de leurs adhérents.

*Sociologie du parti dans la démocratie moderne* ne s'intéresse pas aux formes d'auto-organisation du prolétariat (on ne peut demander à un livre plus qu'il ne donne) mais aux organisations politiques, partis et acces-

sophistiqués montés sur des camions qui envahissent le monde pour satisfaire les besoins des guerres locales (et n'oublions pas la contribution de taille apportée par la production d'armes aux PIB américain, russe, chinois, français, israélien), outre les milliards de voitures et les tonnes d'engrais disponibles pour les fabricants d'armes de plus en plus ambitieux dans le monde entier. A la différence des guerres précédentes, les parties ne sont pas clairement définies : en Syrie par exemple, la Turquie, officiellement alliée de l'Occident, se soucie davantage d'empêcher la formation d'un Etat kurde que de soutenir la guerre contre l'Etat islamique, combattu plus efficacement par les Kurdes ; de riches Saoudiens ont fondé le djihad, alors que l'aviation saoudienne bombarde les djihadistes en Syrie (et les anti-djihadistes au Yémen) ; les Etats-Unis et l'Iran combattent du même côté contre les talibans afghans et l'Etat Islamique, alors qu'ils sont par ailleurs de grands ennemis ; la France et la Russie, opposées sur la question de l'Ukraine, coordonnent les bombardements en Syrie. Mais cette grande confusion de « qui est de quel côté » constitue la nouvelle globalisation de la guerre, qui ne peut plus être localisée mais peut surgir tout aussi bien à New York ou Londres qu'au Mali ou aux Philippines.

Un nouvel aspect de cette guerre mondiale est la difficulté d'en imaginer une fin. Même en Syrie, pour ne prendre que cet exemple, la dispersion des forces antigouvernementales et l'incohérence dans les relations entre les forces étrangères impliquées rend improbable que le régime d'Assad puisse les vaincre (même s'il était plus fort que ce qu'il est et même avec un appui plus important de l'étranger), pas plus que les Russes n'étaient capables de vaincre les forces armées qui les combattaient en Afghanistan (1). Et les faibles perspectives permettant de « résoudre » le « problème » s'étendent bien au-delà de la Syrie. On peut avoir un sentiment d'apocalypse sans fin avec ce conflit mondial en lisant l'opinion d'un expert : la ligne la plus dure dans de récents ex-

(1) Pour une analyse instructive de la situation syrienne, voir l'article de William Polk, « Understanding Syria : From Pre-Civil War to Post-Assad » *The Atlantic,* 10 décembre 2013 (http://www.theatlantic.com/international/archive/2013/12/understanding-syria-from-pre-civil-war-to-post-assad/281989/).

traits des penseurs sur la stratégie à adopter vis-à-vis de l'Etat Islamique vient de Shabtai Shatvit, un ancien chef du Mossad, qui déclarait sur une radio israélienne : « Il faut balayer les arguments de légalité, de moralité, de comparaisons de sécurité, et de droits de l'homme. » A la place on doit faire « ce qu'ils ont fait pendant la deuxième guerre mondiale à Dresde. Ils l'ont rayée de la carte. » Mais comme le commente un expert du Moyen-Orient à la Brookings Institution, cela ne ferait que produire «une vague de terrorisme comme le monde n'en a jamais connue ». Peut-être ce dilemme pourrait-il être résolu par l'invention d'un Islam alternatif « constructif », capable de remplacer l'emprise du djihadisme dans les cœurs et les esprits d'un grand nombre de jeunes musulmans. Au-delà d'une réforme religieuse, ce qui est nécessaire, comme le dit le *New York Times* en résumant les opinions de divers groupes de réflexion, c'est « une plus grande responsabilité » des gouvernements du Moyen-Orient, en même temps « qu'une justice équitable, de meilleures écoles, de meilleures perspectives d'emploi (2) ».

Un monde fabuleux, pourrait-on vous dire. (Et puisqu'on y est, pourquoi ne pas donner des emplois corrects et des conditions de vie décentes, en mettant fin en même temps aux harcèlements policiers, à toute cette population immigrée ou descendant d'immigrés, en général française, entassée dans les taudis des banlieues françaises ?). Au moins, un tel point de vue implique la reconnaissance que le djihadisme d'aujourd'hui (qui n'est pas qu'une simple renaissance de la tradition, mais un produit contemporain, largement inspiré par les écrits de Sayyid Outb, militant des Frères musulmans exécuté par Nasser en 1966) est la réponse à l'échec de la croissance capitaliste d'après- guerre de s'étendre aux pays précédemment colonisés d'Afrique, d'Asie centrale et du Moyen-Orient. C'est cet échec, conjugué avec l'échec du socialisme arabe et du nationalisme laïc, à produire une responsabilité gouvernementale, une justice honnête, de meilleures écoles, et de bonnes perspectives d'emploi, qui a conduit au rejet, basé sur la religion, de la modernisation de l'Occident, et qui a facilité le recrutement de dizaines de milliers de jeunes musulmans partout dans le monde, prêts à tuer et à mourir dans la recherche d'un sens à leur existence, dans le cadre de notre système économique et social en stagnation. L'idée qu'une version « modérée »de l'islam mijotée par des imams pro-occidentaux pourrait remplacer la vraie réforme islamique, l'islam d'aujourd'hui, élaboré par Outb et développée par Ben Laden, Al Zarqawi, et Al-Baghdadi, témoigne seulement de l'effondrement de l'imagination politique officielle et culturelle.

L'échec de la vague révolutionnaire qui a suivi la première guerre mondiale, donna une nouvelle chance au capitalisme ; la dépression et la nouvelle guerre mondiale qui s'ensuivit ouvrit la voie d'une nouvelle ère de prospérité, un « âge d'or » qui se termina dans les années 1970. Le reflux de la croissance économique, qui a permis l'accumulation de richesses entre quelques mains et quelques lieux et laisse à la grande majorité de la population mondiale une part décroissante des richesses qu'elle crée, a détruit l'espoir de tout progrès, espoir qui auparavant aidait les gens à supporter la vie sous le capitalisme. Avec un avenir aussi blême, il n'est pas surprenant de voir la création de toutes sortes de pratiques apocalyptiques apparemment arriérées, depuis les di-

(2)Toutes les citations de Tim Arango , dans « Envisioning How the Global Powers Can Smash a Brutal Enemy », *New York Times*, 18 novembre 2015 (http://www.nytimes.com/2015/11/18/world/middleeast/envisioning-how-global-powers-can-smash-isis.html?_r=0).



congrès ordinaire du KAPD après son congrès de fondation en avril 1920. Une brochure (septembre 2015) publiée à compte d'auteur.
http://www.left-dis.nl/f/kapd1920f.htm
left-dis@hotmail.fr

### Marcel Body réédité

◆ Réédition chez Spartacus du témoignage de Marcel Body sur son expérience dans la Russie bolchévique *Un ouvrier limousin au cœur de la révolution russe.* Envoyé en 1916 en Russie au sein de la mission militaire française, il assiste à la révolution russe, qu'il refuse de combattre, avant de s'engager dans l'Internationale communiste. Antistalinien, il quitte l'URSS en 1927, et le PCF l'année suivante.

### Néonazis allemands

◆ La revue allemande *Wildcat* suit depuis longtemps les péripéties de l'enquête sur les activités de la Nationalsozialistischer Untergrund (NSU, Clandestinité national-socialiste) depuis que Beate Zschäpe a été arrêtée après la découverte des cadavres de ses complices en novembre 2011 dans leur caravane. Dans *Echanges* nos 141, 142, 144, 148 et 151 nous avons rendu compte des articles à ce propos parus dans les nos 92, 93, 94, 96 et 97 de cette revue. Un nouvel article dans le n° 99 (hiver 2015/ 2016) revient sur ce que le pouvoir allemand ne peut plus cacher des relations entre ces activistes d'extrême droite et l'appareil d'Etat (Wildcat annonce un résumé en anglais et en persan sur son site www.wildcat-www.de, et bientôt en français), suivi de la recension de plusieurs ouvrages récents sur cette affaire : un roman policier de Wolfgang Schorlau, *Die schützende Hand* (Kiepenheuer und Witsch, 2015) ; des essais de Wolf Wetzel, *Der Rechtsstaat im Untergrund. Big Brother, der NSU-Komplex und die notwendige Illoyalität* (PapyRossa Verlag, 2015) et de Hajo Funke, *Staatsaffäre NSU. Eine offene Untersuchung* (Kontur-Verlag, 2015).

### Grace Lee Boggs

**◆ La revue allemande *Wildcat* dans son n°99 (hiver 2015-2016) dans une nécrologie, « La reconstruction de la société. En souvenir de Grace Lee Boggs : 27 juin 1915 – 5 octobre 2015 », revient sur le parcours de la militante américaine, en rupture de trotskysme officiel aux côtés de C. L. R. James et Martin Glaberman. Elle signait sous le pseudonyme de Ria Stone, en 1947, et avec Paul Romano, une étude sur la classe ouvrière aux Etats-Unis, *The American Worker* (www.prole.info/texts/ americanworker2.html – repris par https://libcom.org/history/ american-worker-paul-romano-ria-stone) dans laquelle elle prenait parti pour la lutte des travailleurs indépendamment des syndicats et partis politiques ; une étude qui allait influencer le groupe Socialisme ou Barbarie en France dans les années 1950 (elle fut publiée dans les huit premiers numéros de la revue *S ou B*, voir http://archivesautonomies.org/spip.php?article758) et les opéraïstes italiens dans les années 1960-1970. En 1958, elle signait aussi l'ouvrage *Facing Reality* aux côtés de C. L. R. James et Cornelius Castoriadis. Tous écrits qui ne l'empêchèrent pas d'appeler à voter pour Barak Obama : « Son soutien à l'élection d'Obama exprime une nette régression par rapport à ce qu'elle écrivait en 1947 » que *Wildcat* explique pour une part par la déstructuration de la classe ouvrière dans l'industrie automobile de la ville de Detroit où elle a vécu une grande partie de sa vie.**

par Raoul Victor sur le site http://pantopolis.over-blog.com/2015/04/en-marge-d-un-anniversaire-vingt-annees-de-sectarisme-du-cc.html

### Tom Thomas

◆ *La Montée des extrêmes, de la crise économique à la crise politique,* de Tom Thomas. A voir sur http://www.demystification.fr/les-livres-de-tom-thomas-2/

### Rosa Luxemburg

◆ La revue fièrement luxemburgiste *Critique sociale* ne pouvait laisser passer la réédition par les éditions Spartacus de plusieurs écrits de Rosa Luxemburg sous le titre *Le But final, textes politiques* (2016). Un compte rendu de lecture dans le n°38 (février-mars 2016) de cette revue rappelle que « cette nouvelle parution est (...) une bonne occasion de connaître la pensée de cette théoricienne marxiste (...) ». *Echanges* rappelle à son tour, en accord avec l'opinion de *Critique sociale* citée ici, sans vouloir faire d'ombre aux éditions Spartacus dont le fondateur René Lefeuvre (1902-1988) fut le premier à éditer systématiquement les ouvrages de Rosa Luxemburg en France, que Smolny a entrepris depuis 2009 une traduction en français des ouvrages de Rosa Luxemburg à partir de l'allemand (actuellement 4 tomes parus aux éditions Agone).

### Ante Ciliga

◆ En 1993, Philippe Bourrinet publiait à compte d'auteur une brochure consacrée à Ante Ciliga (1898-1992), ancien responsable du Parti communiste de Yougoslavie critique du régime soviétique. Brochure traduite en plusieurs langues et, selon des rumeurs rapportées par l'auteur dans une nouvelle édition (juin 2015), toujours à compte d'auteur, grossièrement plagiée dans quelques ex-pays de l'Est européen. Cette réédition est dédiée à Arthur (voir *Echanges* n° 151, p. 69). www.left-dis.nl/f/ciliga.pdf

### Paul Mattick

◆ Recension de la biographie de Paul Mattick (1904-1981) par Gary Roth, *Marxism in a Lost Century. A Biography of Paul Mattick,* Brill, 2015, dans *Critique sociale* n° 38 (février-mars 2016). Rappelons que Gary Roth a préfacé l'entretien de Paul Mattick avec Michael Buckmiller de juillet 1976 publié en français sous le titre *La Révolution fut une belle aventure,* L'Echappée, 2013 (voir *Echanges* n°s 149, p. 52, et 151, p. 65).

◆ Le site La bataille socialiste signale que la revue animée par Paul Mattick, *International Council Correspondence,* qui changea de nom pour *Living Marxism* et *New Essays* et fut publiée aux Etats-Unis de 1934 à 1943 , a été entièrement numérisée et mise en ligne par le site des Archives Pannekoek à l'adresse: http://www.aaap.be/Pages/International-Council-Correspondence.html. Il s'agit du reprint par Greenwood Corp en 1970. La bataille socialiste a commencé à traduire en français quelques articles et recherche notamment un traducteur pour Daniel De Leon (1935).
Le site Bataille socialiste rappelle que «la publication de cette revue, sans équivalent, représenta un effort colossal pour Paul Mattick, ouvrier d'usine immigré sans aucune fortune personnelle» (voir la lettre qu'il adressa à son ami Fairfield Porter, concernant ses projets et son manque d'argent, dans *Echanges* n°149 [automne 2014] p. 58).

### Le 1er Congrès du KAPD

◆ La traduction du script du deuxième congrès du Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD) qui eut lieu entre le 1er et le 4 août 1920 dans le restaurant Zum Prälaten (Au Prélat) à Weißensee, alors en banlieue de Berlin, par Philippe Bourrinet, avec une préface et des notes explicatives. C'est en fait le premier



verses formes de fondamentalisme chrétien en cours aux Etats-Unis aux Juifs ultra-orthodoxes et à l'Etat Islamique. Ce à quoi nous assistons n'est pas « un choc de civilisations » mais l'autodestruction d'une civilisation, celle-là même qui s'appelait fièrement « modernité ». Comme Adam Schatz le remarque dans un article pertinent :

> « Les attentats de Paris ne reflètent pas un clash de civilisations mais plutôt le fait que nous vivons réellement dans un seul monde, même inégal, où les troubles dans une région affectent inévitablement les autres, ou tout est connecté, parfois avec des conséquences tragiques. Avec ses airs moyenâgeux, le califat nous montre le miroir du monde que nous avons créé, pas seulement à Raqqa et Mossoul, mais à Paris, Moscou et Washington (3). »

L'apocalypse qui menace n'est pas celle promise par les divers dieux invoqués dans les cultes des différentes parties du monde, mais celle produite par l'incapacité du capitalisme à maîtriser les forces qu'il a lui-même déchaînées. Les dirigeants mondiaux semblent finalement comprendre que le changement du climat est un réel problème, par exemple, mais on pense en général que le sommet sur le climat qui doit se tenir à Paris *[qui a eu lieu en décembre 2015, NDE]* ne produira que très peu des changements nécessaires pour éviter l'aggravation de la catastrophe qui vient. Les intérêts économiques (et donc politiques) qu'il serait nécessaire de mettre de côté, sont tout simplement trop puissants, car ils sont trop la base même du mode de fonctionnement de la société mondiale. De la même façon, tandis que les limites de l'économie capitaliste rendent impossible la résolution des problèmes sociaux qui engendrent la misère qui se cache derrière le djihad mondial, les nations dominantes ne peuvent pas envisager, structurellement parlant, de faire face à la situation autrement que par des moyens militaires. Les moyens militaires sont passés au centre du véritable fonctionnement de la puissance économique dominante : comme Gabriel Kolko le signale dans son livre remarquable *Century of War,* après la seconde guerre mondiale, le budget militaire américain « se substitua brutalement aux travaux publics ou aux mesures sociales et à lui seul rendit possibles les déficits du gouvernement [...], permettant pourtant le maintien de l'économie en général. [...] L'existence même des préparatifs militaires portait en elle une propension inhérente à l'activisme, avec tous les risques énormes que cela entraîne (4) ». Mais même les Etats qui ne sont pas autant dépendants que les Etats-Unis d'un keynésianisme militaire ont des investissements autant politiques qu'économiques dans le militaire. Et finalement que peuvent-ils faire d'autre ?

Par conséquent, les principaux Etats essayent de se conduire comme de « grandes puissances » à un moment où il n'y a plus de grandes puissances au sens du XIXe siècle, un moment où les forces entravant le système mondial dépassent la force même de ses éléments les plus forts. Le résultat est la barbarie dont Rosa Luxemburg avertissait qu'elle serait l'alternative au socialisme. La troisième guerre mondiale pourrait être avérée la plus terrible de toutes si la population mondiale n'y met pas un terme, rompant une fois pour toutes avec les conditions qui la produisent.

P. M.

(traduit de l'anglais par A. S.)

(3) A.Schatz, « Magical Thinking About ISIS » *London Review of Books* 37 : 23 (3 décembre 2015).

(4) G .Kolko, *Century of War : Politics, Conflicts and Society Since 1914* ( New York : The New Press, 1994), 475.

# DANS LES PUBLICATIONS / MONDE

### De la guerre

◆ « Contre la démocratie et les guerres impérialistes » (en espagnol), un fort n° 65 (décembre 2015) de cinquante pages de *Comunismo*, l'organe en espagnol du Groupe communiste internationaliste, composé de « Notes sur la démocratie », « Capital, démocratie, dictature de la valeur », « Guerre sociale et toile d'araignée impérialiste en Syrie » et « Quelques matériaux actuels sur les luttes prolétariennes en Amérique latine ».
Nouvelle adresse : BP 33 (sans mention du nom), Anderlecht Autonomie, 6A rue de l'Autonomie, 1070 Bruxelles, Belgique

### La classe ouvrière mondiale (suite)

◆ Nous avons recensé dans le n° 153 d'*Echanges* (p. 38), une longue étude sur la mondialisation de la classe ouvrière parue dans le n° 98 (été 2015) de la revue allemande *Wildcat*, et signalé qu'il en existait une version française sur Internet. Une traduction à partir de l'anglais en a été faite dans la revue *Ni patrie ni frontières* n°54-55 (février 2016. On trouvera des compléments dans le n° 99 (hiver 2015-2016) de la revue allemande *Wildcat* : la réaffirmation que « le travail migrant est l'axe moteur dans la question de la classe ouvrière mondiale », que la classe ouvrière est en expansion permanente dans le monde, qu'un nouveau cycle de luttes a commencé en 2005, mais surtout une critique d'un ouvrage d'Immanuel Ness, *Southern Insurgency, the Coming of the Global Working Class* (Pluto Press, 2015), dans lequel cet auteur, selon *Wildcat*, diagnostique une classe ouvrière vaincue en Europe et aux Etats-Unis, son salut ne pouvant venir que des luttes dans le Sud : Inde, Chine, Afrique.

### Crise de l'automobile

◆ Les maux de l'industrie automobile sont connus et avaient fait l'objet d'un article dans le n° 98 de la revue allemande *Wildcat* (voir *Echanges* n° 153, p. 37). Des maux qui s'aggravent avec la poursuite du profit à tout prix selon son n°99 (hiver 2015-2016) qui voit dans les rappels récents de milliers de voitures défectueuses (Toyota, Chrysler, Volkswagen, etc.) la parfaite illustration de la crise dans l'industrie automobile.

### Grèves en Turquie

◆ « Grèves sauvages dans l'industrie automobile turque : deux pas en avant, un pas en arrière » dans le n° 99 (hiver 2015/2016) de la revue allemande *Wildcat*, revient sur les grèves dans l'industrie automobile turque en mai 2015 qui ont suivi la signature d'un accord tarifaire entre l'entreprise Bosch et le syndicat d'Etat Türk-Metal que ce dernier refusait de négocier pour l'ensemble de la branche. Il faut rappeler que l'inscription à ce syndicat est obligatoire pour quiconque veut obtenir un emploi dans la grande majorité des entreprises automobiles. Le refus de Türk-Metal de négocier une augmentation de salaire dans les autres entreprises que Bosch a entraîné de nombreuses défections, les protestataires s'inscrivant au syndicat concurrent Birleşik-Metal et ont fait grève tout le mois de mai, arrachant aux entrepreneurs de nombreuses concessions tarifaires. Mais, profitant de la période électorale avant le 7 juin, ceux-ci ont refusé d'appliquer les accords signés ; 1 500 travailleurs, au total, ont été licenciés en conséquence des grèves de mai et des grèves partielles suivantes qui ne sont pas parvenues à se coordonner, contrairement à ce qu'il en avait été au mois de mai. Il fut un temps question parmi les grévistes de classe en soi et pour soi. Au lieu de cela, l'accumulation du capital a donné naissance à une société séparée. Les forces d'atomisation ont triomphé des forces de collectivisation. Finalement, la civilisation capitaliste est maintenant déstabilisante, mais sans appeler les nouvelles forces sociales qui pourraient la dissoudre. »

### Histoires de boulot

◆ « Workers on the experience of work » , recension du livre (en anglais) *Lines of work. Stories of jobs and resistance*, dir. par Scott Nikolas Nappalos, éd. Black Cat Press, 2013. 32 histoires de boulot, par 21 auteurs, une partie négligée des tentatives de comprendre et changer la condition ouvrière. Dans *Aufheben* n° 23 (2015-2016).

### Feuille anarchiste

◆ *Du pain sur la planche*, feuille d'agitation anarchiste, n°1 Marseille (janvier-février 2016).

### « Syndicalisme pour l'émancipation »

◆ *Le Chiendent, revue syndicale de réflexion et d'action, vers le syndicalisme d'autonomie prolétarienne pour l'émancipation*, n° 1 (janvier 2016) (c/o Philippe Geneste, 3 impasse Louis-David, 33740 Arès) présente un dossier « Précarité », une revue de différentes publications, une action locale pour empêcher l'implantation d'un hypermarché.

### « Une revue pour intervenir »

◆ *Subversion* n° 5 (décembre 2015) « un instrument supplémentaire pour intervenir dans la guerre sociale », une revue au contenu aussi riche que divers sortant de l'Hexagone pour montrer que les problèmes d'action et de répression sont internationaux et que les expériences peuvent être partagées.

### Maoïstes

◆ Dans *Partisan Magazine* n°4 (février 2016), reproduction d'un long texte de 1980 sur le soi-disant « révisionnisme moderne » visant essentiellement la Chine. Et de nouveau, dans le même numéro, sur « Le socialisme dans un pays et la révolution dans le monde » et « Sur l'état de dictature du prolétariat ».

### Refus de parvenir

◆ Le *Bulletin du CIRA* n°71 (automne 2015) recense les richesses de ce Centre international de recherches sur l'anarchisme. Le rapport d'activités pour 2014 signale qu'à la suite de la parution de la brochure de Marianne Enckel *Le Refus de parvenir*, les débats sur ce thème se sont poursuivis, avec des séances publiques bien fréquentées et les préparatifs d'un livre regroupant les textes des principaux débats, des entretiens et des témoignages, des traductions, des illustrations.
http://www.cira.ch/bulletins/cira-bull-071.pd

◆ *L'Inventaire n° 3*, novembre 2015, éd. La Lenteur,16 rue des Envierges, 75020 Paris, sur le livre de Lewis Mumford, *Histoire des utopies*. Une autre présentation (par Annie Gouilleux) de ce livre, le premier de Lewis Mumford, sur le blog Et vous n'avez encore rien vu.
https://sniadecki.wordpress.com/2012/04/25/mumford-utopies/

### Marxisme, repères théoriques

◆ Dans le bulletin gratuit *Le Marxisme oublié. Publication du Socialisme symbolique* n°3 (solstice d'hiver 2015) de nombreux articles entre réflexions et critiques dont « Le drame du mouvement ouvrier, la perte initiale des repères théoriques », « Dégâts théoriques III » (réponse à notre critique parue dans *Echanges* n° 152, p. 56), « Essai sur la loi de la valeur, triade dialectique », etc.
Contact : P. Leclerc, rue Saint-Germain, 03210 Saint-Menoux.

### Le sectarisme du CCI

◆ *Vingt années de sectarisme du CCI*, publié le 12 avril 2015

### *Technique et guerre sociale*

◆ Le capitalisme accroît son contrôle sur les classes dangereuses grâce aux progrès de la technologie et la diffusion de la peur qu'il instille par les médias, pour la revue espagnole *Etcétera* n° 55 (février 2016) qui documente son argumentation dans plusieurs articles : « Technique, contrôle et destruction », « Sur la société du contrôle et sa technique » et « "Moyen-Orient", un chaos organisé ». Le citoyen, assujetti, accepterait le contrôle en échange de sa sécurité (p. 1) et le capital tiendrait la direction dans une guerre sociale où le citoyen resterait « isolé, stupéfait, impuissant et anéanti devant l'écran et ses "nouvelles" » (p. 26) ; cependant, bien qu'*Etcétera* cite le mot du philosophe allemand Günther Anders selon lequel, face à la réalité de la puissance nucléaire, il ne s'agit plus de savoir aujourd'hui comment on va vivre mais si on vivra, la revue pose la question du comment vivre car il existe une limite à la puissance du capital, ce sont tous ceux qui luttent contre cette société de consommation qui exige des consommateurs disciplinés et surveillés. Quant au Moyen-Orient, mis entre guillemets parce qu'un mot imposé par les colonisateurs, la décolonisation n'a pas signifié l'indépendance mais une forme larvée de colonisation. En y provoquant le chaos par leurs interventions militaires, les puissances occidentales ont créé la vague migratoire qui secoue maintenant l'Europe et qu'ils tentent d'endiguer en nourrissant la xénophobie et en répandant des rumeurs de terroristes infiltrés parmi les réfugiés.

◆ Suivent, comme toujours dans *Etcétera*, des extraits de la correspondance que le groupe reçoit, témoignant des échanges avec ses lecteurs : dans ce n° 55, on trouvera un courrier de Georges Lapierre, Français basé au Mexique, et une lettre d'Athènes rédigée par des « antifascistes » grecs. Le premier défend le cheminement des zapatistes du Chiapas contre Hegel, Marx et les intellectuels en général coupables à ses yeux de chercher l'universel où la diversité serait préférable sous le titre « La pensée critique face à l'hydre capitaliste ou la misère de la philosophie ». G. L. nous prévient qu'il aurait tout aussi bien pu intituler son courrier « La pensée critique face à l'hydre capitaliste ou la misère dans le milieu intellectuel » ou bien encore « La pensée critique face à l'hydre capitaliste ou la misère du marxisme » ; « la pensée critique face à l'hydre capitaliste » reprenant le titre d'un séminaire convoqué par les zapatistes du 2 au 9 mai 2015 en souvenir du philosophe Luis Villoro qui, sans doute parce qu'il philosophait zapatiste et fut assassiné en mai 2014, obtient la mansuétude du pourfendeur d'intellectuels. Le second courrier appelle au soutien des migrants, à détruire « les frontières, les barbelés et les murs qui mènent à la mort », à descendre « dans les ports, les rues et les quartiers » et à partager « la faim et les espoirs avec les migrants ».

Contacts : Etcétera, Violant d'Hongria, 71, 1a, 08028 Barcelona, Espagne ;
etcetera@sindominio.net
www.sindominio.net/etcetera

### *Mouvement ouvrier, suite et fin*

◆ http://endnotes.org.uk/issues/4 (octobre 2015) : « Histoire de séparation. L'ascension et la chute du mouvement ouvrier, 1883-1982 » (en anglais). « Socialistes et communistes européens attendaient de l'accumulation du capital qu'elle accroisse en nombre la main-d'œuvre indutrielle et qu'en même temps elle unifie, fasse des travailleurs unis un sujet social : l'ouvrier collectif, la s'organiser de manière autonome, indépendamment des syndicats, mais la question est restée pendante. *Wildcat* donne pour référence une chronologie établie par *Mouvement communiste* en français, italien et anglais : http://mouvement-communiste.com

◆ Sous la rhétorique des titres (« Ce ne sont pas les élections et les appels à la paix, mais la guerre de classe qui seule pourra mettre fin à l'exploitation, à l'oppression et à la répression! »), d'intéressants éléments d'information et d'analyse de la situation en Turquie dans *Le Prolétaire, organe du Parti communiste international*, n° 517 (septembre-octobre-novembre 2015).

### *Nationalisme kurde*

◆ La grande confusion persiste. Dans la suite du débat amorcé dans le n° 153 d'*Echanges, Alternative libertaire* n°s 256 et 257 (décembre 2015 et janvier 2016) en remet une couche dans le soutien aux nationalismes : « Soutenir la gauche kurde contre Daesch » ou « Soutenir le projet de reconstruction socialiste et démocratique mis en œuvre au Kurdistan syrien ». On peut retrouver les mêmes analyses dans *Courant alternatif* n° 255 sous le titre « Quelques éléments sur l'histoire du Moyen-Orient ». En marge de ces articles « Avec Amed la rebelle » dans *CQFD* n° 140 (Amed est le nom kurde de Diyarbakir), partie d'un dossier « La Turquie, la sale guerre d'Erdogan ».

◆ « Libye, la descente aux enfers » dans *Courant alternatif* n° 252 (février 2016).

◆ *L'Inventaire* n° 3 (novembre 2015), Editions La Lenteur, 16 rue des Envierges, 75020 Paris, sur le Chiapas.

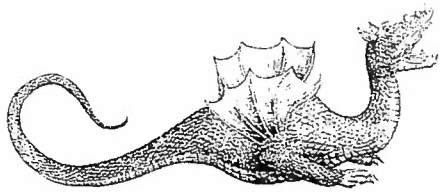
◆ Dans *Courant alternatif* n° 256 ( janvier 2016), analyse des résultats de la COP 21.

### *Des luttes en Iran*

◆ Dans le n° 99 (hiver 2015/2016) de la revue allemande *Wildcat*, un article sur l'Iran, « Pas de répit après l'accord sur le nucléaire », recense, dans la mesure du possible les informations étant difficilement accessibles, les dernières luttes des travailleurs en 2014 et 2015 dans un pays où, officiellement, 30 % de la population se trouve sous le seuil de pauvreté. Grèves contre les privatisations d'entreprises publiques, contre des licenciements collectifs ou pour des augmentations de salaire : en mai 2014, grève de 39 jours à Bafgh dans l'exploitation du minerai de fer contre une privatisation partielle et de 16 jours en août pour exiger la libération de 9 travailleurs arrêtés par la police ; en fin d'année 2014 et au début 2015, les travailleurs de l'automobile pratiquent une forme inédite de lutte en refusant de manger à la cantine et obtiennent une augmentation de salaire de 20 %. D'autres mouvements ont lieu dans le textile, la métallurgie, etc. Le régime y répond par une répression accrue : au cours de ces dix dernières années, certains militants tentent parfois de former des syndicats indépendants et sont harcelés par les autorités sans que les travailleurs réagissent.

### *Chine*

◆ Sur le site Tlaxcala, « Ni marche en avant, ni marche en arrière, la Chine à l'ère des émeutes » (www.tlaxcala-int.org/), traduction de « No Way Forward, No Way Back. China in the Era of Riots », premier article mis en ligne du *Chuang Journal*, à paraître, mais dont le site offre déjà les



références de nombreux matériaux sur la Chine, bibliographie, articles, films... (http://chuangcn. org/)

◆ Plusieurs articles sur la Chine dans le n° 99 (hiver 2015/2016) de la revue allemande *Wildcat* : « La Chine au fond du trou ? », « Brève chronologie des luttes de la classe ouvrière chinoise », « A propos de la lutte de classe en Chine » (Loren Goldner, éditeur du site http://insurgentnotes.com), « Un crash purement chinois ? » (Raffaele Sciortino) et le compte rendu d'un livre de Lu Zhang, *Inside China's Automobile Factories. The Politics of Labor and Worker Resistance* (Cambridge University Press, 2015). Tous articles à prétention critique, d'analyse des luttes ouvrières en Chine, qui restent au niveau des généralités, montrant par là l'ambiguïté qu'il y a à vouloir trop considérer la classe ouvrière chinoise comme l'avant-garde du prolétariat mondial. Quant à la brève chronologie des luttes de la classe ouvrière chinoise, si elle est effectivement brève (une page de la revue pour couvrir les années 1949 à 2015) le lecteur y apprendra plus sur le gouvernement chinois et l'économie que sur les luttes de la classe ouvrière à proprement parler. Par ailleurs, *Wildcat* souligne que Lu Zhang « de par sa position n'ayant pas été assez longtemps au contact du processus de production n'a pas pu comprendre les relations des travailleurs entre eux au quotidien, leurs ficelles et connivences. Cependant son livre nous aide à nous faire une meilleure image des ouvriers et ouvrières dans l'automobile en Chine » (p. 54).

◆ « Obama's pivot to China » ? dans *Aufheben* n° 23 (2015-2016).

### Afrique du Sud

◆ L'Afrique du Sud s'enfonce depuis des années dans une crise sociale, économique et politique dont *Echanges* et *Dans le monde une classe en lutte* se sont fait souvent l'écho. Le n° 99 (hiver 2015/2016) de la revue allemande *Wildcat* s'attache aux récentes luttes des étudiants sud-africains contre l'augmentation des frais universitaires, dans un article intitulé « Students must fall » (en anglais dans le texte selon les mots d'un ministre). Ce « A bas les étudiants » faisant référence au slogan desdits étudiants : « A bas les droits d'inscriptions » (« Fees must fall »).

### Génétique

◆ « Les tests génétiques, une industrie incontrôlable ? », dans *La Gazette des Sociétés et des techniques*, n° 85 (janvier 2016) (copie à *Echanges*).

### Ecologie et capitalisme

◆ Dans ses n°s 95 et 97, la revue allemande *Wildcat* faisait une critique de l'écologie rappelant que l'économie verte n'avait pas pour objet de modifier le système économique existant mais d'assurer la fiabilité des sources d'énergie indispensable à la survie du capitalisme (voir *Echanges* n° 146, p. 42 et 151, p. 60). Dans son n° 99 (hiver 2015/2016), elle revient sur le constat qu'elle avait dressé antérieurement des difficultés que connaissent les Etats-Unis et les pays producteurs de pétrole en conséquence de la chute du prix du baril de brut : les Etats-Unis voient leur croissance économique se rétracter par défaut de réindustrialisation du pays, le Brésil subit les luttes des travailleurs du secteur pétrolier (novembre 2015) tandis que la classe ouvrière au Proche-Orient est entravée dans ses luttes par le terrorisme.

### Nucléaire

◆ Trente ans après Tchernobyl et cinq ans après Fukushima les Etats et les lobbies nucléaires continuent à nous mentir et « les catastrophes continuent » selon la revue *Sortir du nucléaire* n° 68 (février 2016).



*Réponse*

En voulant surtout dénoncer la confusion de cette publication, nous sommes tombés dans un piège qui ressemble à ces « rouges-bruns » recensés en 2011 par *Ni patrie ni frontières* dans son *Inventaire de la confusion* (n° 36-37, septembre 2011). Dont acte.

# Un appel du Cras

*Le Centre de recherche pour l'alternative sociale (Cras), lance un appel à phynances afin d'acquérir un local.*

Le CRAS (Centre de recherche pour l'alternative sociale) est un regroupement d'archivistes indépendantEs et bénévoles créé en 1979. Domicilié actuellement à Toulouse, il conserve une mémoire matérielle des luttes sociales (luttes étudiantes, ouvrières, environnementales, féministes, anti-carcérales, antimilitaristes...) et des idées et pratiques émancipatrices. Ces archives concernent particulièrement la région toulousaine mais aussi la France et l'international, elles portent sur la période de 1940 à nos jours. [...].

Au fil des années, [...] nous avons enrichi les archives de nombreux matériaux : textes, journaux, brochures, tracts, affiches, photos, dossiers, livres... Des dizaines de mètres linéaires de rayonnage... Le CRAS publie aussi quelques ouvrages et brochures, il participe à des rencontres autour de mouvements sociaux, il est présent à plusieurs salons du livre.

Ces archives alimentent régulièrement des travaux historiques et politiques (thèses, livres, films, expositions...). [...] Un travail d'échange avec d'autres centres d'archives permet d'orienter les utilisateurEs ou de compléter des collections. Le CRAS est affilié à la Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaire (FICEDL).

[...] En 2001, nous perdons notre local suite à l'explosion de l'usine chimique AZF. En 2005, toujours sans local, nous signons une convention avec la mairie de Toulouse. Nous déposons une partie du fonds au sein des archives municipales. Mais notre souplesse de fonctionnement associatif est incompatible avec les prérogatives et les contraintes institutionnelles. Les rigueurs administratives compliquent l'accès aux documents.

En décembre 2008, l'association demande le concours de la municipalité pour l'attribution d'un local. La mairie nous alloue alors un réduit insuffisant de 5 m². [...] Nous n'avons eu à ce jour aucune réponse positive.

Aujourd'hui, par manque de locaux, ces archives sont en danger [...]. La dispersion actuelle du fonds rend difficiles sa conservation, son traitement, sa diffusion et une gestion sereine. Nous n'avons jamais voulu investir dans des solutions de stockage aléatoires (occupation illégale, hébergement précaire, location coûteuse).

[...] Devant la réalité d'un projet aussi difficile à porter, nous avons fait le choix de lancer un appel à dons pour nous doter d'un local pouvant accueillir [...] l'ensemble du fonds, la bibliothèque, un espace pour la consultation et un bureau pour l'administratif. [...] La réalisation de ce projet dépend de l'apport financier et de l'énergie de toutes et de tous. [...].

Site internet http://cras31.info/
cras.toulouse@wanadoo.fr
CRAS - BP 51026 – 31010 Toulouse cedex 6
Chèque à l'ordre CRAS (marquer au dos du chèque « don pour local »). Reçus fiscaux pour déductibilité en cours d'obtention.
Virement : code banque 17807 – code guichet 00001 – numéro de compte 35421721195 – clé RIB 10
Virement IBAN : FR76 1780 7000 0135 4217 2119 510
Adresse SWIFT (BIC): CCBPFRPPTLS

bourgeoise, et quand nous ne trouvons rien dans nos textes de référence pour arriver à proprement penser une situation, c'est à nous de fournir l'effort conceptuel, de réflexion et d'acquisition de connaissances pour pouvoir aller au-delà de ceux qui nous ont inspirés, sans trahir le chemin qu'ils ont tracé avant nous et dont nous avons bien décidé, chacun, à un moment qu'il était le bon. N'ayons pas peur de le penser et de le dire : nous avons des convictions théoriques. Nous ne devons pas céder.

Les oppositions entre les Nations, les manipulations des unes par les autres, sont une réalité qui existe depuis qu'il y a des Nations. Rien de bien nouveau là-dedans. Mais non, je ne vois vraiment pas en quoi ce serait l'Histoire des Nations qui permettrait d'expliquer celle du Capital. Là encore c'est dans l'autre sens qu'il faut s'efforcer de prendre le problème. Je ne suis pas contre prendre en compte les Nations et leurs manipulations, leurs calculs et ainsi de suite. Mais je pense qu'il faut le faire depuis le déploiement local, régional, international, mondial, du Capital, et pas dans l'autre sens.

La guerre en Syrie ? L'Etat islamique ? Le sionisme ? blablabla. Ce sont toujours des phénomènes liés à la dynamique du Capital. Et d'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement ? Alors, moi, la question que je vous pose à tous, mes amis, c'est : ce dont on parle là, sommes-nous en mesure ou non d'en fournir une lecture de classe ?

J. B.

PPS. : appeler Stirner au secours ? Vraiment ? Relire dans ce cas les quelque 350 pages que Marx lui consacre dans *L'Idéologie allemande* («Le Concile de Leipzig III. Saint Max»). Pour ma part, *L'Unique et sa propriété* est un des ouvrages les plus répugnants que j'ai lu à ce jour. On pourra en reparler si nécessaire.

## Attention, revue facho

*De camarades de Caen, juin 2015*

Problème dans la revue *Echanges* :

dans le n°151 d'*Echanges*, p. 58, vous effectuez, sous le titre «Nouveaux léninistes», une recension d'une revue en ligne intitulée *Paris Zone de Combat* (*Pazoc*).

Cette revue récente, et fort confuse comme vous l'avez remarqué, a suscité la curiosité des milieux antifascistes parisiens. Après quelques recherches, il ressort que cette revue qui cherche à «mélanger les genres» est réalisée par un fasciste notoire, Crevelle, habitué des publications éphémères, et membre par ailleurs de la revue «anarcho-royaliste»(voyez le genre), en réalité d'extrême-droite, Le Lys noir.

Pour votre information, voici une première réaction du site Paris Lutte-Info :

http://paris-luttes.info/paris-zone-de-combat-nouveau-3251

et un article antifa qui met au jour la manipulation :

http://lahorde.samizdat.net/2015/05/29/derriere-pazoc-crevelle-le-nazbrok/

Par ailleurs, pour mieux cerner cet agité du bocal qu'est Crevelle, je vous redirige également sur un site fasciste, animé par un ancien étudiant de Caen, qui héberge à l'occasion Crevelle et l'a interviewé (article en date du 22 mars 2015), ça vaut son pesant de cacahouètes... :

https://ilfaudrabienvousyfaire.wordpress.com/page/2/

Bon, y a rien de dramatique, mais il me semble qu'il serait cependant judicieux de publier une petite mise au point, histoire que des lecteurs-rices d'*Echanges* comprennent bien de quoi il retourne réellement avec ce journal facho, et n'aillent pas laisser leurs noms, adresses etc. à ces salopards.



# L'INDUSTRIE DU MIGRANT

## MUTATIONS ET MIGRATIONS : UNE LONGUE HISTOIRE DE LA VIE SUR TERRE

DEPUIS L'ORIGINE de la vie sur Terre, les êtres vivants du monde végétal et animal, depuis la plus petite cellule jusqu'aux plus gros des mammifères supérieurs, sont apparus et se sont développés en raison d'un milieu favorable à cette naissance et expansion. Mais rien n'est jamais fixé dans un monde en perpétuelle évolution. D'un point de vue purement astrologique, la Terre elle-même bouge sans arrêt, hors de toute interférence du monde vivant, dans des cataclysmes naturels soit intrinsèques à la terre, brutaux ou dans une évolution lente, soit dus à l'irruption d'un agent extérieur venant de l'univers. Dans de telles circonstances, quelles qu'elles soient, le monde vivant doit ou muter dans le même milieu, ou migrer sous d'autres cieux plus cléments, ou disparaître. Mais ce monde vivant lui-même peut être la cause de cette même situation : les conditions favorables qui ont présidé à sa naissance et sa prolifération peuvent entraîner une pollution telle que non seulement elle détruit les possibilités de reproduction de cette espèce et entraîne son extinction, mais aussi elle rompt toute la chaîne vitale dans laquelle cette espèce s'insérait. Muter, migrer ou disparaître est finalement l'élément central de la vie sur la Terre.

L'espèce humaine, depuis des millions d'années, n'a pas échappé à ce type de situation. On ne sait pratiquement rien des mutations dont on connaît l'existence, mais encore moins de leurs causes. Quant aux migrations jusqu'à l'époque moderne, on n'en sait guère plus sur leurs causes, même si les analyses génétiques permettent d'en retracer le parcours. Pour la période la plus récente, entre deux mille à trois mille ans, si on connaît mieux les migrations on n'en sait pas trop non plus sur leurs causes. Difficile de savoir si les grandes invasions qui ont submergé et disséqué l'empire romain, toutes venues de l'Est, ont eu une cause commune de même que les plus récentes (les Huns au Ve siècle et les Arabes au VIIe siècle pour la France, les Turcs au XVIIe siècle pour l'Europe). Toutes ces dernières migrations étaient autant des tentatives de conquêtes militaires au sens où nous l'entendrions aujourd'hui que de grands déplacements de populations. D'autres migrations, intereuropéennes celles-là, et de moindre importance, ont jalonné la période moderne depuis celles des Vikings, des Normands débarquant en Angleterre, de la fuite

des persécutions religieuses (protestants, juifs, arabes). Plus on se rapproche de notre époque, mieux on connaît les causes de ces migrations. Une partie d'entre elles sont des migrations de survie, caractère que l'on retrouve aujourd'hui. Mais c'est l'essor du capitalisme qui, dans l'époque moderne, va entraîner d'importantes migrations tant à l'intérieur des Etats que d'un Etat à l'autre, sous des formes totalement nouvelles. D'abord en Europe occidentale, puis progressivement dans le monde entier.

Certains analystes se sont demandé si les migrations encadrées du capitalisme dont nous allons parler ne procédaient pas non plus de la survie, pour revenir ainsi aux causes probables des migrations ancestrales avec leur formes spécifiques. La Syrie et l'Irak ont connu plusieurs années de sécheresse qui ont appauvri les trois quarts de la population. Il est certain que dans l'appréciation de l'ensemble des migrations modernes, le réchauffement climatique et la série de catastrophes climatiques qu'il entraîne parut sous-tendre les migrations dans un cadre différent.

### *Migrations et capitalisme*

D'une certaine façon, le début du Moyen Âge et la fin des grandes invasions entraîne une sédentarisation dans le système féodal, basé sur l'agriculture et les activités techniques annexes nécessaires au fonctionnement de l'ensemble. Les villes deviennent à la fois des centres commerciaux et d'activité artisanale voire industrielle. Partout en Europe, on voit une migration des campagnes vers les villes qui absorbent essentiellement le surplus de population campagnarde, les migrants passant pour la plupart d'activité paysanne et/ou artisanale à une activité liée à un secteur de production économique. Par rapport à toutes les migrations antérieures, la finalité en est parfaitement claire.

Le capitalisme ne peut exister que par l'exploitation de la force de travail et il doit puiser pour ce faire dans les classes sociales existantes. La migration de base de l'essor de ce système ne peut venir que des campagnes et est le prolongement de ce qui existait déjà au Moyen Âge. On peut penser que ce n'est pas tant le surplus de population agricole qui favorise ces migrations de la campagne vers les usines, mais aussi les aléas climatiques ou autres des travailleurs agricoles et des paysans pauvres. L'emplacement des centres industriels n'était pas dû au hasard : il pouvait dépendre du secteur primaire (mines de charbon ou de minerai), de la proximité des transports, plus récemment de la proximité des marchés. Quelles que soient les raisons de ce développement industriel, il nécessitait une main-d'œuvre de plus en plus abondante, que la proximité ne fournissait qu'en nombre limité, d'où d'importantes migrations intérieures avec

### *Un arbre qui cache la forêt, la Syrie*

Environ la moitié des 23 millions d'habitants de la Syrie ont dû migrer soit à l'intérieur du pays (7 millions), soit dans des camps dans les pays voisins (4,8 millions en février 2016, selon le Haut Commissariat aux réfugiés [HCR]). Près de 2 millions ont bravé la mer pour gagner l'Union européenne. Plus de 700 y ont laissé leur vie (0,035 % des migrants) mais ce risque ne pèse guère eu égard à celui de rester en Syrie : 250 000 morts, plus de 1 % de la population totale, une liste qui s'allonge chaque jour avec les détenus de Bachar el-Assad (plus de 10 000), les victimes des frappes aériennes ou les morts de faim. D'une manière ou d'une autre, cette balance de la mort et de la survie a toujours été la base des migrations.



auxquels les médias et les politiques se réfèrent. Indéniablement il y a une progression du FN, mais pas ce raz de marée que laisse supposer le chiffre de 27% *des suffrages exprimés* en 2015 alors que l'influence réelle est environ la moitié de ce taux. Si l'on tient compte de l'augmentation de la population (12 %) l'augmentation de la représentativité FN est encore plus réduite.

On peut continuer le débat…

# La géopolitique ? aux égouts !

*D'un camarade de Normandie, février 2016*

J'ai préféré laisser passer les échanges de courriers électroniques qui me semblaient se faire quelque peu à l'emporte-pièce avant de pouvoir un peu sereinement revenir sur les positions de G. concernant l'Etat Islamique et les Etats-Unis d'Amérique.

(…) C'est surtout à droite, très à droite, que j'ai pour la première fois réellement rencontré la géopolitique et (…) oui, moi aussi, je me suis demandé un temps si du côté de la Révolution, en tout cas, de la lecture marxiste révolutionnaire que nous avons, ici à Echanges, du capitalisme, il ne nous manquerait pas, peut-être, la géopolitique. Et au bout de quinze ans de réflexion là-dessus (…), pour ma part je dis que non, nous n'avons pas besoin de la géopolitique comme complément à notre lecture matérialiste, de classe, du monde capitaliste.

C'est d'ailleurs une erreur courante mais, je le crois, bien souvent volontaire, de la part des intellectuels et universitaires, de penser que Marx n'aurait été qu'un économiste. Et, sur ce présupposé, de le compléter par telle ou telle science humaine bourgeoise (géographie, sociologie, psychologie, géopolitique, et ainsi de suite). Il me semble pourtant que c'est un complet contresens, qui a pour seule visée de désamorcer le fond critique de Marx pour en réintégrer quelques éléments « récupérables » au sein de la bouillie des « sciences de l'homme ».

*Le Capital* est une *critique* de l'économie politique. Marx n'est pas plus économiste que sociologue, Marx fonde une approche qui se situe radicalement ailleurs. Il aborde certes les mêmes problématiques parce qu'il aborde les mêmes réalités. Mais son approche est radicalement différente. Quel est le constat que dresse Marx ? Les hommes, pour se reproduire, vivent ensemble. Ils organisent ensemble les conditions matérielles de leur reproduction. Cette organisation c'est l'organisation des rapports de production et de reproduction. L'Histoire est l'Histoire de la production et de la reproduction de cette organisation des rapports (sociaux) de production et de reproduction. Et, là, déjà, tout est dit. L'économie ? Aux égouts ! La sociologie ? Aux chiottes ! Nous n'en avons pas plus besoin que n'en avait besoin Marx. Quant à la géopolitique ou la géographie, elles sont, tout autant que les autres disciplines, inféodées aux discours dominants, au règne de la marchandise et des classes qui en servent la logique de domination. Je n'ai d'ailleurs pas besoin de vous faire la leçon là-dessus, vous le savez tout aussi bien que moi. Un exemple ? Un des auteurs phare de la géopolitique de ces dix-quinze dernières années en France, ancien enseignant à l'Ecole de Guerre, c'est Aymeric Chauprade. Il suffit de lire son monumental ouvrage de référence chez Ellipses pour se rendre compte que tout en se parant d'un discours qui se veut scientifique, il instaure à chaque page une ferme défense du nationalisme et de l'Occident, bref du Capital (je prends quelques raccourcis, là, mais je trouve que ce courrier commence déjà à être bien long).

Il faut toujours veiller à ne pas se laisser infecter par les multiples avatars de la pensée

droite et qui dicte les thèmes de discussion… »

Es-tu d'accord avec cette analyse ?

L. G.

*Réponse de H. S.*

(…) Le FN d'il y a vingt ans n'existe plus : les deux filles Le Pen ont viré le patriarche qui ne pouvait – et pour cause – désavouer tout son passé d'extrême droite (à mon avis le FN antique n'a jamais été un parti fasciste) – le fascisme ou nazisme se caractérisant essentiellement, pas tant par les idéologies que par des milices armées qui, profitant d'une situation, font régner la terreur en vue de la conquête du pouvoir – se servant accessoirement des structures « démocratiques ». Le FN n'a jamais été cela, même avec le père Le Pen qui surfait sur tous les déçus des « valeurs » qui avaient été celles des IIIe et IVe Républiques (le colonialisme, toutes les formes de racisme, la défense des classes moyennes traditionnelles, etc.). Le FN d'aujourd'hui se veut un parti de droite « respectable » qui élimine systématiquement tous ceux qui ne font qu'exprimer en paroles ce que pouvait radoter le vieux. Une bonne partie de ses slogans et de son programme reprennent ce que le PCF défendait dans les années 1950 dans le cadre de la guerre froide pour une identité politique et économique face à la domination américaine, ce qui existe encore dans l'agitation anti-UE.

Si l'on retranche ce dernier point, nullement négligeable, qui distingue le FN des « Républicains » (ex-UMP), l'autre parti de droite, la frontière entre ces derniers et le FN est particulièrement ténue et même pratiquement inexistante : les deux formations joue la même musique et « Les Républicains », tout comme le FN, évincent les déviants sur des thèmes comme le racisme. Chacune des formations cherche à garder ou conquérir la « respectabilité ». Même les membres des deux formations passent aisément sans complexe de l'une à l'autre. Quel sera l'avenir politique de cette dualité de droite, l'une supplantera-t-elle l'autre ou y aura-t-il fusion ? Comme je viens de le souligner, tout ne se joue pas sur ces thèmes agitatoires (d'une certaine façon marginaux eu égard aux problèmes fondamentaux de l'économie autour de l'UE). A cet égard, la position du syndicat patronal Medef avant les dernières élections condamnant sans ambiguïté le FN ne concerne nullement ces questions de racisme, d'immigration, etc. mais la sortie de l'UE préconisée (absurdement car cela fait fi de ce qu'est aujourd'hui le capital mondial) par le FN. Là aussi, le FN rejoint les positions du PC et de la gauche social-démocrate.

Je ne suis pas d'accord avec les définitions de Y. Interclassistes, tous les partis le sont ; quant à la classification « extrême droite » je viens de dire ce que j'en pensais. Quant aux chiffres et au succès ou l'échec du FN, j'ai fait mon petit calcul que je te livre :

– *ma référence de base est la candidature Le Pen face à Chirac à la présidentielle de 2002,* où Le Pen avait fait le plein des voix de l'extrême droite (en défendant alors les positions évacuées par sa fille) ;

– *population française* 59,3 millions

– *inscrits sur les listes électorales* 41,2 millions

– *votants* 72 %

– *Le Pen* 16,86 % des votants

ce qui représente 8% de l'ensemble de la population et 11,5 % des inscrits ;

– *aux dernières élections régionales de 2015*

– *population française* 66,3 millions

– *inscrits sur les listes électorales* 44,6 millions

– *votants* 58 %

– *FN* 27 % des votes non nuls

ce qui représente 10,3 % de l'ensemble de la population et 15,3 % de inscrits.

Ce qui relativise les chiffres eu égard à ceux



un total déracinement non seulement professionnel mais aussi familial et culturel. De plus, si l'approvisionnement en force de travail n'est pas suffisant, des moyens coercitifs sont mis en œuvre par ce qui est devenu la classe bourgeoise dominante, comme en Grande-Bretagne avec le mouvement des « enclosures » (XVIe-XVIIe siècles), une réforme des structures agricoles qui prive une bonne partie des paysans de tout revenu et les contraint à migrer vers les centres industriels. En France, qui était relativement peuplée, ce processus s'est fait progressivement, en partie pour des raisons politiques, mais dans des pays comme l'URSS, il a été conduit avec une extrême violence (depuis l'utilisation de la famine jusqu'à la déportation dans les camps sibériens).

Une des plus « extraordinaires migrations » qui démontre de manière criante le lien entre déplacement des populations et capitalisme est la traite négrière (1).

Au cours des XIXe et XXe siècles le développement capitaliste a été accompli au prix non seulement de migrations internes mais aussi de migrations internationales. Notamment les Etats-Unis et le Canada et à un moindre degré le Brésil, l'Argentine et le Chili ont vu affluer des migrants, principalement d'Europe. Ces migrations étaient volontaires favorisées par la misère (un bon exemple en fut l'Irlande), la surpopulation et l'attrait de l'aventure et d'une possibilité de vie meilleure : elles ont fait l'essentiel du développement capitaliste de ces pays parfois au prix de l'élimination des populations autochtones. Les derniers développements importants, la Chine et l'Inde, se sont faits suivant le schéma traditionnel des migrations internes des campagnes vers les zones industrielles, sans apport extérieur.

Il est difficile de comprendre les migrations contemporaines sans prendre en compte les transformations radicales et catastrophiques provoquées au cours des années 1980 dans tant de pays africains par les Programmes d'ajustement structurel du FMI, ou, à partir des années 1970, les investissements vers l'étranger des multinationales, avec la création des « zones de production pour l'exportation » et le bouleversement de l'agriculture traditionnelle. Par exemple, la vente à des personnes ou sociétés privées de centaines d'hectares de terres éthiopiennes pour la production d'agro-

(1) Pour certains (comme Eric Williams [1911-1981, historien et premier ministre de Trinidad-et-Tobago] dans son livre *Capitalisme et Esclavage*, éd. Présence africaine, 1968) le capitalisme naît dans la société de plantation et le commerce triangulaire. Forme finalement très moderne du capitalisme quand on lit les liens plus qu'étroits entre négriers-banquiers-corsaires et propriétaires d'industrie qui étaient parfois une seule et même personne. Certaines banques avaient même spéculé sur le prix des esclaves : « Anticipant sur l'abolition de la traite des Noirs, elle *[la Ship Bank]* spécula sur une grande échelle sur l'achat des esclaves. La loi, toutefois, ne fut pas votée. Les esclaves durent être habillés et nourris, leur prix subit une baisse sensible, la maladie les emporta par centaines. La firme fit faillite en 1795, et ce fut le plus grand désastre financier que Glasgow n'ait jamais vu. » Williams démontre aussi que les bénéfices du commerce triangulaire ont servi à financer les industries métallurgiques (la machine à vapeur par exemple) ou d'autres industries britanniques (industrie de l'ardoise, coton). Les bénéfices furent également l'occasion de l'essor des compagnies d'assurance (Lloyd's).

carburants, entre autres. Ces acheteurs privés sont majoritairement européens (hollandais, suisses, allemands etc.), soit les mêmes qui renâclent à l'arrivée de migrants éthiopiens chez eux...

### *Mondialisation et vicissitudes du capital : la fabrication des migrants*

Qui sont ces migrants modernes qui fuient ainsi la misère, l'insécurité et la mort ? Sont-ils si différents, bien que placés dans des conditions totalement autres, de tous ces migrants historiques qui fuyaient, sans qu'on sache exactement pourquoi, une situation qui menaçait leurs conditions d'existence ?

Disons tout de suite qu'une approche humanitaire, si elle existe, peut être un soulagement temporaire dans tout ce que le migrant va vivre, mais n'a aucun sens relativement au problème central de la migration dans le monde capitaliste moderne. « Le migrant » n'est pas le personnage homogène que l'on tend à nous présenter, une sorte de modèle uniforme de victime expiatoire du système, mais les migrants sont une population différenciée venant de classes, de milieux et d'origine sociale diverses : la même collection d'exploiteurs, de cyniques, de naïfs, d'égoïstes, d'intelligents et d'imbéciles que l'on trouve dans toute société. Un rappel : les migrations d'aujourd'hui ne concernent que 3 % de la populations mondiale vivant hors de leur lieu d'origine (migration intérieure et/ou extérieure) ce qui signifie que 97 % de cette population est restée sédentaire (2).

Il y a aussi un « gouvernement global des migrations » incarné par exemple par une organisation des Nations Unies telle que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

La mondialisation complique encore les données. Selon elle les migrations des personnes sont doublées d'une migration des entreprises, donc des emplois industriels, allant souvent dans un sens inverse de celui des personnes

Dans l'extrême diversité des situations engendrant des migrants quelques détails émergent : près de 50 % sont des femmes (ce qui correspond à la démographie générale) mais aussi qu'elles sont plus menacées que les hommes. Les enfants sont aussi parmi les victimes : 50 000 d'entre eux auraient disparu de la circulation. Migrations intérieures ou extérieures se recoupent sans qu'on puisse distinguer réellement le migrant volontaire (c'est-à-dire un départ décidé par le migrant en fonction de sa situation) du migrant « contraint » – par les réseaux de prostitution, les rapts d'enfants, les internements dans des camps.

Cela inclut aussi ceux qui, un peu partout dans le monde, sont leurrés par des promesses qui les transforment en esclaves. Selon l'estimation d'un institut allemand, 37 % des migrants sont des travailleurs qualifiés (contre 21 % de la force de travail en Allemagne mais 30 % de non-qualifiés contre 9 % en Allemagne) (3).

Il y aurait ainsi dans le monde aujourd'hui 36 millions d'esclaves : des enfants kidnappés ou abandonnés (10 000), des femmes contraintes à la prostitution, des pêcheurs dans les élevages de crevettes, etc. Pour la seule péninsule arabique, 1 400 000 « migrants » sont pratiquement dans l'impossibilité de quitter leur emploi d'esclaves, leurs passeports ayant été confisqués (400 000 rien que pour le Qatar).

Des migrations plus ou moins importantes ont toujours accompagné les remous de l'avan-

(2) « Germany debates how immigration affects crime », *Financial Times*, 17 janvier 2016, et « The numbers game », *Financial Times*, 2 décembre 2014.

(3) Enquête de l'Institut für Wirtschaftsforschung (Ifo), organisation basée à Munich et spécialisée dans le domaine économique, citée dans « German employer pessimistic about the chances of finding work for low skilled refugees », *Financial Times*, 27 novembre 2015.



pouvoir politique n'a aucun intérêt à ce qu'elles s'ébruitent en démontrant les « possibilités » mais aussi parce que les intéressés n'en parlent pas hors du cercle géographique limité ou du cadre de l'entreprise. Ces « mini-luttes » peuvent contenir des éléments de cette créativité émanent de ceux qui voudraient lutter pour et par eux-mêmes. Cela n'arrive pas souvent parce que les moyens de recours traditionnels restent fermés (impuissants et/ou ne voulant pas contester le pouvoir politique en cause). Cette créativité peut se manifester par un mode original d'organisation tout comme dans les modes d'action spécifiques en rupture avec les moyens traditionnels.

La confusion dont vous parlez est presque toujours présente soit dans l'entreprise soit dans les structures sociétales. Dans un événement ponctuel relatif à toute lutte, petite ou grande, la convergence qui déclenche une lutte entraîne une quasi-unanimité tant sur l'objectif que sur certaines modalités dans l'action. Mais cette unanimité est contingente : elle recouvre des divergences tenant surtout aux situations sociales personnelles qui alimentent cette confusion. Dans la dynamique d'une lutte, ces divergences s'estompent, mais elles restent et réapparaissent dans les débats sur les modalités de l'action et reprennent le dessus une fois les objectifs de la lutte atteints. Dans le monde actuel de luttes parcellaires à l'intérieur du système, c'est inévitable.

Il reste un point qui est rarement souligné dans toute lutte, petite ou grande. D'une manière ou d'une autre, toute lutte est une rupture avec les processus légaux de règlement des différends. Cette rupture, les participants à cette lutte la ressentent, même à leur insu, ce qui introduit un niveau inhabituel de communication sociale quelque peu destructeur des barrières sociales de communication. Cela peut rester à ce niveau de communication primaire mais peut aussi, avec l'évolution de la lutte engendrer des formes d'action et d'organisation qui développent encore plus cette communication inexistante antérieurement. On peut penser, sans pêcher par optimisme, que cette expérience toute nouvelle par rapport aux relations habituelles, laisse, une fois la lutte terminée, des traces indélébiles qui pourront se développer au hasard d'autres luttes et dans la vie quotidienne, ceci au-delà des tentatives de maintien (souvent illusoire) de liens formels dans toute forme d'organisation pérennisée.

Tout cela pour dire que votre « petite » lutte peut contenir une grande richesse et aller – peut-être – au-delà de la simple mémoire.

H. S?

# Le FN, quel succès ?

*D'un camarade américain, décembre 2015*

(...) Si je ne me trompe pas, tu m'avais dit il y a longtemps (vingt ans ?) que le Front national (FN) n'était qu'une continuité de la vieille droite orléaniste et que ce serait un phénomène passager.

Je me demande si tu le vois toujours ainsi ?

Voici ce que Y. C. m'a écrit ce matin: « C'est un parti interclassiste d'extrême droite qui joue sur toutes les questions qui fâchent et sur lesquelles la gauche n'est pas à l'offensive.

» Donc je ne vois pas le moindre échec même relatif. Ils vont avoir des conseillers régionaux en pagaille, leur nombre de voix a augmenté entre le 2e et le 3e tour, ils n'auront plus besoin de chercher des signatures pour se présenter, auront plus d'argent, se feront mieux connaître au niveau local, etc.

» Il n'y a pas ou plus exactement plus de ghetto FN depuis longtemps puisque c'est le FN qui dicte le vocabulaire à la gauche et à la

# Le Congrès de Tours

*D'un camarade du Puy-de-Dôme, novembre 2015*

Bonjour à tous. Avant j'étais Bellevillois et maintenant en maison de retraite avec du temps libre et, après avoir reçu votre dernière publication, j'ai décidé de vous adresser six enveloppes timbrées (...). Ci-joint les 21 conditions pour adhérer au PCF après le Congrès de Tours 1920...

*Réponse d'Echanges*

...D'abord, merci pour le texte – historique – que tu nous as adressé. Mais on doit considérer que depuis presque un siècle, les choses ont bien changé et que les questions d'émancipation et de sortie du capitalisme se posent d'une manière totalement différente qu'alors. (...) D'autre part, si tu trouves, au hasard de tes lectures des informations sur les luttes locales, nous sommes toujours preneurs pour le bulletin...

# Il n'y a pas de «mini-luttes»

*De camarades des Côtes-du-Nord, décembre 2015*

...Vous trouverez ci-joint un compte rendu d'une mini-lutte bien confuse et bien limitée à laquelle nous avons pris part en essayant d'indiquer des perspectives émancipatrices. *[Echanges peut envoyer ce documen,t bien à tout point de vue, à tout intéressé.]*

Défendre l'école capitaliste et l'Education Inégale contre les attaques d'un gouvernement socialiste...les ruses dialectiques de la raison sont bien vénères ! ...Nous venons de recevoir le numéro d'automne. Notre modeste avis est toujours : des comptes rendus d'événements articulés à une analyse rigoureuse et nuancée, loin de tout dogmatisme.

*Réponse d'Echanges*

Merci pour nous avoir confié ce document concernant ce que vous appelez « une mini-lutte bien confuse et bien limitée» mais pour laquelle nous n'utiliserions pas ces qualificatifs.

La dimension d'une lutte peut effectivement être appréciée de différentes façons. Une lutte peut être grande par le nombre de participants impliqués, par sa dimension géographique, par sa durée, par ses conséquences, par son résultat ou tout cela à la fois mais ne pas être remarquable parce qu'elle s'est exprimée dans un cadre institutionnel qui n'a laissé aucune ou bien peu de place, en dehors de la volonté persistante de lutter pour un objectif bien précis, à l'expression autonome des participants brisant quelque peu ce cadre institutionnel. Il est parfois difficile dans de telles luttes de déceler cette expression du désir de vouloir agir activement par et pour soi-même. Cela ne se concrétise que rarement par la création plus ou moins spontanée d'organismes sortant du cadre institutionnel. Je laisse délibérément de côté les luttes déclenchées par des organisations traditionnelles (partis ou syndicats) qui ne sont le plus souvent qu'une sorte de contre-feu destiné à prévenir une explosion plus ou moins incontrôlée; mais là aussi il faut être prudent pour formuler un jugement définitif, car une lutte quelconque, petite ou grande, est une chose vivante dont le cours peut révéler des surprises dans le sens qui nous intéresse.

En sens inverse, ce que vous appelez une « mini-lutte » , on en trouve des foules dans tous les secteurs qui restent enfermées dans le silence médiatique, souvent parce que le



cée économique et politique du capital. D'une certaine façon elles prolongeaient les migrations antérieures pour des raisons de persécution religieuse. La révolution française a vu l'exode des « ci-devant » vers les pays voisins, la révolution russe de 1917 a vu l'exode des « Russes blancs » vers l'Europe, les Etats-Unis ou l'Extrême-Orient. Nazisme et fascisme ont engendré des migrations en Europe et vers les Etats-Unis. La fin de la guerre d'Espagne en 1939 a vu une importante migration d'Espagnols en France. Les rectifications de frontières à la fin de la seconde guerre mondiale ont entraîné d'importantes migrations dans toute l'Europe centrale. La formation de l'Etat d'Israël en 1947, avec l'expropriation des Palestiniens, a vu d'importantes migrations et la constitution de « camps » dont la permanence s'étend jusqu'à aujourd'hui (la diaspora palestinienne compte 7 millions d'émigrés dont 1,3 million vivent dans des camps depuis plus d'un demi-siècle).

C'est ce type de situation de guerre qui ne cesse d'alimenter les migrations, tant dans l'Afrique subsaharienne que dans tout le Moyen-Orient, avec la même tendance à la constitution de camps permanents de réfugiés. Après Israël, d'autres guerres ont apporté leur contingent : Corée, Vietnam, Afghanistan (trente-cinq ans de conflits armés), d'Irak, du Soudan du Sud (avec le Nigeria, 1,4 million de personnes déplacées) et présentement de Syrie pour ne pas évoquer les situations de guerre et guérilla dans toute cette partie d'Afrique, du Nigeria à la Somalie et la Libye. Il n'y a pas que les guerres ou les situations économiques à provoquer des migrations, celles-ci peuvent résulter de décisions politiques. Par exemple, le dégel entre Cuba et les Etats-Unis a déclenché une émigration importante pour tous ceux qui craignent la fin du droit d'asile aux Etats-Unis, et rapidement des filières se sont organisées à partir de l'Equateur pour ces nouveaux migrants.

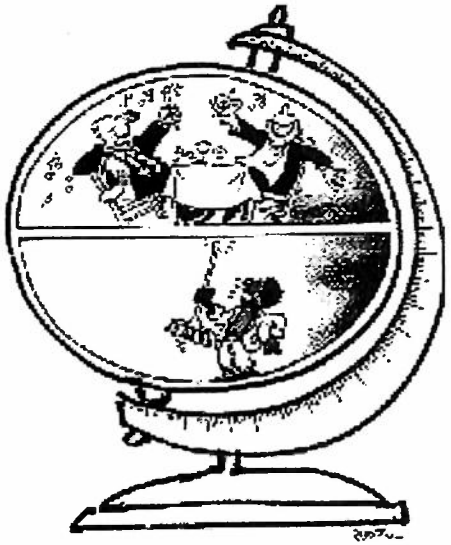
Quand ceux qui fuient ces guerres et guérillas ne se retrouvent pas sur les routes de l'exil vers les terres promises (surtout l'Union européenne), ils peuplent ces camps de réfugiés qui se sont édifiés un peu partout à la périphérie des zones de conflits (une estimation chiffre le total des migrants en 2010 à 232 millions).

Si les guerres autour du pétrole ou la défense d'intérêts stratégiques sont un pur produit du capitalisme, il est une autre guerre - moins évidente, économique - qui déstabilise totalement les pays conquis récemment par la pénétration capitaliste totale, souvent dans le sillage de la décolonisation, couvrant toute l'Afrique et partiellement l'Amérique latine. Cette pénétration capitaliste déstabilisatrice concerne tous les secteurs de l'activité économique. L'appropriation des ressources naturelles se réalise dans les exploitations minières ; l'accaparement et la pollution de l'eau ruine les paysans, chassés par des dirigeants corrompus des terres agricoles transformées en vastes domaines. Ces mêmes paysans, les artisans et commerçants locaux sont ruinés par le déversement de produits bon marché des pays industrialisés ou la concurrence mondiale des multinationales supplantant les productions agricoles locales. Evincés par le capitalisme, ils se retrouvent soit dans les bidonvilles autour des centres urbains (souvent seulement une étape vers l'émigration), soit dans des camps (une autre étape), soit sur les routes de l'exil.

Surpopulation, misère, déstabilisation économique, guerre... toutes ces facettes de l'activité capitaliste, si toutes ces variantes alimentaient et alimentent encore les besoins en main-d'œuvre du capital dans certaines régions du monde, leur caractère a profondément changé en raison de l'évolution du capital lui-même, à la fois dans ses techniques de production et dans ses mutations géographiques. La

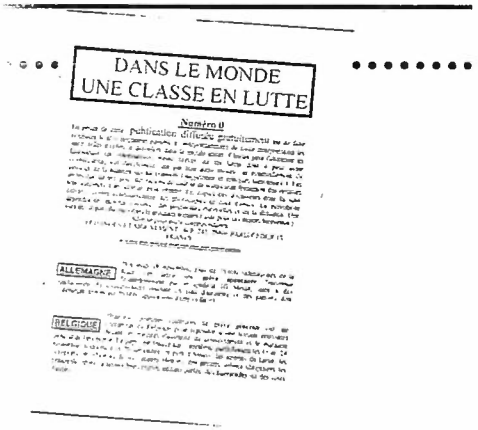
France offre un bon exemple de ces mutations depuis la première guerre mondiale. Dans l'entre-deux-guerres, pour compenser les hécatombes du premier conflit mondial, les portes de l'immigration s'ouvrirent tout grand pour les Italiens, les Polonais et les Espagnols, principalement dans les mines, le BTP et l'agriculture – en plus d'émigrations de circonstance que nous avons déjà évoquées. Un problème différent se posa après la seconde guerre mondiale : la mécanisation de l'agriculture et les importantes réformes foncières ne suffisaient pas à alimenter le développement industriel. Les besoins étaient tels que des équipes de recrutement écumèrent les pays magrébins pour peupler les chaînes de montage d'OS. Dans le même temps, les Portugais envahissaient le BTP et les Espagnols l'agriculture ou les services domestiques. Cette situation dura jusque dans les années 1970 avec le développement de l'automatisation et le transfert d'industries vers les pays à faible coût du travail (qui pouvaient se développer avec leurs propres migrations intérieures traditionnelles).

Depuis cette période, la pompe aspirante qui pousse les populations des pays déstabilisés vers les pays développés fonctionne encore et toujours, alors que le capital français ou européen n'a plus besoin de ce complément de main-d'œuvre. Si les premières mesures contre l'immigration ont été prises dès 1932 à cause de la crise d'alors (avec des expulsions de Polonais ou d'Italiens par trains entiers et des pogroms d'Italiens à Marseille), c'est précisément lors du remplacement des OS par les processus automatisés que des circulaires administratives de 1972 (dites Marcellin-Fontanet) décident que ne seront autorisés à séjourner en France que les détenteurs d'un contrat de travail et d'un logement décent. La grande majorité des étrangers ne peuvent satisfaire ces obligations et deviennent alors expulsables. L'application stricte de ces circulaires déclenche des mouvements plus ou moins violents, des grèves de la faim, des actions collectives. Le même schéma peut s'appliquer avec des variantes à l'ensemble des pays industrialisés. Aux Etats-Unis, la migration intérieure a fait monter notamment le Noirs du Sud vers la région industrielle des Grands Lacs. Mais là aussi l'automatisation, la concurrence japonaise et les transferts d'industrie vers l'Extrême-Orient ont réduit tout intérêt du capital pour une immigration quelconque, alors que la déstabilisation économique due à la pénétration du capital américain dans toute l'Amérique latine faisait fonctionner à plein la pompe aspirante et que des centaines de milliers de migrants se pressaient à la frontière sud des Etats-Unis. On parle peu des migrations de l'Inde vers tout le Sud-Est asiatique (2,3 millions de 2007 à 2012, émigration alimentée par l'impossibilité pour le pays d'absorber, en raison de sa faible progression économique, les 12 à 15 millions de jeunes mis sur le marché) ou celles du Ban-



Dessin de Plantu, http://lecapitalisme.over-blog.com/article-document-7-image-plantu-monde-bipolaire-67434392.html





DANS LE MONDE
UNE CLASSE EN LUTTE

Numéro 0

ALLEMAGNE

BELGIQUE

Mais même dans ce dernier classement les choses ont évolué. Le simple recensement des luttes sur les lieux de travail d'après leur caractère s'est transformé en un recensement de l'ensemble des luttes dans le monde, quelle qu'elle soient. De plus comme on ne peut parler des luttes sans décrire leur arrière-plan, de nouvelles catégories sont apparues tendant à montrer ce qu'étaient non seulement les relations de travail et les activités syndicales mais aussi les conséquences extrêmes de l'activité capitaliste entraînant des réactions diverses, de toutes sortes. La formule peut paraître éclectique mais, à notre avis, elle correspond à l'évolution du monde moderne non seulement dans sa mondialisation mais aussi et surtout dans sa globalisation dans la mesure où un fait quelconque dans une partie du monde a des conséquences globales à l'échelle de la planète. Nous n'avons pas de recettes pour ce classement et nus sommes toujours prêts à y apporter toute modification en fonction de l'évolution. Et des suggestions.

Pour répondre à une de tes observations, j'ajouterai que si des luttes se prolongent, s'étendent tant par elles-mêmes que dans leurs conséquences, nous mettons dans le bulletin un article complet reprenant les textes antérieurs sur ce sujet, ce qui évite au lecteur de faire de fastidieuses recherches dans les numéros antérieurs.

Tu trouveras sous ce pli le texte *ICO un point de vue* (la discussion qui suivit la publication de ce texte est perdue, à suivre) ainsi que l'entretien réalisé par *L'Anti-mythes* (1).

Dans ta lettre du 12 octobre tu nous demandes de te faire parvenir tous les textes de Chazé parus dans *ICO*. Cela représenterait un travail énorme que nous ne pouvons assumer dans l'état présent de nos forces (question de temps et pas d'argent). Il y a une solution qui suppose que tu travailles avec un ordinateur. Toute la collection d'ICO est inscrite (en PDF) sur un CD (2) y compris tous les textes que tu recherches.

Benno Sarel (pseudonyme de Benno Sternberg), au sujet duquel tu as entendu l'émission réalisée par sa petite-fille, fut membre de Socialisme ou Barbarie. J'étais resté en contact, avec lui même après mon départ de ce groupe, et après son décès avec sa veuve et ses enfants. Ses travaux sur l'Allemagne de l'Est sont toujours très appréciés (3).

H. S.

---

(1) Le groupe L'anti-mythes de Caen, ex-APL de Caen a réalisé et publié en 1974 une série d'entretiens avec des membres de Socialisme ou Barbarie : Castoriadis , Lefort, Mothé et Simon, textes toujours disponibles à *Echanges*, mis en ligne (www.echangesetmouvement.fr/2016/03/une-critique-de-lavant-gardisme-entretien-dhenri-simon-avec-lanti-mythes-de-la-scission-avec-socialisme-ou-barbarie-a-la-rupture-avec-informations-et-correspondance-ouvri/)

(2) Ce CD peut être adressé à tout intéressé pour 5 euros ; il contient la quasi-totalité, revues et brochures, publiées par ILO et ICO. La collection d'*ICO* a été scannée et les PDF mis en ligne par le site « archivesautonomie » : http://archivesautonomies.org/spip.php?article32

(3) L'émission à laquelle il est fait allusion est accessible sur le site de France Culture : www.franceculture.fr/emissions/sur-les-docks/benno-histoire-dun-silence-12 et www.franceculture.fr/emissions/sur-les-docks/monique-histoire-dun-silence-22. Les articles de Benno Sarel peuvent être retrouvés dans les revues *Socialisme ou Barbarie* et *Les Temps Modernes*, mais aussi dans *Le Monde* ; son ouvrage de base *La Classe ouvrière d'Allemagne de l'Est* (Editions ouvrières) est quasiment introuvable.

# Problèmes de « DLM »

*Réponses à diverses lettres d'un camarade de Lyon (janvier 2016)*

(…) Tu as dû te demander pourquoi nous n'avons pas répondu à tes différentes lettres, mais comme tu as dû recevoir le dernier numéro d'*Echanges* tu es rassuré que notre survie assure au moins un minimum de notre présence éditoriale. (…).

Cette réponse reprend l'ensemble des lettres récentes dont certaines ont déjà été publiées dans *Echanges*.

(…) D'abord tes observations concernant le bulletin [*Dans le monde une classe en lutte, DLM*] (qui du fait de ces difficultés a pris aussi du retard). Je reprends ce que tu en disais :

> « Il existe un argument supplémentaire pour classer les exemples de luttes par pays c'est que la classe ouvrière certes affronte un patron d'une branche d'activité dont les capitaux peuvent être d'origine internationale et les usines implantées dans plusieurs aires géographiques, mais si elle affrontera rapidement, si elle est déterminante, ne cède pas à la première menace et répression de l'Etat du pays dans lequel elle lutte. »

Dans une autre lettre , tu reviens sur ce sujet dans ces termes :

> « … afin de faciliter la recherche dans les bulletins précédents, si une lutte dure plus de trois mois, argument en faveur d'un classement par pays et aire géographique : actuellement, si une lutte de classe à se début sera classée dans "Grève et rien d'autre" puis dans le bulletin suivant si elle dure et se durcit dans "Occupation et blocage" puis si elle est réprimée dans "Crimes du capital", puis si par son ampleur elle ébranle les syndicats en place comme dans des dernières grandes grèves des mineurs en Afrique du Sud dans "La crise des syndicats", ce qui, avouez-le, est bien compliqué pour remonter en un an disons, de la fin d'un conflit à ses origines qui peut-être aussi classée, pourquoi pas dans "Immigration" ou "Crise du capital" ; ça oblige actuellement à trop fouiller dans un courrier précédent. Je parlais ainsi successivement des travailleurs de la mer, s'ils menaient une lutte de classe pour les salaires ou les conditions de travail sur un ou plusieurs dizaines des milliers de paquebots cargos, porte-conteneurs, bâtiments militaires… dans quelle aire géographique classerions-nous leur lutte ? il leur faut un sixième continent ; les équipages sont cosmopolites, les pavillons multiples, les armateurs divers, les ports d'attache sans nombre. La lutte de classe, malgré 8 pages pour la recenser tous les trois mois, n'est pas pour l'instant de nature extensive ni intensive à ébranler les bases du capitalisme mais elle ne mourra pas…

Ce que tu dis là nous permet de tracer un historique des questions techniques concernant le bulletin et plus particulièrement le classement des informations. Lors de la création du bulletin, il y a plus de vingt ans, à partir de rien, sur proposition d'un camarade américain qui fournirait les informations sur l'Amérique, le classement qui s'était imposé tout simplement fut un classement des luttes par pays. Mais cette solution apparut si imparfaite que dès 1996 le classement se fit par branche de l'économie, ce qui à son tour fut abandonné pour se centrer sur des axes de résistance, ce qui est plus ou moins le classement actuel.



gladesh vers ces mêmes destinations (2 millions dans cette même période) (4).

La chute du cours du pétrole touche sérieusement les économies des pays fonctionnant entièrement sur la rente pétrolière come l'Algérie ou le Nigéria : la réduction des subventions notamment alimentaires et aux carburants entraîne une chute brutale du niveau de vie, source de troubles sociaux mais aussi d'une poussée de l'émigration.

Mais ce développement capitaliste, en brisant les situations économiques et sociales existantes, a aussi contribué à développer une autre sorte de migrations qui s'est largement amplifiée dans la période récente.

Ces migrations internes existent sous la forme traditionnelle du passage de l'état de rural à celui d'esclave industriel ; mais il existe aussi des migrations contraintes de moindre ampleur mais tout aussi violentes : au Brésil, accompagnant en vingt ans la déforestation, près de 50000 travailleurs n'ont eu que le choix entre l'exploitation extrême et la mort s'ils tentaient de s'enfuir (5). L'atrocité peut être démesurée mais se produire dans un fait migratoire dont l'importance est très relative.

Par exemple ces bateaux de pêche nord-coréens chargés de cadavres morts de faim qui dérivent vers les côtes japonaises (près de 300 en cinq ans) dont on ne sait s'ils ont cherché à fuir ou se sont perdus (6). Ce n'est sans doute qu'un exemple d'innombrables « migrations » de ce genre de par le monde.

Parmi de tels exemples : les Rohingyas, minorité musulmane fuyant la Birmanie ou le Bangladesh vers l'Indonésie, l'Australie ou l'Afrique australe. Parmi les migrants de Birmanie, ceux qui viennent du pays Shan (7) seraient – si l'on peut dire – les mieux lotis – alors que les Rohingyas peuvent rencontrer la mort à chaque moment (8). Pour ceux qui voient dans l'Afrique du Sud le havre de paix, le risque de mort n'est pas dans le transit mais dans le « pays » d'accueil où la persécution populaire violente est constante avec des sortes de pogroms.

Les conflits permanents au Soudan – Darfour et Sud-Soudan – recèlent aussi leur part de mort et d'horreur (9).

Sauf circonstances particulières (par exemple l'évolution démographique de l'Al-

(4) « The migration numbers game », *Financial Times*, *op. cit.*.

(5) « Human traffic king. Brazil slaves face death threat and debt », *Financial Times*, 8 décembre 2015.

(6) «N Korean 'ghost ships' wash up on Japanese shores» .*Financial Times* 4 décembre 2015 (https://next.ft.com /content/a0d56d1e-9a63-11e5-bdda-9f13f99fa654).

(7) Partner Relief & Development, 19 mars 2014. La Thaïlande exploite dans les pires conditions et les plus durs travaux (BTP, nettoyage, domestique, prostitution) 2 millions de migrants venant de Birmanie dont 200 000 du pays Shan, situé dans le Nord-Est de la Birmanie, frontalier de la Chine et de la Thaïlande. Pour une bonne part illégaux, tous ces migrants n'ont droit à aucun des services sociaux réservés aux Thaïlandais.

(8) « Le peuple le plus persécuté du monde », *Le Figaro*, 11 mai 2015. Les Rohinghyas sont un groupe ethnique musulman du Sud-Ouest de la Birmanie dans le district d'Arakan, région côtière montagneuse proche du Bangladesh. Ils ont été déchus par la junte militaire de la nationalité birmane et toutes les actions dirigées contre eux visent à contrôler cette région pétrolière. Le nettoyage ethnique les contraints à l'exil au Bangladesh ou en Malaisie, d'où ils sont refoulés, comme de Malaisie, d'Indonésie et d'Australie (en 2015, en trois mois, 25 000 personnes ont été refoulées dans la mer). 140 000 d'entre eux sont parqués dans des camps dans des conditions atroces, objets de tous les trafics. En Malaisie 139 fosses communes ont été découvertes autour de 29 camps de transit. (« Les damnés de la mer, *Libération*, 17 mai 2015, Wikipédia, Euro News 25 mai 2015.)

(9) En Afrique du Sud survivent 5 millions de migrants illégaux (10 % de la population) dont 3 millions de Zimbabwéens. La montée du chômage, des inégalités, de la pauvreté, des pollutions et de la corruption fait qu'empire avec la crise mondiale la condition des natifs noirs. Comme souvent, la tension sociale est déviée vers l'affrontement contre les immigrés et les Zimbabwéens en particuliers. Les émeutes raciales en avril 2015 ont fait 7 morts et 300 arrestations. Plus de 300 boutiques de migrants ont été incendiées de même que des dizaines d'habitation dans des émeutes raciales que certains considèrent comme des pogroms (Wikipédia, UN Dispatch, 16 avril 2015. Pour le Sud Soudan, « Les récits hallucinés de l'enfer sud-soudanais», *Le Monde* (31 octobre 2015).

lemagne), l'immigration n'est plus du tout souhaitée et on est passé d'un caractère bénéfique à une calamité, avec des politiques nationales anti-immigrés, des barrières politiques et matérielles et une montée de la xénophobie et du racisme à la démesure d'un afflux croissant de migrants en raison du chaos mondial causé par l'expansion capitaliste et sa crise. L'Union européenne et les Etats-Unis sont actuellement les plus menacés par cette invasion pacifique qu'ils ont bien du mal à endiguer.

La machine à fabriquer du migrant fonctionne à plein et la marchandise force de travail doit prendre la route, nantie souvent d'un viatique proportionnel à sa position sociale, dont la réalisation matérielle déstabilise encore plus l'économie locale par la vente des possessions ou par des emprunts (qui vont suivre le migrant et conditionner son insertion future). Cet effet déstabilisateur pourra même augmenter au cours du transfert du migrant si celui-ci est victime de vols, de racket ou autres sévices, et doit faire appel à la famille restée sur place pour financer la suite de son voyage.

On pourrait penser qu'à partir du moment où il quitte son milieu social spécifique, chaque migrant est semblable à tout autre, dans la banalisation et l'uniformatisation d'une force de travail non qualifiée au plus bas de l'échelle. C'est en partie vrai, car prendre le chemin de l'exil c'est être dans la même situation que tous les autres. Mais la « valeur » d'un migrant peut se référer à deux ordres différents ; le premier est celui non seulement de ses possessions matérielles mais aussi de la « valeur » que les auxiliaires du passage vont lui accorder – positive si on peut obtenir de lui des finances, directement par le prix du passage, par le racket exercé sur sa famille restée au pays, par son utilisation pour un travail temporaire ou le passage de drogue ou tout autre trafic pouvant aller jusqu'à la prostitution, ou encore par un prêt qui va lier le migrant à un travail défini dans le « pays d'accueil » ; ou négative par le fait qu'il a été « acheté », par exemple à un gardien du camp où il a été interné, et revendu à chaque intermédiaire de transit jusqu'au point de livraison final où il doit rembourser d'une manière ou d'une autre.

Le migrant peut avoir une autre « valeur », hors de ce transit. Ses qualifications professionnelles peuvent lui permettre de se « faire valoir » dans son arrivée à destination. Mais là aussi, quelle que soit sa qualification, des obstacles comme la langue, les protections professionnelles locales, des différences de pratique peuvent se révéler des obstacles qui réduisent ou suppriment la « valeur » de ces qualifications et ramènent sa force de travail dans les équivalents communs. D'une certaine façon, la migration dévalorise le coût de la force de travail à la fois par cette uniformisation par le bas et par la pression que cette dévalorisation entraîne dans le pays d'accueil.

Un autre facteur est apparu dans l'émigration récente : dans le passé, les migrants étaient en général individualisés, la famille restant au pays, et par la suite on discutait éventuellement de « regroupement familial » ; aujourd'hui, particulièrement pour les Syriens, ce sont des familles entières qui tentent l'aventure et la notion de regroupement familial n'a plus cours.

Tout un secteur marchand, en forte expansion, celui où opèrent les agences matrimoniales transnationales, est né autour d'une demande masculine de renormalisation patriarcale des rôles de genre à l'intérieur de la famille, offrant « femmes dociles et affectueuses » pour qui « les seules choses qui comptent sont la famille et les désirs du mari », le jeu complexe caractéristique d'une bonne part des migrations féminines contemporaines, fait à la fois de fuite loin des rapports patriarcaux des pays d'origine, de substitution au travail affectif et de soin que ne veulent plus assurer les femmes occidentales « émancipées », et de reproduction des conditions de subordination de classe et de genre (10).



vembre. Un protocole de fin de conflit signé le 1er décembre 2015 a permis d'acter le réemploi en CDI de deux salariées auparavant en CDD et de satisfaire plusieurs revendications. http://www.cnt-so.org/Hotel-Adagio-Vieux-port-premiere (a-infos-fr@ainfos.ca, le 21 décembre 2015).

◆ Paris Habitat (ex-Office HLM de Paris) confie le nettoyage de ses immeubles à toute une nébuleuse de sous-traitants, patrons plus ou moins voyous. A Paris les salariés d'OMS ont fait grève plus de trois mois à Paris Habitat, mais aussi dans des hôtels du groupe Accor ou d'autres hôtels de luxe, avant que soit posée au Conseil de Paris la question de l'externalisation des services.

### *Terrorisme*

◆ Le groupe allemand Wildcat a demandé à Nicole Thé et G. Soriano leur opinion sur les événements de novembre 2015 à Paris. C'est le sujet d'un article paru dans le n° 99 (hiver 2015/2016) de la revue du même nom, « Ont-ils vraiment la situation en main ? », une critique de l'état d'urgence. Suivi d'un article non signé, comme il est de coutume dans *Wildcat* lorsqu'il s'agit d'un collaborateur régulier, réfutant toute analyse des attentats du 13 novembre 2015 en termes de choc des civilisations.

◆ « Premiers questionnements sur les causes immédiates et lointaines des massacres du 13 novembre 2015 » avec une série d'articles d'origines diverses sur le terrorisme djihadiste. *Ni patrie ni frontières!*, n° 52 -53 (décembre 2015).

### *Amazon en Pologne*

◆ Des travailleurs de l'entreprise Amazon de Poznan, en Pologne, ont pris contact avec des collègues en Allemagne afin d'échanger leurs expériences et de mettre en place une coordination internationale. L'entrepôt de Poznan compte environ 6 000 employés dont environ 4 000 intérimaires hors saison de Noël. Il tourne sept jours sur sept, jour et nuit ; la moyenne est de quatre jours de dix heures pour chaque équipe et le salaire moyen est de 14 zloty de l'heure (3,26 euros environ). Un entretien avec un militant du syndicat de base Inicjatiwa Pracownicza (Initiative ouvrière) dans le n° 99 (hiver 2015/2016) de la revue allemande *Wildcat*.

### *Architecture, espace, aménagement*

**◆ La production capitaliste de l'espace, dans *La Mouette enragée*, n° 33 (2016) : ce groupe communiste-anarchiste de Boulogne-sur-Mer revient sur ce thème, envisageant un débat sur ce thème avec des articles sur les problèmes locaux (parc d'éoliennes, vidéo-surveillance...) sur la mort d'un quartier et sur les manipulations politiques autour de réformes administratives.**

**◆ *De tout bois*, revue de lutte contre le Center Park de Roybon, n° 4 (hiver 2015 -2016), « Le monde selon Centers Parcs », extraits d'un texte de *Criticat revue* questionnant la société à travers l'architecture et « Etat des lieux », le point sur cette lutte.**

**◆ Adresse aux zadistes » : « l'Etat s'appuie toujours, quand il le peut, sur des complices locaux » dans *Subversion* n° 5 (décembre 2015).**

**◆ « La Plaine, quartier libre » : un mouvement contre la restructuration d'un quartier de Marseille, dans *CQFD* n° 138 (décembre 2015).**

## DANS LES PUBLICATIONS / EUROPE

### *Les éditions Plein Chant*

**Il y a en France de nombreux petits éditeurs méconnus ou inconnus en raison du problème de la distribution. Beaucoup font pourtant du bon travail non seulement d'édition mais aussi d'impression, de découverte de textes, etc. Il suffit parfois d'une rencontre pour en approcher un. C'est une de ces belles rencontres qui a présenté les éditions Plein Chant à Echanges.**

**Quelques-uns d'entre nous connaissaient déjà cette maison d'édition, imparfaitement, avant tout comme éditeur de littérature prolétarienne : les Cahiers Henry Poulaille, des ouvrages de la Néerlandaise Neel Doff (1858-1942), des Français Emile Guillaumin (1873-1951), Marcel Martinet (1887-1944) et Ludovic Massé (1900-1982), pour ne donner que quelques exemples. Et regrouper ces auteurs sous le vocable « littérature prolétarienne » est une facilité ; d'autres hors classement tels que Charles-Louis Philippe (1874-1909) ou Panaït Istrati (1884-1935) illustrent cette littérature qui parle des basses classes sociales. Le catalogue des éditions Plein Chant en brosse un portrait nuancé.**

**Mais, et c'est là où nous connaissions imparfaitement cet éditeur, son catalogue offre aussi une liste d'ouvrages libertins, de livres d'art, d'ouvrages qualifiés, là encore par facilité, de régionalistes, d'écrits libertaires, etc. Et a publié entre 1971, année de sa fondation, et 2008 une revue littéraire du même nom dans le sillage de la revue *La Tour de feu* animée par Pierre Boujut, cela dit pour les connaisseurs.**

**Le lecteur se demandera ce qui fait la cohérence de ce foisonnement éditorial. Son animateur y répond : « Plein Chant est né d'une curiosité large et des découvertes en découlant au hasard d'un métier (imprimerie de livres) et des bouquineries. Les étincelles : *Prévert* – ouverture vers la poésie et le monde social ; *Poulaille* – ouverture vers la littérature et la pensée libertaire. Puis lectures variées (...). Tout ça brassé et rebrassé, contradictions incluses, déboucha un jour sur un intérêt beaucoup plus grand et centré uniquement vers les "oubliés et les dédaignés", les "petits" de tous bords de la littérature et des arts. (...) Ainsi les facétieux, voire les érotiques, des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles devenaient parents des joueurs de mots des XIXe et XXe ; les excentriques littéraires rejoignaient les prolétariens. »**

**Plein Chant, imprimeur-éditeur, 35 route de Condé, 16120 Bassac – pleinchant@wanadoo.fr**
**Site internet : www.pleinchant.fr** **J.-P. V.**

### *Paris-Calais*

◆ *Paris sous tension* n° 5 (janvier 2016), journal anarchiste sur Paris et au-delà « sur la jungle de Calais ».

### *Armement mon amour*

◆ « Airbus mon amour ma poule aux œufs de mort » : à propos de l'armement à Toulouse (automne 2015), supplément (copie à Echanges) à l'ouvrage *Toulouse nécropole* (collectif La Commune des Mortels), https://iaata.info/Toulouse-necropole.html.

◆ *Toulouse nécropole* est encore cité dans le dossier consacré par *CQFD* n° 139 (janvier 2016) « au grand bazar de l'armement ».

### *Grèves à La Poste*

◆ Les grèves localisées à la Poste : « A quoi joue Sud Poste ? » dans *Courant alternatif* n° 256 (janvier 2016).

◆ « Les retraités, oubliés et inutiles ? », dans *La Gazette de la Société et des techniques* n° 84 (décembre 2015), copie à Echanges.

### *Grèves dans le nettoyage*

◆ Les salariées d'Onet Service travaillant à l'hôtel Adagio de Marseille se sont mises majoritairement en grève le 20 no-



Par ailleurs, on ne peut pas négliger la pression collective et familiale dans le projet migratoire des migrants. En Afrique, la décision de migrer est rarement individuelle. Quand les candidats à l'émigration proviennent d'un milieu rural, ils sont souvent désignés par le village qui réunit les fonds pour le voyage. Si le migrant arrive en Europe il sera contraint d'envoyer la majorité de son salaire au village car c'est sur lui que reposent les véritables espoirs de développement : combien de villages ont pu obtenir la construction d'un centre de santé, d'une école ou d'un véhicule grâce à l'argent de la diaspora. L'absence prolongée et éventuellement le retour des migrants est un véritable facteur de déstructuration sociale et de conflits familiaux (11).

### *Une agence de voyage très propère*

Tous les moyens sont bons pour que le migrant décide de gagner la « terre promise » choisie tant en fonction de relations personnelles que d'un imaginaire. Cela devient beaucoup plus facile – si l'on peut dire – avec le développement du chemin de fer et de la vapeur dans les transports maritimes. On pense que cette expansion de la machine à vapeur dans les transports a joué un rôle important dans le développement de l'immigration, notamment vers les Etats-Unis, en rendant le voyage plus sûr (en particulier pour l'hygiène), plus court et moins coûteux. Il n'en reste pas moins que cet acheminement du migrant reste une épreuve pendant un siècle, de 1850 à 1950, notamment dans la traversée transatlantique (12). Un autre aspect que l'on observera aujourd'hui dans d'autres moyens de transport va naître de l'utilisation clandestine du chemin de fer et prendra une grande dimension aux Etats-Unis avec les hobos (13).

---

(10) En dehors du cas extrême de la prostitution, les migrations des femmes – notamment africaines, mais on le voit aussi en Guyane avec les Brésiliennes – passent par le fait de se marier avec un Européen. On peut ainsi observer dans les capitales du Sud de gigantesques cybercafés occupés par des femmes qui « appâtent » le mari via des sites de rencontre et les réseaux sociaux. Plus anecdotique mais symbolique, on retrouve ces cas dans des émissions de télé-réalité, par exemple sur TF1. Ainsi voit-on une perspective de « libération » (de sa condition de pauvreté en particulier) de la femme africaine via une position « antiféministe » aux yeux des Européennes, celle de la femme docile et soumise à son mari.

(11) Avec la chute de Kadhafi, les villages tchadiens, par exemple, se sont trouvés dans une situation catastrophique car ils perdaient la perfusion financière fournie depuis des années par la diaspora établie en Libye. Le retour des Tchadiens de Libye (grâce notamment à l'organisation de leur évacuation par l'OIM) a eu un double effet catastrophique : l'arrêt des transferts d'argent plus de nouvelles bouches à nourrir ainsi que des conflits sociaux : beaucoup des migrants ont constaté à leur arrivée que leurs investissements et leurs biens dans les villages avaient été spoliés par leurs voisins, leurs familles, etc.

(12) Quelles que soient les améliorations (raccourcissement du trajet, lois sur l'hygiène et les conditions de transport), le séjour dans l'entrepont d'un navire reste difficile, comme en témoigne Edward Steiner en 1906, dans *On the Trail of the Immigrant* (rééd. BiblioLife, 2008) : « L'aménagement de l'entrepont ne varie guère, pas plus que son emplacement : toujours situé au-dessus des vibrations des machines, il est bercé par le vacarme saccadé de la ferraille en mouvement et le grincement des amarres. On y accède par un escalier étroit, aux marches visqueuses et glissantes. Une masse humaine, des couchettes nauséabondes, des toilettes rebutantes : tel est l'entrepont qui est aussi un assemblage suspect d'odeurs hétéroclites : pelures d'orange, tabac, ail et désinfectant. Pas le moindre confort, pas même une chaise. Une nourriture médiocre, apportée dans d'énormes bidons, est servie dans des gamelles fournies par la Compagnie. Les profits retirés par les compagnies de ce transport d'immigrants sont énormes en raison de leur nombre et la concurrence y est féroce. »

(13) Les « hobos » sont des travailleurs itinérants qui sillonnent les Etats en quête de petits boulots et de bonnes combines. Ils sont un des résultats des changements profonds qui affectent la société américaine du début du XXe siècle. Ils tentent de fuir la misère, voyagent par la route ou clandestinement dans les trains de marchandises. L'image du hobo est d'ailleurs inséparable de celle du train. Beaucoup de hobos se retrouvent le long des lignes ferroviaires dans des points d'accueil plus ou moins improvisés. Ils y échangent des informations sur les lieux où trouver de l'emploi et mener une vie stable. Quand ils ne se parlent pas de vive voix, les hobos laissent des symboles dessinés à la craie ou au charbon. Ce système de symboles a pour but d'informer ou d'avertir les autres (endroits pour attraper un train pour dormir, présence fréquente de la police, repas chauds, chiens dangereux, etc.). Cette langue est un ensemble de signes qu'on trouve parfois gravés dans la pierre des immeubles des villes et qui indique que la maison est accueillante ou qu'au contraire on y lâche les chiens.

Une autre caractéristique importante de ces migrations réside, jusque dans les années 1960, dans le peu d'obstacles administratifs ou autres : pourvu que l'on puisse payer le prix du voyage, migrer ne rencontrait guère d'obstacles. La raison principale en était que jusqu'à maintenant, le capitalisme avait besoin de sang frais pour ses développements nationaux, ouvrait largement les portes et même parfois allait recruter la main-d'œuvre dans son pays d'origine, finançant le voyage et fournissant les documents administratifs nécessaires. La migration est devenue aujourd'hui un parcours du combattant.

C'est ainsi que l'on a pu voir d'importantes émigrations, pour les raisons économiques que nous avons exposées et parfois des dangers causés par la guerre, de toute l'Amérique latine vers les Etats-Unis et le Canada, de l'Europe vers toutes les Amériques, de certains pays d'Europe, d'Afrique et d'Extrême-Orient vers les pays plus industrialisés d'Europe.

Il y avait bien des cas d'entraves à cette immigration qui amenait d'une part au développement d'une industrie de faux papiers et d'autre part à la constitution de filières, mais bien loin de ce qui peut exister actuellement. Ces filières pouvaient être clandestines et prendre les chemins de la contrebande, de la drogue, de la prostitution... ou bien naître de situations spécifiques, le plus souvent de la situation politique de pays dictatoriaux : tel, par exemple, le passage de la ligne de démarcation dans la France de l'Occupation, l'URSS, l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste, l'Espagne franquiste, le Portugal salazariste, plus tard le Vietnam du Viet Minh (les boat people). Mais, eu égard aux émigrations présentes pour des raisons semblables, elles restaient de faible dimension et de rencontraient pas, hors la sortie du territoire national, de difficultés particulières.

A partir des années 1970, la transformation structurelle du capitalisme mondial a totalement modifié cette situation : avec l'automatisation, le capitalisme développé n'avait plus besoin de force de travail non qualifiée et, avec la mondialisation liée à la révolution des transports maritimes, le capital pouvait aller puiser cette main-d'œuvre dans les pays surpeuplés en développement, principalement la Chine et l'Inde. Comme nous l'avons souligné ci-dessus, la même mondialisation, la crise économique et le chaos engendré ont précipité dans l'émigration une masse croissante de candidats au voyage au même moment où ils n'étaient plus aucunement nécessaires, sauf cas particuliers au fonctionnement et développement du capital dans des entités nationales. Ce n'est pas une des moindres contradictions présentes du système capitaliste de produire par son seul fonctionnement des problèmes qu'il n'est capable de résoudre que par des mesures coercitives, qui créent encore plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

Les barrières de protection que pratiquement tous les Etats concernés ont édifiées et édifient encore sont soit juridiques, soit matérielles, et elles ne font que renforcer cette industrie du migrant sans pour autant endiguer le flot renouvelé d'une « fabrication du migrant » mouvante (14).

On doit examiner le coût global de ce « transfert de migrants » (la matière première) du lieu de production au lieu de consommation (celui de l'exploitation de sa force de travail) sous deux aspects, bien qu'ils soient étroitement liés. D'un côté pour le migrant qui doit en payer le prix en gros ou en détail pas seulement financièrement, pour ce qu'on regroupe sous le nom de « passeur » qui peut être unique

(14) Par exemple l'effondrement du prix du pétrole pourrait désétatiser des pays vivant de la rente pétrolière comme l'Algérie ou le Nigeria et jeter sur la route de l'exil des milliers de personnes victimes de la fin des subventions aux denrées de base et de l'inflation conséquente.



ployant 3 000 salariés et apprentis, à 90 % des femmes pour un salaire qui ne dépasse pas 257 dinars/mois c'est à dire 5,5 euros/jour, un salaire qui ne dépasse pas le taux des salaires minimums garantis (Smig) en Tunisie. Le paysage économique a été transformé après 2007, l'arrivée de Benetton a laissé dans l'abandon une population rurale caractérisée par le pourcentage de chômage le plus élevé en Tunisie. Sans tradition en confection Kasserine se trouve face à un secteur fragile caractérisé par la non-durabilité et la main-d'œuvre à faible coût (1).

L'alfa est une plante naturelle qui constitue un pilier de première importance dans le développement régional à travers la transformation industrielle qui contribue à la diminution du taux de chômage au niveau urbain et qui occupe des milliers de personnes dans le milieu rural. La valorisation de cette plante peut s'appuyer sur le secteur de l'artisanat, qui présente aussi une activité utile à un milieu pauvre. L'exploitation artisanale de cette plante consiste en la fabrication et la confection des couffins et des tapis.

Pour un tissu économique peu varié et dominé par les activités traditionnelles basées sur l'exploitation des ressources naturelles qui sont peu créatrices d'emploi et de valeur ajouté, la plante de l'alfa constitue un pilier de première importance économique dans la région de Kasserine et s'impose comme une évidence économique. La Société nationale de cellulose et de papier alfa (SNCPA), premier employeur dans la région, représente actuellement une menace susceptible de détruire l'environnement sur des kilomètres à la ronde, aussi capable de provoquer des pathologies respiratoires et digestives chez les habitants. Six unités rassemblent la production de la pâte d'alfa, la fabrication des produits chimiques, la fabrication de papiers, une usine de fabrication de chaux, deux chaudières et une dernière pour l'assainissement des eaux sont à l'origine de dégagements de fumées contenant une grande quantité de chlore qui provoque des maladies pulmonaires chroniques. Des centaines de malades souffrent d'une diminution de capacité physique. la question qui se pose est de savoir si SNCPA est prête à s'impliquer dans la responsabilité sociétale vis-à-vis des effets de ses activités sur la société et sur l'environnement.

Toutes les délégations du gouvernorat de Kasserine sont classées en zones de développement régional prioritaire, c'est-à-dire bénéficiant du maximum d'encouragements prévus par le code de l'investissement, mais cette discrimination positive ne semble pas avoir produit un impact significatif concernant l'attractivité de l'investissement privé. Le gouvernorat de Kasserine a bénéficié pendant la période 1992-2010 de 1 253 millions de dinars, soit 2,1 % de l'ensemble des investissements privés réalisés dans le pays occupant ainsi la 11e position par rapport à l'ensemble des 24 gouvernorats. L'analyse de l'investissement privé par habitant confirme également le retard enregistré par le gouvernorat de Kasserine dans ce domaine : avec un montant moyen par habitant de 2 856 dinars, ce gouvernorat enregistre un ratio largement faible par rapport à la moyenne nationale (5 742 dinars). Par conséquent, le paysage socio-économique régional reste entre deux voies : un ralentissement de la croissance de la population et un taux de chômage élevé, ce qui produit la migration des habitants vers les régions littorales, surtout celle des femmes qui travaillent dans le textile (PREDD).

Beaucoup de questions à poser sur plusieurs paradoxes en termes d'objectifs, de logique et d'approche. La planification économique était plutôt verticale, émanant des pouvoirs publics centraux et non régionaux .

H. H.

(1) www.jeuneafrique.com/207413/societe/kasserine-fait-sa-r-volution-avec-benetton – Voir aussi www.webdo.tn/2011/07/06/benetton-sous-paie-les-petites-mains-de-kasserine/

Récapitulons l'ensemble des équipements et des établissements de santé : un seul hôpital régional, six hôpitaux de circonscription, 106 centres de santé de base, 7 centres de PMI et 13 laboratoires d'analyses dont un est privé, 199 médecins dont 29,6% spécialistes travaillant dans le secteur privé, un cadre paramédical composé de 995 agents dont 28,1% de techniciens supérieurs, plus de 909 000 consultations enregistrées dans le secteur public, c'est-à-dire deux consultations par citoyen et par an.

Les ressources humaines constituent la ressource primordiale que le système de santé doit mobiliser pour créer les conditions nécessaires à une amélioration de l'état de santé de la population. La ville de Kasserine souffre d'une insuffisance aiguë en personnel soignant, déficit quantitatif autant que qualitatif.

Dans la majorité des régions de la Tunisie, il existe des déséquilibres significatifs entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. A Kasserine le taux de chômage durant l'année 2010 s'est élevé à 27,5 % chez les femmes. L'analyse de la répartition des employés par sexe montre que le taux des employés masculins a atteint 81 %.

Cette problématique du genre a des origines dans l'éducation ; l'accès des femmes à l'éducation reste difficile, surtout dans les milieux ruraux qui connaissent un taux d'analphabétisme de 30 % en 2010, taux qui est de 18,4 % chez les hommes et de 41,6 % chez les femmes.

### Activité industrielle

La population active à Kasserine est répartie principalement sur le secteur des services – 45% des actifs dont 20 % dans les services non-marchands du secteur public. L'agriculture reste le premier secteur générateur d'emplois avec 29 % des actifs pour cette population à caractère fortement rural (59,3%).

Avec un taux d'activité faible qui ne dépasse pas 41,2 %, le gouvernorat de Kasserine est classé au niveau national dans les derniers rangs (18e place sur 24), bien que l'activité industrielle soit riche et diversifiée. Dès 1963, le gouvernorat a connu l'installation du complexe cellulosique qui présente la première industrie de papier à base d'alpha en Tunisie, la Société Tuniso-Andalouse de ciment blanc (Sotacib, située à Fériana), la société Interchaux (à Thala), la Marbrerie de l'Ouest (à Thala) et la Céramique de l'ouest privatisées par la suite, et divers autres unités créées par des investisseurs privés comme la Société de papiers fins, la Société de papiers cartonnés, la minoterie de Sidi Tlil , le Blanc minéral de Tunisie , la société de peinture Ripolin, la société Poly plastique, la Société de céramique de Sbeïtla et les entités Benetton de textiles.

Un tableau de la répartition des entités industrielles témoignerait de la forte présence du secteur de textiles et d'habillement par rapport aux autres types d'industrie. En effet la société de textile Benetton a lancé en 2007 un partenariat avec de jeunes promoteurs tunisiens, dans le cadre de contrats de sous-traitance financés par la Banque de l'Habitat (BH). Cet accord s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale qui offre des avantages supplémentaires à toute entreprise choisissant de s'implanter dans une région défavorisée pour y créer des emplois. Environ 33 unités de production ont été créées em-

### Un collectif libertaire tunisien

Un groupe de Toulouse a rencontré les Tunisiens « Les Désobéissants », et a monté un documentaire sur la base d'interviews effectuées pendant son voyage. Les camarades tunisiens ont besoin d'une part de relais d'information et d'autre part de livres politiques, inaccessibles en Tunisie.
Contact : aael-toulouse@sfr.fr



dans l'organisation élaborée et « filières » ou très diversifiée, chaque étape du transfert devant être résolue au coup par coup.

Les obstacles juridiques peuvent paraître des formalités avec des possibilités de fraude (faux papiers), mais ils peuvent avoir des conséquences matérielles sur le transfert et même conduire à l'impasse des camps de réfugiés. Pour tenter de faire un tri à prétention humanitaire, les Etats refuges de migrants ont imaginé la distinction entre réfugié politique et migrant économique, comme si les deux n'étaient pas un même produit de l'activité capitaliste sous des formes différentes. Le « réfugié » pouvant bénéficier du sésame – le droit d'asile – doit prouver qu'il a été contraint de fuir un danger dû au pouvoir politique en place. Le tri pour séparer le bon grain de l'ivraie peut se faire dans des conditions assez éprouvantes ; voici une description de l'entrée dans l'Union européenne par les îles grecques : « ...Irakiens, *[les quatre membres d'une famille]* viennent de débarquer à Efthalou *[Lesbos]*. Transportés en bus à Moria, ils sont tout de suite orientés vers le "camp du bas", celui qui gère l'enregistrement des arabophones et des ressortissants les plus susceptibles de bénéficier de l'asile en Europe ; les Syriens, les Irakiens, les Eythréens, les Somaliens, les Soudanais et les Yéménites. Les autres – Afghans, Iraniens, Pakistanais – sont transférés au "camp du haut", où les opérations sont plus lentes. Les Marocains et les Algériens, considérés, eux, comme de simples migrants économiques, sont placés en rétention dans les cellules du commissariat de Mytilène avant d'être renvoyés au vaste camp de rétention du continent situé à Corinthe, puis renvoyés vers le Maroc ou vers la Turquie [...] *[Pour ceux qui ont franchi cette étape de sélection, le processus est le même :]* le conteneur d'identification où [...] l'Agence européenne de gestion des frontières extérieures *[Frontex]* se charge d'établir la nationalité des réfugiés *[qui doivent]* déposer *[leurs]* empreintes sur des machines raccordées au fichier central européen, *[être pris en]* photo *[...]* Et on délivre le laissez-passer qui octroie six mois de circulation » dans l'UE (15). Le migrant « autorisé » est transporté à la frontière avec la Macédoine et alors, à lui de se débrouiller. Avec des variantes, les conditions du tri sont à peu près les mêmes pour la filière italienne passant par Lampedusa.

D'AUTRES FRONTIÈRES restent à franchir. L'octroi d'un statut juridique provisoire ne met pas fin au périple du migrant qui rencontre les difficultés matérielles de toute personne vivant dans l'illégalité : d'innombrables barrières de longueur et efficacité croissantes complètent les obstacles naturels que sont les mers, les fleuves et les montagnes (16). Leur efficacité n'est jamais que temporaire : les filières se déplacent vers d'autres routes ou utilisent d'autres techniques (cisaillage des barrières, tunnels) (17) ; ces bar-

(15) « A Lesbos, les migrants continuent d'affluer », *Le Monde*, 9 janvier 2015

(16) Voir « Murs », *Echanges* n°153 (automne 2015) et « Les parias à l'assaut de la forteresse Nord », *Echanges* n° 148 (été 2014).

(17) « Depuis le début de l'année *[2015]*, près de 4 000 demandeurs d'asile ont fait un très long crochet via le Grand Nord pour traverser la frontière entre la Russie et la Norvège, pays membre de l'espace Schengen à défaut d'appartenir à l'Union européenne. Ils n'étaient que dix en 2014 », extrait de « Migrants : frictions entre la Norvège et la Russie avec l'essor de la route arctique », dépêche de l'AFP du 10 novembre 2015 reprise par de nombreux sites de presse. Une triple barrière, dont une de 7 m de haut, protège les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, mais chaque mois 1 000 migrants réussissent quand même à la franchir alors que 80 000 espèrent faire de même. Europe 1, 19 janvier 2014.
Entre le Mexique et les Etats-Unis une barrière de 5 m de haut accompagnée de 1 800 tours de contrôle et peuplée de 18 000 « borders patrol », ornée de chaque côté de deux barrières parallèles de barbelés de 2 m de haut, avec un chemin de ronde et un fossé empêchant l'accès en voiture, peut être franchie par plus de 200 tunnels. Pour la drogue, on utilise des catapultes ou des drones.

rières font monter le prix des passages, elles multiplient la sédentarisation, officielle et/ou sauvage, dans des camps (exemple de Calais) et les possibilités de corruption tout comme les violences physiques (viols ou trafic des enfants).

S'il ne finit pas au fond de la mer ou dans un cimetière côtier, le migrant se trouve donc bloqué dans un des innombrables camps de toutes tailles qui ont fleuri un peu partout, proches des frontières ou à l'intérieur d'un pays voisin – depuis les camps de rétention officiels d'où l'on sort pour être expulsé, jusqu'aux camps sauvages régulièrement détruits par la police pour être reconstruits ailleurs en passant par les camps dont la permanence remonte à plus d'un demi-siècle. Mais avant de voir la fonction et le coût de ces camps de migrants, il nous faut regarder le coût et le rapport financier de cette portion de l'industrie du migrant.

Pour être largement illégale, cette industrie du migrant n'en est pas moins constitutive à part entière du procès de production capitaliste : le voyage consomme un certain nombre de produits, faisant en cela la prospérité de telle ou telle industrie ; il permet d'accumuler en raison de sa haute rentabilité une masse de capitaux investis dans ces circuits légaux (18). On peut observer que le fait de transformer du capital immobilisé sous des formes diverses (terres, bijoux, épargne, etc.) en capital financier, non seulement enrichit les banques mais aussi contribue à la circulation mondiale des flux financiers.

Les estimations financières concernant cette industrie au caractère flou sont forcément imprécises, mais la comparaison avec d'autres industries plus légales peut donner une idée de leur importance. Pour avoir une idée de cette dimension, on doit considérer trois volets impliquant une transaction moyennent finance, c'est-à-dire une marchandise ou un service, ceci dans le monde entier :

1 – ce que perçoivent en argent les filières de transfert de migrants ;

2 – ce dont profitent les fournisseurs de matériels utilisés pour ces transferts ;

3 – ce que coûtent aux Etats les moyens de contrôle, de sélection, de blocage et le stockage des migrants au cours de leur voyage.

1 Chiffrer ce que paient globalement les migrants à leurs « passeurs », depuis leur départ du pays jusqu'à leur arrivée dans le pays d'accueil, est difficile parce qu'il s'agit d'une activité clandestine et que le prix peut varier selon les pays, selon les moyens utilisés et, au sein d'une même filière, selon les difficultés telles qu'un renforcement de la répression, de contrôle ou l'édification de barrières (19).

On peut tenter une estimation globale en

(18) Quelques exemples : Istanbul-Lesbos, prix moyen 2800 euros par migrant (*Financial Times* du 16 juin 2015). Une famille syrienne de trois personnes devra verser 5 000 euros pour parvenir en Allemagne (*Financial Times* du 22 avril 2015). D'après le *Financial Times* (11 octobre 2015), l'industrie du passage entre la Syrie et les Balkans se serait « organisée » et rationalisée pour accroître la sécurité (c'est dire !), éviter les accidents de tous ordres (notamment avec les autorités et les médias) avec un minimum de passeurs (moins de dix) présentant une offre diversifiée (même par avion pour les plus riches) et un prix moyen de 7 000 euros (avec réduction de moitié pour les enfants de moins de huit ans). Alors qu'il n'en coûte que 600 euros pour passer de Libye à Lampedusa, mais avec un risque bien plus grand. Comme partout, la sécurité ça se paie. A la tête d'un des plus importants groupes de trafiquants de migrants, un personnage dénommé « le docteur » siège à Istanbul et organise de là vers les îles grecques des passages dont le nombre peut varier chaque nuit de quatre à quinze, selon l'état de la mer et autres problèmes de contrôle. Il a un projet de faire construire un navire de 200 m de long capable de transporter 400 réfugiés à la fois, chacun payant 1 500 dollars cash depuis la Turquie jusqu'au large des côtes italiennes où une armada de bateaux de pêche les prendrait en charge jusqu'à la côte ; un tel navire pourrait faire ainsi quatre à cinq voyages chaque jour (« Smuggling rings struggle to stay afloat », *Financial Times*, 14 décembre 2015).

(19) « The migration numbers game », ONU et *Financial Times*.

Selon les focus, groupes organisés en mars 2015 par des organisations de la société civile (OSC) à Kasserine, les causes de l'abandon scolaire s'expliquent par la faiblesse au niveau de l'infrastructure des établissements d'enseignement : la majorité est mal équipée. Les régions rurales souffrent d'un nombre insuffisant d'enseignants, d'absence d'eau potable, d'éclairage et de moyens de transport alloués aux élèves. La dégradation de la qualité de l'enseignement public a favorisé l'installation des établissements d'enseignement privés et dont l'accès est trop cher, ce qui pose la question : Peut-on encore parler du droit à une éducation gratuite ?

Bien que l'abandon scolaire complique encore la condition régionale du marché de l'emploi à Kasserine, la formation professionnelle reste l'un des chemins alternatifs de l'insertion professionnelle. Mais ce qui est remarquable est la faible capacité de formation qui ne couvre qu'un tiers des demandes. Les 28 centres, dont 7 publics et 21 privés localisés dans 5 délégations, ne forment que 50 % des personnes qui y ont accès. D'autre part, une nécessité de développer le modèle de formation (alternance : entreprise + centre) s'impose surtout face au déclin de certains programmes comme la menuiserie /l'artisanat ou la formation en textile, insuffisante par rapport aux besoins. Ceci est clairement justifié lorsqu'on aborde l'emploi par niveau d'instruction : les employés appartiennent essentiellement au niveau primaire avec un pourcentage qui atteint 38 % dont 19 % sont des femmes. On note également que le taux d'analphabétisme chez les femmes est égal à 41,6 %. L'insertion professionnelle en milieu rural occupe 58,3 % du marché de l'emploi dans la région de Kasserine.

Les conditions de vie des individus et des ménages sont le résultat des stratégies des politiques publiques (en matière d'infrastructures, d'éducation, de culture...) et des comportements de divers acteurs tels que les entreprises, les associations. L'insuffisance en matière d'infrastructures caractérise le territoire de Kasserine : 121 espaces de l'enfance, 44 espaces du sport et de la jeunesse, 20 espaces culturels, pour une population qui atteint les 400 000 personnes. Pas plus de 1,3 % des Kasserinois ont accès à Internet. Cela peut être inutile devant le poids de la demande d'une population très jeune.

Pour les ménages, les principaux indicateurs de condition de vie sont mieux développés dans le milieu communal ; le taux de branchement en eau potable est de 27,7 % pour les ménages non communaux face à un taux de desserte en eau potable qui est égal à 95 % ce qui pose des problèmes d'accès à ces infrastructures, et de la qualité de l'eau.

Les enjeux dans le domaine de la santé retiennent de plus en plus l'attention à Kasserine. 3 200 personnes en moyenne se partagent un seul médecin et 366 lits (source : *Le gouvernorat de Kasserine,* ministère du Développement et de la Coopération internationale, 2012). Le taux de prise en charge par médecin ainsi que la qualité du traitement dépensé renvoient à des situations de vulnérabilité, de précarité, d'insécurité, de pauvreté et d'exclusion. L'activité économique en est affaiblie, alors que la croissance et le bien-être doivent se connecter à des conditions sanitaires convenables.

# TUNISIE. LA MISERE DE KASSERINE

DES MANIFESTATIONS ONT EU LIEU PARTOUT EN TUNISIE deux jours après la mort d'un chômeur, Ridha Yahyaoui, à Kasserine. Le jeune homme de 28 ans s'est électrocuté, après être monté sur un poteau près du siège du gouvernorat pour protester contre son retrait d'une liste d'embauches dans la fonction publique. Pour comprendre la situation économique en Tunisie, j'ai analysé la condition socio-économique de la ville la plus émergée en Tunisie : Kasserine.

Le gouvernorat de Kasserine est situé au centre-ouest de la Tunisie, tout au long de la frontière algérienne sur 220 km. Il s'étend, du nord au sud, de la région de Thala à la steppe semi-aride de Mejel Bel Abbès. De l'est à l'ouest, il s'élève graduellement des confins du Kairouanais au massif du djebel Chambi, le point culminant de la Tunisie (1 544 m). Il est limité au nord par le gouvernorat du Kef, à l'est par les gouvernorats de Seliana et Sidi Bouzid, au sud par le gouvernorat de Gafsa, à l'ouest par la wilaya de Tbessa en Algérie.

Créé en 1956, lors du premier découpage administratif de la Tunisie indépendante, le gouvernorat avait pour chef-lieu la ville de Sbeïtla. Depuis 1965, celui-ci a été transféré à Kasserine. Il est constitué de treize délégations : Kasserine Nord ; Kasserine Sud ; Sbeïtla ; Sbiba ; Jedliène; Ayoun ; Thala ; Ezzouhour ; Haidra ; Foussana; Feriana ; Mejel Bel Abbes et Hassi Frid. Ses principaux centres urbains sont Kasserine ville (19,7 % de la population), Sbeïtla (17%), Sbiba et Feriana.

### *Abandon scolaire*

Il comptait 43 9243 habitants en 2014, cette population connaissant un taux de croissance annuel de 0,64 % et une densité caractérisée par de forts contrastes – en moyenne 53 habitants au km², la moyenne nationale étant de 67 habitants au km². Kasserine est une région où 50% des habitants n'ont pas de niveau d'instruction : 20,5 % sans aucun niveau, 37 % le niveau primaire. Ces proportions effrayantes nous ont fait rechercher des chiffres au niveau des délégations, mais la situation s'aggrave : à Feriana, le taux de réussite au baccalauréat recule de 51,7% en 2008-2009 à 11,1% en 2010 -2011. Une problématique sociale évidemment marquée par l'espérance de la vie scolaire entre les sexes, entre délégations et entre catégories sociales.

Beaucoup de questions ont été soulevées en face de l'abandon scolaire, telles les conditions et les situations dans lesquelles les élèves accèdent au savoir, les types de supports pédagogiques et les équipements informatiques et sportifs existant dans les établissements. D'autres questions rejoindront l'aspect qualitatif de l'encadrement éducatif au niveau régional.



relation avec le nombre d'une catégorie de migrants (il ne s'agit ici que de migrations extérieures, pas intérieures). En 2013 les Nations Unies recensaient 232 millions de migrants dans le monde entier (20). Même si l'on chiffre le prix payé par chaque migrant pour son transfert en moyenne à 1 000 euros, on obtient un montant global annuel d'un chiffre d'affaire de 232 milliards – bien en deçà de la réalité. On peut comparer avec le budget de la France en 2016, qui prévoit 300 milliards d'euros de recettes, ou avec les six premières entreprises mondiales qui toutes avaient un chiffre d'affaires aux environs de 400 milliards de dollars. Mais d'une part le chiffre d'affaire de l'industrie du migrant peut aussi bien atteindre le double de cette estimation et d'autre part, cela ne dit rien sur ce que doivent payer ces « entrepreneurs » de transport de voyageurs ou agences de voyage, comme vous voudrez, pour s'assurer les moyens matériels de transport, la fourniture de faux papiers et l'argent de la corruption des agents de contrôle. Bien sûr, le plus souvent, les mafias règnent sur ces secteurs dont elles ont vite repéré le caractère aussi rentable que le trafic de drogue (mafias turque pour le passage en Grèce, italienne pour le trajet Libye-Italie, albanaise pour les passages par la Macédoine). De plus, les filières de la drogue peuvent être utilisées et les migrants eux-mêmes contraints à devenir passeurs de drogue.

En bonnes capitalistes, ces mafias ont aussi compris, grâce à leur expérience dans la drogue, que dans tout trafic illégal les profits s'accroissent si on contrôle en aval les passeurs de base et en amont les fournisseurs de matériels. Ce processus de « concentration » a été accompli par la mafia turque : elle s'est d'abord assuré par ses rackets la domination économique des passeurs, puis celui des vendeurs de matériel de passage, s'assurant ainsi le quasi-monopole de la fourniture des bateaux gonflables, qui sont produits essentiellement en Chine.

La mafia italienne, par exemple, qui brille dans son trafic de migrants, « consolide » l'exploitation des migrants dans les dits pays d'accueil. On se souvient des terribles affrontements avec les mafias dans le Sud de l'Italie. Et le village calabrais Riace, souvent cité pour l'accueil qu'il offre aux migrants, a dû passer simultanément par la case « lutte anti-mafia ».

2 Le matériel utilisé au cours du transfert peut aussi être d'une diversité extrême et une source de profit tant pour les « trusts » des filières que pour les artisans locaux dont la possession d'un bateau de pêche permet de profiter de la situation. Là aussi, l'imagination poussée par la perspective de profit est délirante et les migrants doivent toujours en passer par là. Chacun a pu voir sur son écran de télévision ou d'ordinateur ces embarcations gonflables chargées de migrants debout, pressés comme des sardines. Quelques chiffres : un bateau gonflable dont le prix varie de 170 à 700 euros peut transporter 40 à 50 migrants qui auront payé jusqu'à 800 euros chacun ; profit net : au moins 30 000 euros. D'après le *Financial Times* une embarcation avec 450 migrants rapporterait 1 million d'euros pour un seul passage. Peu importe que l'embarcation soit perdue, quelle industrie rapporterait autant? Mais il y a mieux : l'exemple, sans doute pas unique, du *Blue Sky,* cargo promis à la casse pour ses 38 ans d'âge, mais racheté pour 100 000 euros (21). On y entasse 800 migrants qui crachent 6 000 à 8 000 euros chacun pour un prétendu

(20) Voir par exemple https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/23808/fichier.fiche.peda.migrations.monde.fr.pdf

(21) « Personne ne pensait s'en sortir vivant. Les réfugiés du *Blue-Sky* racontent leur calvaire vers l'Europe », *Le Monde,* 4 janvier 2015.

passage de la Turquie vers l'Italie. Le navire est abandonné dans l'Adriatique, moteur et gouvernail bloqués pour un naufrage assuré avant d'être repéré et ses occupants sauvés. Profit : près de 5 millions d'euros. Plusieurs autres cargos de ce genre seront interceptés

Et il n'y a pas de petits profits ; en plus du prix du passage ceux qui ont encore des réserves doivent payer 170 euros pour un gilet de sauvetage ou pour une couverture, et même 170 euros si, parqués dans la cale, ils veulent respirer sur le pont.

Un autre moyen de passage clandestin d'une frontière est celui des tunnels, comme ceux de Gaza vers Israël et vers l'Egypte ou ceux du Mexique vers les Etats-Unis ; mais là aussi on connaît peu de choses de ce monde souterrain (voir note 17).

**3** Que coûtent tous les moyens mis en œuvre pour contrôler, stopper les migrants et détruire les filières? *Libération* (22) tente une approche. En quinze ans ce budget « migrants » aurait coûté :

– 75 milliards aux pays d'Afrique pour des investissements destinés à stopper les migrations (on peut comparer avec les profits des filières migratoires indiqués ci-dessus et penser qu'une bonne partie de cette manne se perd dans les comptes offshores de dirigeants corrompus) ;

– 1 milliard pour l'Agence Frontex (voir ci-dessous) ;

– 11 milliards pour les expulsions ;

– 450 millions pour les recherches de moyens techniques de détection ;

– 77 millions pour la construction de murs et barrières.

On n'arrête pas le progrès : à l'imagination cupide des patrons de filières correspond l'imagination défensive des Etats pour prévenir l'invasion migratoire.

(22) « Les moyens de la répression migratoire », *Libération*, 18 juin 2015 (http://www.liberation.fr/apps/2015/06/tmf/).

La Commission européenne a constitué depuis 2015 un groupe de travail auquel participent les principaux fabricants d'armes (Airbus, Thalès Finmeccanica et BAE) et de technologies spéciales (Saab, Indra, Siemens etc.) qui a reçu 225 millions pour élaborer des projets de protection des frontières.

L'Agence européenne chargé de l'interception-accueil-sauvetage éventuel des migrants, Frontex, va être remplacée par une force européenne de « gestion de la migration » de 1 000 agents permanents et de 1 500 agents de réserve mobilisables en une force de déploiement rapide en cas de nécessité.

Parallèlement a été créé un Fonds d'affectation spécial (Trust Fund), doté de 18 milliards d'euros pour le développement de l'Afrique saharienne (23).

Le passage du tunnel sous la Manche serait paraît-il, d'après les dirigeants de la société qui l'exploite, entièrement « sécurisé » pour 13 millions d'euros avec le concours du Royaume-Uni et l'installation de 40 km de barrières diverses. Dans ce domaine, les nouveautés techniques abondent, depuis un centre européen des empreintes digitales jusqu'à la mise au point par Israël et les Etats-Unis d'un drone capable de détecter les tunnels.

On ne sait pas grand-chose du coût des barrières diverses qui ont proliféré récemment dans les Balkans (par exemple des 175 km

(23) « Frontex mission européenne presque impossible », *La Croix*, 16 janvier 2015. Frontex (Frontières extérieures) est l'Agence européenne de gestion des migrations. Son siège est à Varsovie. Ses pouvoirs accrus pour le contrôle des migrations vers l'Europe et leur interception requiert pour ses 1 500 gardes-frontières des pouvoirs militaires déployés avec l'aide éventuelle des pays de l'UE sur terre, mer et air. Financé à concurrence de 238 millions d'euros en 2016, ce budget va monter à 322 millions d'euros en 2020. Un projet actuellement en discussion vise à transformer Frontex en un corps européen de gardes-frontières qui aurait un pouvoir direct d'intervention aux frontières européennes sans l'accord préalable des pays concernés, ce qui soulève pas mal d'oppositions.



# DANS LES PUBLICATIONS / AMERIQUES

## *Etats-Unis*

◆ « Emeutes aux Etats-Unis : guerre des pauvres contre les pauvres ? », question à laquelle un article dans le n° 99 (hiver 2015/2016) de la revue allemande *Wildcat* signé par Amiri Braksdale répond non. Selon cet auteur, contrairement aux apparences, les quartiers américains ne sont pas minés par le racisme et la pauvreté, ce sont le racisme et la pauvreté qui les minent. Une manière de dire que les conflits intérieurs à ces quartiers défavorisés viennent de l'extérieur, des relations capitalistes ; ce qui est vrai mais ne permet tout de même pas de comprendre pourquoi les pauvres brûlent les voitures de leurs voisins et ne vont pas brûler celles des riches dans les autres quartiers ni pourquoi les émeutes à Los Angeles après la bastonnade de Rodney King (mars 1991), ont vu des Noirs saccager des magasins tenus par des Coréens.

## *Etats-Unis-Mexique : « le capitalisme de guerre de la drogue »*

◆ Dans son n° 98 la revue allemande *Wildcat* décrivait les luttes qui avaient lieu des deux côtés de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis (voir *Echanges* n° 153, p. 39). Son n° 99 (hiver 2015/2016) revient sur ce thème en analysant le rôle répressif des cartels de la drogue et le soutien que leur apportent les Etats tant qu'ils peuvent servir à juguler ces luttes. Lesdits cartels se diversifient et le trafic de drogue ne compte plus que pour 45 % de leurs revenus ; tant qu'ils ne menacent pas les affaires, les Etats les laissent en paix, malgré quelques opérations spectaculaires destinées aux gogos, quand ils ne les assistent pas, directement ou indirectement. Ni le gouvernement mexicain ni le gouvernement nord-américain ne voient d'un bon œil la combativité de la classe ouvrière dans les maquiladoras mexicaines, ces usines d'assemblage situées en majorité au nord du Mexique et ce n'est pas un hasard si Ciudad Juárez, la ville la plus criminogène du Mexique, est aussi la ville où se déroulent les conflits ouvriers les plus durs. L'auteur de cet article reprend pour décrire la situation l'expression forgée par Dawn Paley dans *Drug War Capitalism* (AK Press, 2014) : le capitalisme de guerre de la drogue. Cette analyse rejoint celle que dans son n° 54 la revue espagnole *Etcétera* développait sur le maintien de l'ordre capitaliste par la terrorisation des populations (voir *Echanges* n° 151, p. 61).

◆ Sur le même sujet, une recension du livre *Mourir au Mexique. Narcotrafic et terreur d'Etat* (éd. CMDE, 2015), de John Gibler.

## *Bolivie*

◆ La revue allemande *Wildcat* présumait, dans son n° 98, l'échec du modèle de développement mis en place par les gouvernements de gauche en Amérique latine basé sur l'industrie extractive. Un article, « Potosí/Bolivie : Aux limites du modèle de développement basé sur l'extraction de matières premières », dans le n° 99 (hiver 2015/ 2016) en donne un exemple précis.

## *Venezuela*

◆ « Le chavisme prend l'eau », dans *CQFD* n° 139 (janvier 2016): après la crise et la chute des cours du pétrole, l'illusion d'une économie basée sur la redistribution d'une partie de la rente pétrolière s'écroule. Ne reste plus qu'une « orgie de pillage des ressources publiques » aux profit de la bureaucratie et des dirigeants.

en pilules dans la rue, une nouvelle vague d'héroïne envahit désormais les rues sudistes. Une enquête récente sur l'augmentation des admissions au service des urgences pour des overdoses dues à l'héroïne prouve qu'elle est plus forte dans les Etats du Sud. Et la métamphétamine demeure l'un des principaux fléaux chez les sudistes blancs de la classe ouvrière.

Ce bond de la consommation de stupéfiants est en grande partie lié à l'insécurité économique et psychologique qui frappe durement l'ensemble de la classe ouvrière. L'étude récente qui montre un déclin rapide de l'espérance de vie chez les Blancs de la classe ouvrière, déclin inédit qui s'apparente à celui de l'URSS après la chute du mur, dû à la drogue, à l'alcool, et au suicide, traduit cette accumulation de désespoir occulté. C'est un genre de désespoir sur lequel l'intervention politique n'a peut-être aucune prise. Une enquête récente du *Washington Post* sur le camp de caravanes de Caroline du Nord où vivait Dylan Roof, l'auteur de la fusillade dans une église de Charleston (13), a mis au jour un monde dont les journées interminables sont d'un ennui sans fin, dans lequel transitent des familles brisées et abîmées dont les seules occupations sont les jeux vidéo en boucle et le cannabis (14).

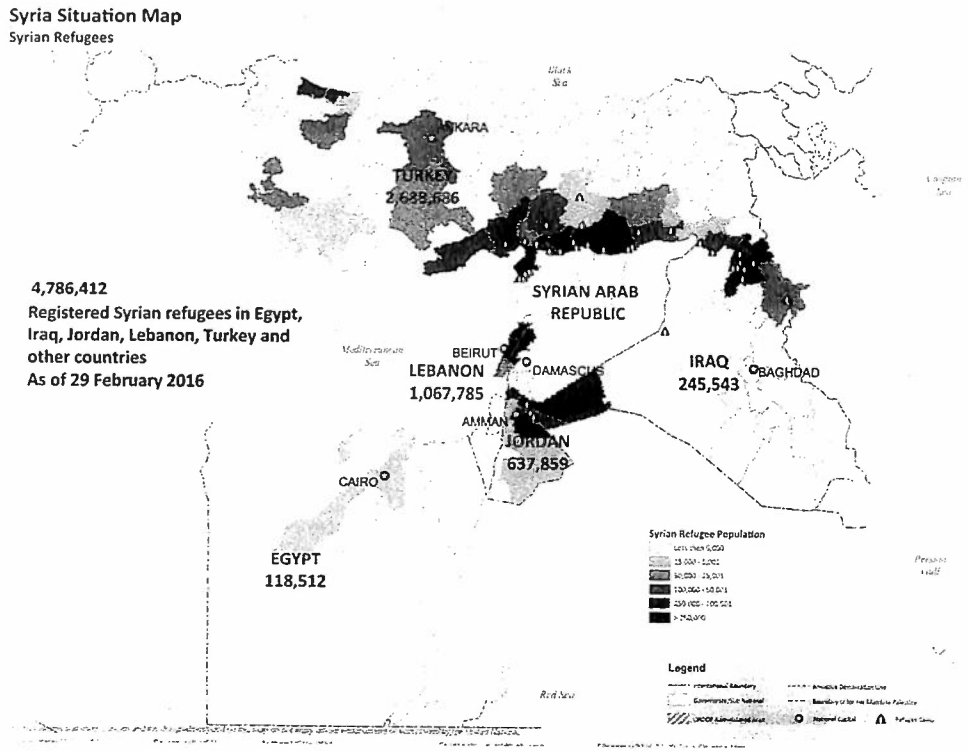
Mais contrairement à ce qui s'est passé pour la grève de Laurel au Mississipi, il n'existe aujourd'hui personne qui puisse, comme le SCEF, nous fournir un contre-récit. Une gauche déjà marginale, plus centrée sur l'identité que sur l'économie, a fait une croix sur ce groupe de personnes, en considérant que le racisme débridé fait partie de l'ADN de la classe ouvrière blanche sudiste. Cette manière de ne voir qu'une domination sans tache de la classe blanche ne tient pas compte des raisons pour lesquelles le racisme croît dans certaines conditions et décline dans d'autres. A défaut d'être motivée par quelque alternative, en supposant qu'elle soit adoptée, et plus important encore, qu'elle soit soutenue par une pratique, la classe ouvrière blanche sudiste mécontente se retourne facilement contre les immigrants ou se laisse manipuler par les Donald Trump et les groupes qui prônent la suprématie de la race blanche, ou encore se rabat de manière très réactionnaire sur un passé mythifié de la Confédération.

Même si l'on accorde foi à cette description qui augure mal de la suite, il y a encore une chance pour que tout explose, pour que la Vieille Taupe de l'alternative sudiste se fraie à nouveau un chemin vers la surface. A l'apogée du mouvement Occupy, des camps et des groupes Occupy ont surgi tout à coup dans plusieurs villes du Sud, y compris Huntsville, des villes où il n'y avait jamais eu ni gauche ni militants. Dans l'une des vidéos de réunions publiques mises en ligne sur l'ancien site Occupy de Huntsville, les intervenants disaient être venus et avoir participé au mouvement parce qu'ils « voulaient plus de contrôle sur leurs propres vies » et dans le but « d'avoir leur mot à dire ». J'ignore ce qui est arrivé depuis aux milliers de sudistes sans engagement politique préalable qui « voulaient avoir plus de contrôle sur leurs propres vies ». Mais puisque ce qui se passe dans le Sud y reste rarement confiné et se répand lentement ailleurs, le « problème sudiste » est plus que jamais crucial en cas de renouveau de l'opposition aux Etats-Unis, et si elle se développait, ce que feraient ces gens-là serait également très déterminant.

Curtis Price
9 décembre 2015
(traduit de l'anglais par A. G.)

(13) Ce jeune homme de 21 ans a tué neuf personnes le 17 juin 2015 (NDE).
(14) Stephanie McCrummen, « An American Void », *Washington Post*, 12 septembre 2015.






entre la Serbie et la Hongrie [24])et ont - provisoirement – coincé les migrants, mais causé aussi, dans ces Etats autrefois unis dans la Yougoslavie, des réactions locales, car elles compliquent les relations quotidiennes personnelles, de travail, de commerce, de leurs habitants : c'est ainsi que s'est constitué un groupe baptisé « Front Ouvrier » dont les commandos nocturnes coupent une certaine longueur de barbelés entre la Croatie et la Slovénie et les revendent au profit d'un fonds de solidarité pour les migrants (25).

On peut se demander si la balance entre ce que paient les migrants globalement et ce que l'Europe dépense pour limiter leur entrée ne correspond pas à un prix payé par le migrant pour avoir un emploi, comme on vit autrefois proliférer dans différents pays des bureaux de placement payants.

Si l'on s'est attaché dans ces récits à l'Europe, c'est parce que cela nous touche directement et que les médias sont donc particulièrement prolixe sur ce point limité de la question mondiale des migrations. Mais on retrouve, à des degrés divers, la même horreur dans des migrations « de seconde zone ».

Juste un récit d'un migrant vers l'Afrique du Sud : « Alors qu'on lui avait promis "une belle voiture", M. Giro a parcouru la première étape du voyage – la traversée du Kenya et de la Tanzanie – à bord d'un minibus bondé. Il a tout de même eu de la chance, car l'autre moitié du groupe de 76 Éthiopiens dont il faisait partie

(24) « Barrière frontalière hongroise », Wikipédia (https://fr.wikipedia.org/wiki/Barri%C3%A8re_frontali%C3%A8re_hongroise).
(25) http://communisme-ouvrier.info/?Europe-forteresse-Ces-europeens.

a fait le même trajet caché dans un chargement de bois à l'arrière d'un pick-up. Les deux véhicules ont emprunté des routes secondaires en mauvais état et roulé principalement de nuit afin d'éviter de se faire repérer. Les policiers qu'ils ont rencontrés les ont laissés poursuivre leur chemin en échange de pots-de-vin.

Juste avant la frontière du Malawi, les passeurs de M. Giro ont fait descendre les migrants dans le bush et les y ont laissés sans nourriture ni eau pendant cinq jours pour aller faire du repérage (...). "Nous avons partagé le peu d'eau que nous avions et mangé des feuilles", se rappelle M. Giro. "Plusieurs d'entre nous sont tombés malades à cause de la chaleur et du paludisme ; quatre personnes sont mortes pendant que nous attendions." (...) Une semaine plus tard, alors que M. Giro peinait à respirer à l'arrière d'un camion traversant le Mozambique, 42 Ethiopiens sont morts étouffés dans un autre camion qui parcourait le centre de la Tanzanie. Le chauffeur a abandonné les cadavres et les 85 survivants sur le bord de la route et continué son chemin. S'il n'y a pas eu de morts dans le véhicule dans lequel M. Giro voyageait, 16 personnes parmi celles qui se trouvaient à bord du camion chargé de bois sont décédées pendant le voyage. » On pourrait renouveler de tels faits dans le monde entier notamment dans l'assaut de migrants d'Amérique latine vers les Etats-Unis (26).

D'une manière ou d'une autre, la marchandise force de travail trouve un point d'utilisation ou de mise en réserve dans cet entrepôt de stockage que sont les camps divers. On laisse de côté ceux qui sont livrés en pièces détachées dans les trafics d'organes (27). Le trafic des enfants est aussi particulièrement apprécié et rémunérateur depuis l'esclavage industriel, domestique ou sexuel, la revente pour adoption ou le trafic d'organes (28).

Les autres pertes dans le stock global de cette marchandise, au cours des transferts qui sont exploitées médiatiquement pour faire accepter l'injection de cette force de travail bon marché dans les économies nationales, apparaissent tout aussi dérisoires, eu égard aux millions de migrants et à leur renouvellement constant ; ce ne sont finalement que les pertes et profits du commerce d'une marchandise et, vue sous cet angle, c'est une affaire très rentable.

Car il est un autre aspect dont on parle peu, celui de la dévalorisation de cette force de travail dont le migrant est porteur. Ce n'est pas tant dans la mutation traditionnelle d'un paysan, d'un ouvrier agricole ou d'un artisan en ouvrier industriel ou en employé des services, mais dans le fait que le migrant a eu dans son pays d'origine une activité professionnelle dans un certain secteur économique à un certain niveau de qualification et de position hiérarchique. Le plus souvent ce migrant, quelle

(26) « Les passeurs prospèrent et les tragédies se multiplient », irinnews (www.irinnews.org/fr/report/95877/migration-les-passeurs-prosp%C3%A8rent-et-les-trag%C3%A9dies-se-multiplient). De nombreux témoignages similaires : « Le long voyage d'un jeune Somalien vers la sécurité en Afrique du Sud », UNHCR, 20 septembre 2010 ; « L'enfer des migrants Est-Africains vers l'Afrique du Sud », Slate Afrique, 30 juillet 2012.

(27) « Voyage en barbarie, un documentaire réalisé par Delphine Deloget et Cécile Allégra : « Depuis 2009, 50 000 Erythréens sont passés par le Sinaï, 10 000 ont disparu ». Il existe plusieurs versions de ce documentaire, diffusé par la chaîne de télévision Public Sénat et par lemonde.fr http://abonnes.lemonde.fr/afrique/visuel/2014/10/13/voyage-en-barbarie-dans-le-desert-du-sinai_4501271_3212.html, et publié par *Le Monde* du 1er septembre 2014 et par Grands reporters.com (http://www.grands-reporters.com/Voyage-en-barbarie-2-Sinai-Deux.html) ; seule ce dernier site parle de trafics d'organes, s'appuyant su des témoignages qu'il cite au conditionnel. Affirmations à prendre avec prudence, donc, sans en exclure la possibilité. « Chez les bourreaux du Sinaï », *Le Monde*, 1er septembre 2014.
« Des immigrants victimes d'un trafic d'organes au Mexique », *Le Monde*, 7 novembre 2013.

(28) Ces enlèvements d'enfants concernent 124 pays, 40% dans l'Asie du Sud-Est et du Sud (*Rapport mondial sur la traite des personnes, 2014*, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime [ONUDC]).



communautaires sont encore les plus fortes. Parce qu'il n'existe pas de filet de sécurité sociale, les gens comptent encore sur leur famille, sur leur parenté, et sur leurs voisins, enracinant les liens sociaux plus profondément dans des réseaux locaux et dans la famille étendue et renforçant un sentiment de solidarité sociale de base.

Même les institutions sociales réagissent différemment de celles du Nord. Par exemple, Alabama A & M (Alabama Agriculture and Mechanical College), l'université noire historique de Huntsville, autorise les gens à récolter les choux frisés et les fanes de navets cultivés sur ses terres dans le cadre de son programme d'agriculture. Ce sentiment communautaire et cette confiance dans la parenté qui permettent de traverser les périodes difficiles sont parfaitement restitués (bien que sous une forme édulcorée) dans les films de Tyler Perry, où tous les problèmes disparaissent sans effort sous le soleil sudiste lors d'une réunion de famille étendue et avec l'aide d'une cuillerée de salade de pommes de terre. La famille étendue, ce « havre dans un monde dénué de cœur », offre un espoir, fût-il ténu, d'avenir meilleur.

J'ai vu ce que cette tradition communautaire avait de meilleur, assis en silence à une table de cuisine, où un groupe de femmes noires d'un certain âge parlaient des fils, des frères, et parfois des maris, pris dans le système carcéral de l'Alabama. Ce fut une conversation émouvante et souvent bouleversante.

Mais à la même table de cuisine, quelques jours plus tard, alors qu'un certain nombre des mêmes protagonistes sirotaient une bière, il y eut très peu d'échanges. Cette fois, tout le monde était absorbé par des vidéos de YouTube sur les téléphones portables. L'individualisme et l'isolement si caractéristiques de l'Amérique contemporaine étaient entrés en action. Le journal le plus lu à Huntsville n'est probablement pas le *Huntsville Times*, journal de la classe dominante, mais l'hebdomadaire *Hard Times*, qui « dénonce et montre du doigt » en publiant la photo d'identité et le casier judiciaire de toutes les personnes arrêtées la semaine précédente. *Hard Times* induit à la fois le sentiment que justice est faite, ce qui mine la solidarité et, chez les jeunes, il provoque un effet pervers en décernant un signe honorifique prouvant qu'on a fait « quelque chose » qui mérite d'être publié.

Cependant, derrière le rempart de ses « vous autres », l'existence de la classe ouvrière sudiste est submergée par la souffrance. Comme on le sait, il y a dans le Sud plus de diabétiques, d'obèses, de cardiaques, de malades du sida et de malades chroniques que partout ailleurs. Toute la région constitue une « Stroke Belt » (« ceinture d'infarctus ») ininterrompue, comme on dit dans le milieu officiel de la santé, avec des taux d'infarctus parfois deux ou trois fois plus élevés que la moyenne nationale. L'usage de stupéfiants, thermomètre de la misère sociale, n'en est pas responsable. Aux Etats-Unis, Huntsville compte parmi les points névralgiques du recours aux analgésiques, les médecins y délivrent 38 fois la moyenne nationale de prescriptions contestables de ces produits sous forme de piqûres (11).

A la suite de l'affaire de l'Oxy Contin (12), ou plus exactement à cause des mesures prises contre les centres de prescription qui suppriment la possibilité de s'approvisionner

(11) Amy Brittain, David S. Fallis et Dan Keating, « Pain and Gain : An Alabama Pain Clinic Stand Out amid Data on Medicare Payments », *Washington Post*, 10 mai 2014.

(12) En 2007, le groupe pharmaceutique Purdue Pharma a été condamné à une amende de 634 millions de dollars pour avoir masqué les effets de cet analgésique opiacé qui crée une forte dépendance. En 2013, le gouvernement américain a interdit l'une des pilules d'Oxy Contin, trop friable et donc facile à écraser pour être sniffée ou diluée et injectée comme une drogue.

déré sont peut-être les arrière-petits-enfants de ceux qui s'opposèrent à la conscription ou menèrent une guérilla contre les Confédérés.

On découvre un exemple plus récent de cette histoire alternative dans la grève sauvage de 1967 à l'usine Masonite (9) de Laurel, dans le Mississipi (10). La direction exploita le fait que le syndicat local était dirigé par un membre du Ku Klux Klan pour distribuer aux travailleurs des tracts les encourageant à franchir les piquets de grève, au motif que cette grève n'était pas dans leur intérêt, tandis que l'Internationale lui retirait son soutien : tous les éléments pour la faire échouer étaient réunis. Mais, grâce à l'intervention des militants du mouvement des droits civiques du Southern Christian Education Fund (SCEF), fondation chrétienne pour l'éducation dans le Sud, des rassemblements multiraciaux se formèrent et attirèrent des centaines de travailleurs dans les champs alentour pendant des mois. La grève, qui n'était que l'une de celles, nombreuses au Mississipi à cette époque, auxquelles participait le SCEF, échoua, mais les travailleurs publièrent un journal et formèrent un parti des travailleurs pour contester les élections locales à Laurel. Aujourd'hui, toute cette histoire est oubliée.

Dans son autobiographie de 2008, *The Wrong Side of Murder Creek : A White Southerner in the Freedom Movement,* Bob Zellner, l'un des organisateurs du SCEF mêlé à cette grève, rapporte un incident au cours duquel certains grévistes blancs, dont les idées racistes étaient de notoriété publique, lui ont demandé de « discuter de ce truc communiste ». À sa grande surprise, il lui ont déclaré qu'ils « avaient vérifié et que tout ce qu'ils pouvaient en dire était qu'ils étaient tous communistes, parce que ça signifiait que les gens devaient partager et partager équitablement et qu'ils étaient tous égaux. » A son échelle réduite mais néanmoins significative, la grève de Laurel démontre que la conscience n'évolue pas grâce à une propagande abstraite mais grâce à la pression des événements réels. Les gens commencent à agir différemment alors même que les vieux modes de pensée qu'ils utilisent pour comprendre leur situation sont en décalage avec leur besoin d'agir pour résoudre un problème concret.

Aussi exceptionnelle qu'ait pu être l'expérience de Laurel, elle n'était qu'une retombée de l'effervescence qui accompagna le mouvement des droits civiques. Le mouvement lui-même était en grande partie le produit de l'isolement régional du Sud rural, tout comme l'étaient, dans le domaine de la culture, les conditions sociales et culturelles qui produisirent un Elvis Presley ou un B. B. King. L'isolement qui fut à l'origine de ces deux phénomènes a désormais pratiquement disparu, il a été érodé par des décennies de modernisation et par les effets conjugués du développement économique après la guerre contre la pauvreté et cette érosion s'est accélérée plus récemment sous l'effet uniformisant d'Internet.

C'est pourquoi il n'y aura pas de reprise du mouvement des droits civiques dans le Sud, et on ne découvrira pas un nouvel Elvis Presley, chanteur au style local particulier, en train de servir de l'essence dans un bled du Mississipi. En revanche, le Sud est soumis aux mêmes forces que le reste du pays. Mais ce fait a également des effets paradoxaux.

D'une part, ici l'entraide et les traditions qu'ait été sa position antérieure, se trouve réduit au plus simple de la condition de prolétaire. Car de nombreux obstacles vont contrarier ses bonnes volontés d'insertion : langue, différences techniques, culturelles, assignation géographique, racisme, règles juridiques. D'un autre côté, l'inaction dans les camps (qui concerne de loin les plus nombreux des migrants actuels) et la situation d'assisté permanent entraînent une déqualification dans un monde en évolution technique accélérée. Certains camps permanents ont pourtant réussi à organiser des formations scolaires et professionnelles, mais dans une bonne partie des camps les migrants n'ont accès à rien.

### *Les camps, réservoirs de la force de travail*

Dans la filière de la migration, un peu comme dans un jeu de l'oie, une case rétention plus ou moins longue peut être la case dans laquelle tombe le migrant. Cette case est le « camp » dont l'origine, la nature, le caractère peuvent être fort divers (29).

Bien sûr, ces camps ont existé depuis longtemps mais depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les premiers de quelque importance ont suivi la constitution de l'Etat d'Israël (1948) et l'expropriation des Palestiniens. Une bonne partie se sont retrouvés dans des camps au Liban (le camp de Chatila à Beyrouth a été créé en 1949), en Jordanie et en Cisjordanie ; ils y sont encore, deux générations après, avec toujours l'espoir fallacieux d'un retour dans le pays dont ils ont été exclus.

On trouve encore ce type de camps qui sont le sous-produit de guerres, notamment en Afrique et maintenant autour de la Syrie. Ces camps « officiels » regrouperaient jusqu'à 15 millions de réfugiés dans le monde.

Un seul exemple : le camp de Dadaah au Kenya, proche de la frontière somalienne, abrite plus de 400 000 réfugiés, principalement somaliens, fuyant le chaos de leur pays parfois depuis trois générations. C'est le plus grand du monde, une véritable ville qui a développé une activité commerciale, et dont ne sont partis en 2014 que 500 personnes, parce que la plupart ne peuvent payer un passage (30).

Dans de tels camps « officiels », un minimum de subsistance est assuré par l'ONU et/ou les ONG, mais ce minimum n'existe guère dans les camps « sauvages », plus ou moins improvisés mais devenus permanents, dont le modèle, si l'on peut dire, est la jungle de Calais (6 000 migrants, auxquels il faut ajouter les 3 000 de « l'annexe » de la jungle à Grande-Synthe, dans l'agglomération de Dunkerque).

Ces camps « provisoires » se sont multipliés ces derniers temps comme conséquence d'une énorme et hypocrite décision politique relative aux émigrés syriens, aujourd'hui les plus nombreux. Sur les 14,5 millions de Syriens qui ont fui leur pays, 40 % se trouvent dans des camps en Turquie, en Jordanie, en Libye et en Egypte. La décision de l'Allemagne d'accueillir jusqu'à 1,3 million de Syriens a donné un vernis humanitaire à la froide politicienne Merkel, alors qu'elle a agi au seul bénéfice du capital allemand, en manque de main-d'œuvre à cause du déficit démographique (on oublie souvent que l'Allemagne compte depuis des années 4 à 5 millions de Turcs et Kurdes et que l'intégration des Syriens ne poserait guère de problèmes). La décision, aussi brutale, de fermer le robinet a brusquement rompu la filière, alors que

(9) Masonite fabrique des plastiques.

(10) Des documents d'archives de SCEF sur Laurel sont disponibles en lignes. « Les leçons de Laurel » à l'adresse suivante : http://www.crmvet.org/info/68_scef_laurel-r.pdf ; et « Grève et organisation des travailleurs à Masonite » à l'adresse suivante : mscivilrightsproject.org (http://mscivilrightsproject.org/index.php?option=com_content&view=article&id=89:masonite-strike-and-worker-organization&catid=403:organization&Itemid=42).

(29) *Un monde de camps,* dir. par Michel Agier, éd. La Découverte, 2014.

(30) En Afghanistan un autre exemple de camp actif avec des émigrés locaux : « A Gulan la ville fleurit sur le camp », *Libération,* 15 juin 2015 (http://www.liberation.fr/planete/2015/06/24/a-gulan-la-ville-fleurit-sur-le-camp_1336414). – « A Dadaab on Naît, on meurt, depuis trois générations » *Libération,* 29 septembre 2015 (http://www.liberation.fr/planete/2015/09/29/a-dadaab-on-nait-on-meurt-depuis-trois-generations_1393537).

nombre de Syriens répondant à l'appel d'air allemand étaient déjà dans les différents pays étapes de la filière. Les frontières se sont fermées progressivement, les contraignant, à l'instar des migrants de Calais ou de Libye, à s'installer sur place dans des camps improvisés ; cela s'est prolongé ainsi par un effet de dominos jusqu'à la frontière turco-syrienne.

La Turquie compte déjà plus de 2 millions de réfugiés syriens dans des camps « plus classiques » où ceux qui fuient la mort sous les bombardements russes autour d'Alep sont parqués du côté syrien dans des camps de fortune, restant sous la menace de la guerre. La présence de ces camps sauvages produits de décisions politiques deviennent eux-mêmes un élément de tractation politique autour de chantage – « aidez-nous financièrement ou autre ou nous ouvrons les vannes pour porter l'invasion chez vous ».

Ces camps provisoires posent à ces Etats des Balkans un problème réel : avec des taux de chômage qui peuvent atteindre plus de 30% de la population active et des économies à la dérive, comment ces Etats peuvent-ils humainement accueillir des milliers de réfugiés bloqués ainsi sur leur territoire et subvenir temporairement à leurs besoins sans une aide extérieure ? C'est particulièrement le cas de la Grèce, qui est le premier maillon de la chaîne d'évasion-invasion dans l'Union européenne des émigrés syriens : en gros « nous fermons nos frontières et vous effacez la dette sinon on laisse passer ». Une solution serait – paraît-il – que l'Europe finance la construction d'un camp permanent capable d'absorber près d'un million de réfugiés syriens (31).

Une autre formule se trouve dans les camps de rétention dont les « hôtes » ne sont là que pour un temps mais constamment renouvelés au fur et à mesure des chasses au migrant : les 1 000 centres de rétention connus regrouperaient, à un moment ou à un autre, plus de 1 million de ces hôtes de passage (32).

Il existe des camps encore plus sinistres et secrets comme celui de Misrata où sont enfermés dans les pires conditions 20 000 migrants arrêtés en Libye (33). 200 000 prisonniers politiques croupiraient dans les camps secrets de détention de Bachar Al-Assad, et on ne sait combien dans des équivalents en Ethiopie ou dans le Sud-Soudan. Tout aussi sinistres que secrets, aux confins sud de la Birmanie, ces camps clandestins « privés » qui compteraient plus de 140000 « résidents » bangladais ou des minorités opprimées birmanes, moitié camps de transit, moitié camps de la mort, dont témoignent la découverte de charniers. Les camps, quels qu'ils soient, font aussi partie d'un cycle industriel, à commencer par la fourniture de ces innombrables tentes, d'un minimum d'équipement matériel de voirie, d'adduction d'eau et d'électricité, jusqu'aux fournitures alimentaires. Si l'Union européenne peut verser 30 millions à l'Ukraine pour l'entretien de centres de rétention et de camps de transit, on peut imaginer l'ensemble du financement d'origines diverses des camps « officiels». C'est là que s'immisce l'industrie. Pour les services dans ces camps sont lancés des appels d'offres internationaux. Un certain nombre de sociétés existent

(31) « Life on the line. Immigration fleeing violence and poverty, Hondurans making dangerous journey to the US only to become part of a bitter political figh », *Financial Times*, 1er juillet 2014, ou encore: « Two FT journalists report from different sides of the US border, speaking to Hondurans fleeing poverty and violence for a better life in America (http://podcast.ft.com/2014/07/18/). « Greek debt to the key to refugee crisis », *Financial Times*, 26 janvier 2016.

(32) « Réfugiés, le retour de l'Europe forteresse », *Le Monde*, 27 novembre 2015. « After joining the UE a decade ago central and eastern countries largely bought into the union liberalisation agenda », *Financial Times*, 27 novembre 2015.

(33) « Libya detention center is flip side or Europe's immigration crisis », McClatchy DC, 2 avril 2015 (http://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/world/article24783472.html).



slogan qui servait à brocarder ceux qui travaillaient au développement du Nouveau Sud il y a plus d'un siècle, les inégalités entre les classes sont très nettes ici. Tandis qu'ingénieurs, chercheurs et techniciens roulent en Prius et en BMW, travaillent dans de beaux parcs technologiques, et font leurs courses dans des centres commerciaux haut de gamme comme celui de Bridge Street, dans University Drive le bus déverse les travailleurs mal payés du secteur des services qui vont travailler dans les centres commerciaux proches où abondent les chaînes de fast food, les Dollar Generals (7), les hôtels très bon marché, les magasins d'occasion, etc. Les bus ne passent qu'une fois par heure et si on le rate ou s'il tombe en panne, on est très en retard et on peut même perdre son travail. Et ces bus ne roulent plus après 18 heures, c'est tant pis pour qui est coincé dans un emploi à horaires flexibles.

En raison d'une particularité exaspérante tout à fait typique du Sud profond, tous les bus de Huntsville doivent passer par un dépôt central, dans le centre-ville, et c'est le seul endroit où l'on puisse prendre une correspondance. Le dépôt lui-même est un excellent centre de socialité pour la classe ouvrière, où les détenus récemment libérés des prisons et des camps de travail du sud de l'Etat se mêlent et se heurtent aux ménagères, aux drogués, aux cuisiniers de fast food qui parlent de ce qui s'est passé chez eux et au travail. Les gens demandent des cigarettes, font la monnaie, et échangent des ragots, parce qu'ils se connaissent presque tous ou sont apparentés à quelqu'un.

Dans les bus de Huntsville, les relations sociales sont à des années-lumière de celles qui ont cours dans les villes du Nord comme Baltimore, où les tensions sont palpables, où n'importe qui peut « partir en vrille » n'importe quand et où les gens s'enferment dans les écouteurs de leur iPhone personnel pour éviter les autres. Ici, au moins, les gens se parlent et échangent. Mais il n'empêche qu'un trajet en bus à Huntsville est beaucoup plus long et moins fiable.

## *L'âme divisée du Sud*

Il est aisé de ne voir dans l'histoire du Sud qu'un enchaînement ininterrompu de misère noire, de racisme virulent, d'arriération sociale – une région qui donnait carte blanche au capital pour faire tout ce qu'il voulait, quand il le voulait. Mais si cela vaut pour décrire des tendances générales, cela ne tient pas compte des nuances et des contradictions qui parcourent encore cette région. Quelqu'un a dit, en paraphrasant Sartre, que ce qui compte, « ce n'est jamais ce qu'on t'a fait mais ce que tu en fais ». Et il en va ainsi dans le Sud.

Tout au long de l'histoire sudiste, il existe un récit non officiel différent de l'histoire conventionnelle, et qui a été, pour l'essentiel, découvert récemment. L'historien David Williams, dans des ouvrages comme *Bitterly Divided,* son livre sur la résistance intérieure à la guerre civile, a brillamment restitué cette histoire occultée. Plus récemment, *Dixie Be Damned,* de Neal Shirley et Saralee Stafford, renoue également les fils de ce récit alternatif. Faiblement peuplé, le comté de Winston majoritairement blanc, à quelques dizaines de kilomètres de Huntsville, par exemple, fit sécession pendant la guerre civile, et forma « l'Etat libre de Winston ». L'histoire officielle n'incorpore que de très rares et très ténus fragments de cette histoire, et l'ironie de l'histoire, c'est que ceux qui chantent les louanges du vieux Sud (8) en agitant le drapeau confé-

(7) Dollar Generals : entreprises de grande distribution à bas prix.

(8) Old Dixie : Dixie est le nom donné aux Etats du Sud esclavagistes.

En 1930, le Mississipi élabora un programme appelé « Balancing Agriculture With Industry » (« Equilibrer agriculture et industrie »), ou BAWI, qui utilisait des obligations municipales pour attirer les industries. Ces obligations étant exemptées d'impôts, cette méthode devint pour le capital industriel un moyen lucratif et sans risques de profiter de la solvabilité des finances publiques. De généreuses exemptions fiscales ainsi que des prêts, à faible taux d'intérêts ou sans intérêts, prélevés directement dans les coffres municipaux, vinrent engraisser les employeurs potentiels que l'on encourageait ainsi. En raison du succès remporté par le BAWI, le modèle s'étendit rapidement à tout le Sud. Ce qu'il y a d'ironique, c'est que très fréquemment, les villes sudistes finissaient par être propriétaires des usines et par les louer à des entreprises, ce qui, à une certaine période, fit peut-être du Sud la région du pays où le niveau de socialisation de la production était le plus élevé.

La plupart des villes sudistes, grandes et petites, ayant peu de traits distinctifs hormis des terres et une main-d'œuvre bon marché, la concurrence était rude pour attirer les industries. Afin que les industriels puissent se sucrer davantage, les villes leur accordaient encore d'autres avantages ; ainsi Star City (Arkansas) imposa-t-elle préventivement une redevance de 1 000 dollars par jour sur les syndicalistes potentiels dans le but d'empêcher la délocalisation d'une usine d'habillement, en dépit de l'inexistence de toute action syndicale prévisible.

A leur tour, les employeurs ne tardèrent pas à comprendre quelle chance ils avaient et apprirent à manipuler le système pour en tirer tout ce qu'ils pouvaient – c'est ce qu'on appelle « jouer un double jeu », jouant sur la rivalité entre les grandes et les petites villes, les comtés et pour finir, les Etats entiers. Le gouvernement fédéral ne s'en avisa qu'en 1969 et supprima les points faibles de la fiscalité des obligations qui alimentait ce système de subventions dissimulées. Mais entre-temps, des dizaines de milliers d'emplois industriels du nord avaient été délocalisés dans le Sud. Avant l'accord de libre-échange nord-américain (Alena), un « grand bruit de succion » montait du Mississipi, de l'Alabama, et des Carolines.

En outre, et cette fois au niveau fédéral, l'Etat joua un rôle dans une politique de keynésianisme militaire à l'époque de la seconde guerre mondiale. Les politiques sociales du New Deal à l'origine des énormes programmes de travaux publics tels que la Tennesse Valley Authority prirent fin. Grâce aux fonds du département de la défense, un nombre excessif de bases militaires partit vers le Sud, transformant toute la région, non seulement directement par la construction de usines et de casernes, mais aussi indirectement, par l'investissement dans des infrastructures nécessaires telles que des routes et des ponts.

L'Alabama n'échappa pas au keynésianisme militaire. Huntsville, par exemple, avait été un petit centre textile de 30 000 habitants avant que la Nasa n'y installe son Centre spatial Marshall, mais elle a poussé comme un champignon et elle est désormais la ville de l'Etat qui croît le plus vite. Bien que les casernes ne soient plus en activité, sur la carte le tentaculaire arsenal Redstone tient presque autant de place que la cité de Huntsville elle-même.

De nos jours, imitant en cela le reste du pays, l'économie de Huntsville présente deux faces. Même si l'on n'en est plus à « Cocktails pour l'élite et pellagre pour les autres » (6),

(6) « Juleps for the few, Pellagra for the crew. » Julep désigne un cocktail à base de menthe, de bourbon, de sucre et d'eau que l'on associe à la gastronomie du Sud et qui a inspiré le mojito. La pellagre est une maladie due à la malnutrition.



sur un plan international et répondent à ces appels d'offres : le moins offrant gagne la timbale et n'en donne aux migrants que ce qu'il en a reçu. On connaît certaines de ces sociétés : Serco, Mitie and Geo Group, Broad Spectrum, Transfield Services (qui agissent aussi dans les services aux prisons) (voir http://business-humanrights.org, qui proclame sur son site : « Nous travaillons avec tous pour faire progresser les droits humains dans le monde des affaires »), dont les actionnaires sont parfois les fonds de pension mais dont la finance se détourne quelque peu, pas pour des raisons morales mais pour défaut de rentabilité. En fait c'est une activité bien moins documentée que ce que rapporte le transit des migrants pour cette question de rentabilité.

Reste une question, la plus importante pour le migrant porteur de la force de travail. Le camp est une sorte de stockage de la marchandise force de travail, mise en réserve pour on ne sait quel futur productif. D'une certaine façon, le séjour dans le camp peut avoir des effets contradictoires : d'une part l'inaction et la coupure du monde extérieur en perpétuelle évolution entraîne une dévalorisation de la force de travail du migrant, de l'autre au contraire l'auto-organisation du camp peut permettre, comme à Dadaah au Kenya, d'élever le niveau d'instruction et de développer es formations de qualification, de sorte que l'on peut affirmer aujourd'hui que dans ce camp le niveau d'instruction et de qualification est largement supérieur à la moyenne de la population locale alentour.

Il n'en reste pas moins que pour beaucoup, l'entrée dans le camp peut signifier un long séjour : l'impécuniosité de la plupart leur interdit de pouvoir postuler dans une filière quelconque de l'émigration. Reste une voie tragique qui pour être limitée (elle concerne vraisemblablement plus de 100 000 personnes) n'en existe pas moins, comme une épée de Damoclès sur toute « tête » d'un camp. Affirmer à l'un de ceux-ci qu'une possibilité de sortie vers un pays d'accueil (dans notre exemple, Israël) existe était le travail d'un gardien ou d'un recruteur qui vendait ainsi une centaine d'euros le migrant naïf et le remettait à un passeur. Celui-ci le revendait à un autre passeur et de fil en aiguille, le migrant parvenait dans des centres secrets dans le désert du Néguev avec une valeur de 1 000 euros qu'il devait « rembourser » s'il voulait entrer en Israël. C'est sa famille élargie restée au pays qui devait envoyer l'argent, et pour la faire céder des images de séances de torture lui étaient envoyées via Internet et iPad. Si rien ne venait le migrant était tué et ses organes récupérés pour transplantation (voir note 27). La construction d'un mur de séparation avec Israël a mis fin à cette filière, mais elle existerait eencore ailleurs, notamment en Libye.

On pourrait aussi classer comme un camp l'amoncellement des migrants de l'intérieur des Etats qui s'agglutinent dans des sortes de ghettos à la périphérie des villes, notamment du tiers monde. Ils peuvent bien sûr en sortir, soit pour gagner emploi et résidence hors du bidonville soit pour tenter les filières de l'émigration, mais le plus souvent leur impécuniosité est une barrière aussi infranchissable que les barbelés des camps matérialisés.

## *Migrations et socialisation*

Un des points souvent soulignés sur la montée du capitalisme réside dans la constatation qu'en regroupant les travailleurs dans une seule unité on créait une collectivité unie dans une condition identique en un seul lieu, l'usine : cette forme de socialisation était opposée à une individualisation antérieure d'unités individualisées de production dépendant d'un seul patron. On citait en exemple ce qui constituait un de ces premiers regroupements, celui des tisserands travaillant à domicile sur

leur métier à tisser regroupés dans une seule usine de tissage.

Ce n'était qu'en partie exact car une autre forme de socialisation existait auparavant, tant chez ces producteurs indépendants que chez les paysans dont le déracinement allait constituer l'essentiel de la force de travail initiale du capital. En témoignent par exemple les mouvements collectifs de paysans locaux ou généraux au cours du Moyen Age et jusqu'à aujourd'hui. Comme le capital a toujours détruit les systèmes préexistants pour se développer, la socialisation qu'il introduisait se substituait à celles qui préexistaient. Mais elle était tout autant nocive pour lui : une telle socialisation était à l'origine de résistances individuelles et collectives de sorte que le capital se trouvait dans la nécessité, pour que le procès de production fonctionne sans heurts, de les briser ou de les intégrer. Ce qui ressort de toute son évolution depuis sa consolidation.

Les migrations, de natures différentes parce que sortant des cadres nationaux, qui se sont développées depuis la moitié du XIXe siècle, d'abord de l'Europe vers les Amériques, puis intereuropéennes, pour devenir internationales comme elles le sont aujourd'hui, posent toutes cette question de destruction d'une socialisation dans le pays d'origine du migrant, qui retrouve inévitablement une autre forme de socialisation, soit au cours de son transfert soit lors de sa fixation dans son pays d'accueil. C'est encore le sort des migrants d'aujourd'hui, mais dans les migrations récentes, notamment d'Asie vers l'Europe, la destruction de la socialisation d'origine est évidente dès le départ mais par contre, on ne sait rien de ce qu'elle sera dans le pays d'accueil. Dans ce creuset que sont les migrations d'aujourd'hui, on ne souligne souvent que les conflits dans les divisions naturelles dérivant des nationalités, religieuses et/ou ethniques, reproduisant une socialisation parcellaire d'origine, ou bien dans cette division artificielle introduite par les pays d'accueil entre réfugiés et migrants économiques, ou sociale entre les riches et les impécunieux.

On ne parle guère de cette socialisation peut-être éphémère qui ne peut que se tisser, même sous des formes très élémentaires, entre migrants de même origine ou entre migrants de toutes origines : une telle socialisation ne peut que surgir de la condition commune dans laquelle ils sont placés. Elle existe mais personne n'en parle, elle appartient à la geste des relations humaines. Cette question a pu se poser dans le passé, par exemple aux migrants traversant l'Atlantique pour gagner les Etats-Unis. Mais elle se posait beaucoup moins pour les migrations nationales ou intereuropéennes, qui étaient souvent plus individuelles.

Cette socialisation éphémère peut même se prolonger dans le pays d'accueil, mais ici aussi c'est une terre inconnue et on ne peut que l'évoquer. De toute façon, ces formes transitoires de socialisation seront absorbées dans la socialisation globale du capital sous ses formes nationales.

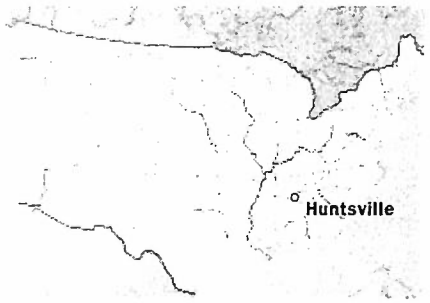
### *Le bout du voyage : l'insertion du migrant force de travail dans le « pays d'accueil »*

Une fois que le migrant est parvenu d'une manière ou d'une autre à une sédentarisation dans un camp ou un hébergement quelconque dans un pays d'accueil, une autre forme d'industrie se met en place pour leur logement, leur nourriture, leurs soins, leur reconversion professionnelle. Mais tous ne sont pas logés à la même enseigne.

On voit réapparaître ici la grande division, artificielle mais réelle, entre réfugiés (migrants politiques) et migrants économiques. Les premiers sont seuls à pouvoir « bénéficier » du droit d'asile, c'est-à-dire à être autorisés à rester plus ou moins longtemps dans un pays défini.

Leur « accueil » n'est pas en principe l'af-






terme du programme Medicare est encore incertain. Il est prévu de fermer les parcs de l'Etat et de réduire les services publics. La TVA de l'Alabama, qui s'élève à 9 cents par dollar, s'applique même à la nourriture, ce qui est une épreuve supplémentaire, même si elle n'est pas inattendue, abusivement imposée aux travailleurs et aux pauvres.

La coupe budgétaire la plus tristement célèbre, celle qui a attiré l'attention au niveau national, a été le programme de fermetures échelonnées des bureaux de permis de conduire, programme qui, dès mars 2016, n'aurait laissé que quatre bureaux ouverts dans tout l'Etat (3). Cette décision a été très largement comprise comme un moyen de réduire la participation des Noirs aux élections, car – en Alabama, grâce à la loi qui oblige l'électeur à prouver son identité – les électeurs sont obligés de produire un document officiel, et un permis de conduire en cours de validité en est la forme la plus courante. On a moins remarqué qu'il était prévu de maintenir l'ouverture des magasins de vins et spiritueux non rentables agréés par l'Etat dans nombre de petits comtés ruraux, ce qui signifie qu'il serait plus facile d'acheter une bouteille de gnôle que de voter.

La loi stipule que tout alcool vendu dans l'Etat de l'Alabama le soit par l'intermédiaire de l'Alabama Beverage Commission. Cet organisme augmente les prix de 30 %, puis ils augmentent encore lorsqu'on leur applique les taxes de l'Etat. Par conséquent, une bouteille à 10 dollars finit par en coûter 21. Le recours massif à des taxes régressives, comme la TVA, signifie que l'Alabama, à l'instar de nombreux Etats du Sud profond, finance en fin de compte son budget sur le dos des salariés, cependant que la classe politique locale dénigre le timide programme de l'Obamacare en le qualifiant de « complot socialiste » et refuse d'étendre le programme Medicaid.

Mais les choses vont actuellement si mal que l'Etat d'Alabama ira jusqu'à vous prendre votre sang. Fin octobre, un juge a proposé à des inculpés, trop pauvres pour payer leurs amendes, de faire un don de sang. L'Etat est littéralement devenu un vampire (4).

Cette manière de répartir les taxes a une longue histoire dans le Sud profond. De fait, une grande partie de l'accumulation capitaliste qui alimenta le développement industriel du Sud après la guerre civile était ouvertement prélevée sur les travailleurs, contrairement à ce qui se passait ailleurs. Le Tennessee, par exemple, est un cas particulièrement frappant : on a fait pression sur les ouvriers pour qu'ils fassent un versement hebdomadaire à un fonds immobilier pour la construction d'une nouvelle usine (5). Comme nombre d'autres phénomènes qui prennent naissance dans le Sud et finissent par s'étendre au Nord, c'est là que les Etats ont commencé à sub-

(3) Lee Roop, « State Will CLose All But Four Drivers' Licence Offices Next Year if Budget Cuts Stand » *Huntsville Times*, 19 octobre 2015 – http/www.al.com/news/index.ssf/2015/08/state_says_it_will_close_all_b.html).

(4) Campbell Robertson, « For Offenders Who Can't Pay, It's a Pint of Blood or Jail Time," *New York Times*, 19 octobre 2015 (http://www.nytimes.com/2015/10/20/us/for-offenders-who-cant-pay-its-a-pint-of-blood-or-jail-time.html).

(5) James C. Cobb, *Industrialization and Southern Society 1877-1984*. Dorsey Press, 1984.

# JE VOUS ÉCRIS DE HUNTSVILLE, ALABAMA *

Texte paru dans The Brooklyn Rail de décembre 2015-janvier 2016 : http://www.brooklynrail.org/2015/12/field-notes/huntsville-notes

HUNTSVILLE, NICHÉE AU PIED DES APPALACHES, à l'endroit où ils s'effacent pour laisser place à la plaine agricole d'Alabama, est à mille lieues du monde de la ceinture rurale très pauvre à la terre argileuse de l'Alabama du Sud – la fameuse Black Belt de Selma, de Montgomery et de « Bloody Lowndnes » qui a donné naissance au mouvement pour les droits civiques (1).

Mais contrairement à la Black Belt, la région de Huntsville est trépidante et bourdonnante grâce aux nouveaux emplois de l'industrie et du secteur de la défense. Remington projette de relocaliser à Huntsville une grande usine du nord de l'État de New York, en partie parce que la culture de l'Alabama est moins hostile au port d'arme et ne l'interdit pas. GE Aviation vient d'annoncer la création d'un projet très important, une usine high-tech de fabrication de produits en carbure de silicium pour l'industrie aérospatiale en plein essor de Huntsville. Même le port somnolent de Mobile, situé dans le golfe à l'extrémité sud de l'Etat, a décroché l'implantation de la très rentable usine de North American Airbus, la première de cette entreprise. Et les travailleurs d'United Auto Workers ont remporté une victoire rare, mais dont le Sud profond avait bien besoin, en organisant la Commercial Vehicle Company, petit fournisseur de pièces automobiles, à Piedmont.

Cependant les finances de l'Etat d'Alabama sont en chute libre, en grande partie parce que le corps législatif, vraisemblablement le plus à droite du pays, refuse d'augmenter les impôts des entreprises (2). Le dernier budget, menacé d'un déficit de 200 millions de dollars, aurait ruiné le programme Medicare de l'Etat ; en dépit d'un sursis pour l'année fiscale à venir grâce à un financement du même ordre, l'avenir à long

(1) Référence à une marche pour les droits civiques, qui devait conduire les manifestants de Selma à Montgomery pour protester contre l'assassinat d'un manifestant par la police, le 18 février 1963, dans une autre ville de l'Alabama, Marion. Le dimanche 7 mars, les 600 marcheurs sont violemment chargés par la police qui les empêchent de franchir un pont. Il y aura 60 blessés. Une nouvelle marche réunissant cette fois 50 000 personnes atteindra Montgomery le 25 mars. En août, le congrès américain votera le Voting Rights Act, qui entérine définitivement le droit de vote pour les Noirs.

(2) Jason Zengerle, « The Civil Rights Mouvement is Going in Reverse in Alabama », *The New Republic*, 10 août 2014 (https://newrepublic.com/article/119019/civil-rights-movement-going-reverse-alabama).



faire des ONG, mais dans le cas contraire celles-ci doivent aussi trouver des fournisseurs du minimum de survie.

La diversité des situations ne permet d'évoquer que quelques exemples hors les cas, relativement fréquents, où le migrant est pris en charge à travers des relations familiales ou de voisinage d'origine (un cas fréquent chez les Latinos migrants aux Etats-Unis). Des exemples de ces « solutions d'urgence » : à Vienne en Autriche une famille de trois personnes est hébergée dans un hôtel bas de gamme converti en centre d'accueil ; le gargotier perçoit de l'Etat 19 euros par jour et par personne pour leur assurer l'hébergement minimal, trois repas journaliers, et empoche ainsi 65 000 euros par mois pour héberger a minima dans un hôtel sordide 150 migrants arrivés dans la Terre promise.

On trouve partout dans les pays d'accueil des réfugiés une multitude de formules similaires dispensées pour un temps plus ou moins long avec des compléments, notamment pour l'apprentissage de la langue ou autres formations. Mais il est difficile de chiffrer les sommes consacrées aux réfugiés par les collectivités publiques, d'autant que les réfugiés sont souvent dispersés.

Un peu partout en Europe, de telles solutions d'hébergement provisoire existent et deviennent parfois un juteux business, ce que montrent maints exemples. Empiler cinq ou six migrants payant chacun 20 euros par mois dans une seule chambre pour laquelle on reçoit 30 euros par mois de subvention locale est une affaire « intéressante » pour tout hôtelier, au point qu'en Allemagne, l'offre hôtelière s'est tarie jusqu'à obérer la fréquentation régulière hôtelière (voyageurs divers et tourisme). En Suède, à Skarn (10 000 habitants), un ancien sanatorium transformé en centre d'accueil a reçu en 2014 12 millions d'euros de subventions et en a retiré 10 % de profit ; ce groupe gère dans le pays 32 autres centres.

Dans tout le pays, 250 centres d'accueil ont ainsi reçu 191 millions d'euros. Les mêmes groupes dont nous avons parlé à propos des camps œuvrent également dans cette fourniture de « services aux réfugiés » (34). Au Danemark, il a été question de faire payer au migrant son séjour en le contraignant à donner la totalité de ce qu'il avait réussi à conserver de ses possessions (argent, bijoux, etc.) au-delà de 1 340 euros ; on ne sait pas si ce projet a été réalisé.

Bien sûr les migrants économiques ou les exclus du droit d'asile sont laissés à eux-mêmes ou à la solidarité des autochtones. Ils s'agglutinent avec les SDF, campent ici ou là, squattent et partagent, d'expulsion en expulsion, ces lieux combien précaires. Certains finissent par trouver un emploi au noir et même un logement. Ou encore sont laissés aux bons soins d'associations qui doivent pallier les défaillances gouvernementales en la matière tout en subissant une baisse importante des subventions publiques, pour cause de rigueur. Le contrôle sanitaire des migrants, réintroduit en force sous Sarkozy avec la transformation de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (Anaem) en Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), accroît encore la précarité.

Suivant les pays, ces migrants peuvent vivre de situations de quasi-esclavage ou tout aussi dangereuses que celles qu'ils ont affrontées au cours du transfert. Ainsi ceux qui passent en Grande-Bretagne, clandestinement ou pas, peuvent finir dans un véritable esclavage moderne dans l'agriculture, la pêche, les hôpitaux ou le BTP (35).

(34) « Des systèmes d'asile très inégaux en Europe »,www.euractiv.fr/section/justice-affaires-interieures/news/des-systemes-d-asile-toujours-tres-inegaux-en-europe/.

(35) «UK migration: Toil, trouble and tension » et «Ruthless UK employers trap migrants in 'modern-day slavery' », *Financial Times*, 12 août 2015.

D'autres continuent de s'agglutiner à des points de passage comme Calais. Leur coût pour la collectivité qui les accueille est principalement celui du déploiement de moyens policiers ou autres pour les expulser ou les empêcher de se regrouper ou les entretenir dans les centres de rétention.

Mais ce qu'il importe de faire ressortir, c'et l'incidence souvent positive que l'accueil des migrants peut avoir sur l'activité capitaliste locale, au-delà des spéculations médiatiques.

Il faut cesser de considérer le problème des migrants sous les aspects divers que nous avons évoqué pour le centrer sur ses seuls aspects économiques et au-delà sur la relation que l'on peut faire entre les migrations modernes et celles du passé.

Se concentrer sur les aspect humanitaires et/ou politiques masque les réalités économiques : en France, près d'un tiers de la population est issu de l'immigration. Cette ancienne immigration de l'entre-deux-guerres est pratiquement invisible dans l'ensemble de la population. Il n'en est pas de même pour les immigrés récents, notamment maghrébins ou noirs, qui s'ils sont parvenus, parfois difficilement, à s'intégrer économiquement, se heurtent à une discrimination persistante qui leur rend problématique l'accès à certains services. On peut supposer que la France n'est pas une exception sur ce point et que ces discriminations plus ou moins fortes et/ou teintées de racisme existent partout dans le monde. Si certains ont souligné le peu d'empressement des réfugiés syriens à choisir la France comme pays d'asile, on ne peut qu'opposer le fait qu'en 2015, 80 000 réfugiés ont demandé l'asile, qu'en 2013 on a estimé qu'il y a eu 235 000 immigrants illégaux (dont 15 000 ont été expulsés et 95 000 en transit) ce qui montre que même modérément, la France reste un pays d'immigration.

Pour les Etats-Unis, on parle beaucoup des barrières à la frontière mexicaine, mais lorsque Obama met en route en novembre 2014 – difficilement – un projet de régularisation sous conditions de 5 millions de sans-papiers sur les 11 millions d'illégaux présents sur le territoire des Etats-Unis (nombre stable ces dernières années), cela signifie une reconnaissance de l'utilité pour le capital américain de ces millions d'émigrants qui, à cause de cet appel d'air vont affluer à la frontière (36). Les Etats-Unis restent la plus importante destination pour les migrants qui stockent ainsi en 2015 46 millions de migrants dans les soixante-dix dernières années ; bien que réduite cette émigration atteint encore 200 000 personnes par an solde migratoire compte tenu des expulsions (400 000 en 2014). La Grande-Bretagne donne l'impression, à cause de la fixation de Calais, d'une fermeture totale aux migrants ; mais, le pays comptait 260 000 migrants entre juin 2013 et juin 2014 et, dans la période 2010-2012, 643 800 migrants ont franchi la Manche (37).

### *L'impact économique des migrations*

Récemment un laboratoire de recherche anglais a fait une étude prospective et multisectorielle (démographique, économique, anthropologique, etc.) pour voir ce qui se passerait si on ouvrait toutes les frontières. Les résultats sont sans appel : tout le monde y gagnerait, même l'économie du système capitaliste.

C'est une vaste question dont les divers éléments peuvent comporter pas mal d'incertitudes, à cause de la clandestinité et illégalité et dont les innombrables controverses, souvent sur une base uniquement nationale et aux intentions politiques marquées faussent une approche globale, tant sur l'ensemble du globe que sur l'ensemble des éléments, depuis le dé-

(36) « The migration numbers game », *Financial Times*, 2 février 2014
(37) *Ibid.*



## DANS LES PUBLICATIONS /MIGRATIONS

◆ Une photo de supposés migrants travaillant dans une rue d'une ville barrée d'un « Refugees welcome » en couverture du n° 99 (hiver 2015/2016) de la revue allemande *Wildcat* annonce plusieurs articles traitant de la question des migrants, principalement en Allemagne mais aussi en Autriche, en Italie, en Grèce, etc. Cette revue poursuit la réflexion qu'elle avait entamée dans son n° 98 (voir *Echanges* n° 153, p. 56). Après un long article général sur les diverses vagues migratoires que l'Allemagne a connues au xx^e siècle (dissidents des pays d'Europe de l'Est, boat people asiatiques, migrations des pays libérés par la chute de l'empire soviétique, etc.), « Migration, exode et travail », le lecteur trouvera dans ce numéro de *Wildcat* le texte d'un Autrichien impliqué dans les mouvements de soutien aux migrants dans son pays (« Culture de l'accueil : se plaindre ou se battre ? »), le témoignage d'un participant à un groupe d'aide aux migrants depuis trois ans à Lüneburg (« Un signe de la main ne suffit pas »), une lettre de Grèce, le résumé d'une réunion autour du thème des migrants et leurs soutiens ayant eu lieu à Postdam le 21 novembre 2015 ; enfin deux articles sur l'Italie :

le premier revenant sur la question du *caporalato* (le *caporale* possède une camionette et se déplace tôt le matin dans les villages pour récupérer des journaliers qu'il transporte ensuite dans les champs ou sur des chantiers de construction, empochant pour cela, en gros, 50% à 60% du salaire. Il conclut généralement un accord avec une exploitation agricole pour le temps d'une récolte et travaille à son compte. De nombreux *caporali* sont eux-mêmes des immigrés) ; le second rend compte d'un documentaire sur une lutte de travailleurs migrants dans la branche de la logistique soutenue par le Sindicato intercategoriale – Comitati di base (SI-Cobas).

D'où il ressort que si les migrants sont à la recherche d'une vie meilleure, ils ne manquent pas de lutter contre leur exploitation et bien que parvenant parfois à s'organiser au-delà de la diversité de leurs nationalités ils ont aussi des difficultés à s'adapter aux dures conditions de vie qui sont les leurs en Europe ; et les mouvements anti-immigration n'ont souvent pas conscience du rôle des travailleurs migrants dans la prospérité économique de chaque pays d'accueil.

◆ Tous les textes (en allemand) sont consultables sur le site de *Wildcat* : www.wildcat-www.de ; il existe une version en anglais du premier texte (en cours de traduction pour Echanges) sur http://libcom.org/blog/migration-refugees-labour-21022016 ; le compte rendu intégral de la réunion à Postdam (en allemand) sur : http://linksunten.indymedia.org/de/node/163960 ; le texte sur le *caporalato* (original en italien) sur : http://www.connessioniprecarie.org/2015/09/02/sul-caporalato-e-dintorni/ enfin, le documentaire (en italien sous titré en allemand) sur : labournet.tv

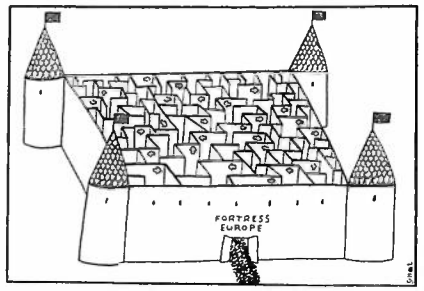
◆ La revue *Critique sociale*, dans « Internationalistes, contre le courant ! », « Contre les peurs et les haines, par la lutte sociale » et une tribune prend parti pour l'accueil des migrants et contre l'état d'urgence dans son n°38 (février-mars 2016) au nom de « la lutte internationale de tous-tes les travailleur-se-s pour leurs libertés ».

un tel processus depuis un demi-siècle ? Une réponse très partielle peut être donnée par la France avec la fusion des immigrations presque uniquement européennes de l'entre-deux-guerres, au point que l'on ne distingue plus aujourd'hui que par le nom de famille l'origine d'individus chez qui on pourrait peut-être déceler des traits nouveaux, issus d'une mutation (le fait que les dirigeants politiques comme Nicolas Sarkozy, Manuel Valls et Anne Hidalgo, tous issus de l'immigration, puissent accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat sont une petite illustration de cette mutation). Ce melting-pot qui se fait dans un cadre national dépassera-t-il les frontières pour créer un être humain européen ? Comme il était facile de concevoir une telle évolution avec des migrants de race blanche venant de pays voisins, de tradition religieuse chrétienne et d'un fonds de culture commun, autant il est plus difficile de concevoir ce que serait un melting-pot impliquant des Arabes, des Noirs, chacun portant non seulement sa couleur, sa religion et ses coutumes de vie, ses ancrages culturels différents. Dans certains domaines – musical par exemple – cette fusion déjà se concrétise. D'un côté on peut regretter que la mondialisation du système capitaliste uniformise tout, faisant disparaître toute la richesse des particularismes nationaux, ethniques, culturels ou religieux. Mais d'un autre côté on peut voir aussi que dans cette uniformatisation surgissent d'autres particularismes. Ce qui est certain – et souvent difficilement détectable lors de leur gestation – c'est que tous les éléments qui composent les conditions de vie et de survie de l'espèce humaine bougent sans arrêt et que les migrations ne sont qu'un petit aspect – une goutte d'eau dans cette évolution. Un commentateur déclarait : ce qui nous intéresse, ce ne sont pas les 3 % mondiaux de migrants mais les 97 % de sédentaires et de voir comment ils évoluent.

La plupart des migrations du passé portaient avec elles les idéologies et les cultures matérialisées dans les croyances et religions de toutes sortes. On peut s'interroger aujourd'hui sur l'imprégnation religieuse que prennent les courants divers qui alimentent les contestations et conflits à l'intérieur du capitalisme, guerres ouvertes ou autres. Là aussi une certaine réalité peut en cacher une autre : alors que ces conflits se focalisent entre ceux qui des Juifs aux Musulmans, procèdent tous du même dieu, celui de la Bible, d'autres conflits bien réels mais peu médiatisés opposent en Asie ces mêmes exégètes de la Bible et de son dieu guerrier avec toutes les variantes du Bouddha jouisseur et pacifique (plus de la moitié de l'humanité actuelle). Ce qui nous ramène aux migrations autour de ces conflits extrême-orientaux.

La discussion sur l'ensemble des questions que nous avons évoquées est ouverte.

H. S.




Dessin de Schot paru dans *Courrier international* du 28 octobre 2015.



part du migrant jusqu'à son utilisation comme force de travail.

Dans la période précédant les années 1970, où le capital avait besoin de cette immigration pour sa progression mondiale, de grands mouvements de populations avaient été absorbés sans problème particulier et avaient contribué à l'essor de ces pays : 150 000 juifs russes en Europe autour de 1900, 700 000 républicains espagnols en France en 1939, un million de pieds noirs algériens en 1962 en France, qui accueille aussi en 1973 170 000 « boat people » d'Asie du Sud-Est

Nous voulons d'abord considérer l'incidence dont on ne parle guère sur le début du phénomène migration qui, aujourd'hui, implique le plus souvent la « mobilisation » financière, c'est-à-dire la conversion en argent (mis à part les bijoux qui pourront être négociés en cours de route) des possessions familiales en terres, bâtiments, et toutes autres installations ou matériels qui permettaient jusqu'alors de survivre. Cette conversion de capital immobilisé et capital monétaire n'est pas sans incidence : d'une part il fait entrer de nouveaux capitaux dans les circuits financiers. Une petite partie est dépensée dans la consommation de produits nécessaires pour le grand voyage. Il en est de même tout au long du trajet où l'argent liquide ou les valeurs emportés par le migrant sont prélevés à chaque étape de la filière, avec une incroyable rentabilité pour les prédateurs. Une partie plus importante de ces avoirs va non pas dans des circuits de consommation mais dans les circuits de blanchiment d'argent pour s'accumuler dans les caisses des banques. Si l'on peut considérer cette opération comme profitable au capital uniquement à ce stade du départ et du transfert du migrant, on peut difficilement estimer les conséquences négatives que cette liquidation de biens matériels (terres, immeubles, entreprises diverses) peut avoir sur les structures économiques et sociales du pays, mais il est probable qu'elles contribuent aux déstabilisations politiques dans les différents pays d'Afrique par exemple, ou en Syrie, tout comme les migrations internes détruisent l'équilibre ancestral des campagnes, ayant pour effet boomerang de provoquer de nouvelles migrations. Rien que pour arriver en Europe, les migrants dépenseraient 1 milliard d'euros par an et les pays concernés dépenseraient à peu près la même somme pour les stopper. Si ces milliards ne tombent pas dans les mêmes poches (ce qui n'est même pas certain), ils sont la source de profits juteux qui tombent dans les circuits financiers internationaux (38). Dans ces pays réservoirs de migrants, que représente dans la balance économique l'argent envoyé par les migrants dans leur famille d'origine ? Ces transferts ont représenté en 2015 600 milliards d'euros pour le monde entier (39).

Pour les « pays d'accueil », quel peut être le bilan des migrations dans le cadre national ? En 2014, les migrations globales dans les pays de l'OCDE ont regroupé 4,3 millions de migrants dont 800 000 ont demandé l'asile, alors que pour les Etats-Unis, de 2006 à 2014, jamais le nombre annuel de migrants n'a été inférieur à 4 millions (40). Ces éléments peuvent être très fluctuants pour différentes raisons, ce qui rend plus difficile une approche de la question : de 2006 à 2013, en Allemagne, le nombre d'arrivants s'est accru de 101 % (les chiffres font apparaître que dès 2009, l'Allemagne avait opté pour une augmentation des entrées de migrants et que son attitude actuelle est le parachèvement d'une politique délibérée et non d'une invasion incontrôlée). Cette augmenta-

(38) « The migrants files », collectif de journalistes européens, 2015.
(39) « Migrations régionales et envoi de fonds, principaux repères », *Problèmes économiques* n° 3124 (janvier 2016)
(40) « Migrations internationales, état des lieux », *Problèmes économiques* n° 3124 (janvier 2016).

tion pour la même période est de 26 % pour la France, de 51 % pour la Corée du Sud. En revanche d'autres pays européens voient, toujours dans cette même période, une chute de l'immigration : – 15 % au Royaume-Uni, – 57 % en Italie, – 72 % en Espagne,– 37 % au Portugal et – 67 % en Irlande (41). En ce qui concerne les Syriens de l'émigration récente, ce sont les plus jeunes et les plus instruits qui dominent (42).

Il faut considérer le problème à différentes périodes : le court terme, le moyen terme et le long terme dont le mélange donne souvent des appréciations contradictoires autorisant les polémiques de l'exploitation politique.

A première vue, le court terme doit être vu comme entièrement déficitaire, tout au moins pour les seuls réfugiés pouvant bénéficier de mesures d'accueil (logement précaire, hébergement et parfois un faible viatique) prises sans contrepartie mais pour un temps limité par les collectivités publiques. Quant aux migrants économiques « illégaux », qu'ils se débrouillent seuls ou avec la solidarité des ONG et/ou des populations locales. Eux, leur coût est celui de leur chasse, de leur rétention éventuelle et de leur expulsion (qui peut conduire à l'absurde comme, en France, l'opération qui consiste à transférer quotidiennement une poignée de migrants « réfugiés » qui veulent passer en Grande-Bretagne dans le centre du pays, voire à la frontière espagnole par avion). Si le coût des récentes migrations en Allemagne atteint 23 milliards, cela provoque des tensions financières comme dans tout autre pays dont les recettes sont obérées par la crise (43). Les remous politiques que peut provoquer cette hémorragie financière peuvent s'accompagner de troubles sociaux plus sérieux. En Afrique du Sud, les émeutes raciales anti-migrants sont allées récemment jusqu'au lynchage, alors qu'en Allemagne l'incendie des centres de rétention est un passe-temps favori et fréquent des groupes néonazis. La jungle de Calais est souvent affligée de ces commandos nocturnes qui enlèvent et lynchent les malheureux migrants qui se sont trouvés sur leur chemin de violence.

On peut retrouver aussi une même violence entre les groupes nationaux des migrants eux-mêmes. Souvent toute la politique intérieure des pays d'accueil comme ceux de transit peut se trouver ainsi sérieusement perturbée, mais il est bien difficile d'en chiffrer l'impact économique et/ou financier.

Le moyen terme, c'est-à-dire les années suivant la pénétration du migrant dans l'espace national, peut avoir conservé ces mêmes problèmes, d'autant plus que le court terme se renouvelle constamment par l'apport de nouveaux migrants toutes catégories. « A court terme comme à une échelle de temps plus longue, les deux dernières décennies, l'effet des flux migratoires est positif... Toutes les variables économiques prises en compte ont eu un effet positif pour la France, même à court terme (44). »

Pour le long terme, avant 1972, la question des conséquences positives de l'immigration ne se pose pas ; les migrants ont fait la construction et l'essor de la puissance américaine, la renaissance du capital français des « trente glorieuses », la reconstruction de la République fédérale d'Allemagne après la seconde guerre mondiale. On pourrait multiplier les exemples. Aujourd'hui il est effectivement plus difficile de donner quelques chiffres. Pour l'Allemagne, par exemple, les quelque 800 000 migrants accueillis par an coûtent 20 milliards d'euros, soit 0,6 % du PIB. En regard on prévoit qu'en 2020, leur présence assurerait une croissance entre 0,3 % et 0,7 % du PIB. Ce ne sont que des spéculations et avec les incertitudes du chaos du Moyen-Orient et de l'Afrique, l'évolution de la crise qui à la fois approvisionne le réservoir migrant et tarit le réservoir force de travail nécessaire. Aussi on ne doit pas négliger les mutations dans le processus mondial de la migration : l'amoindrissement de la filière Sud-Nord et le développement des filières Sud-Sud (45).

## *Mutations et migrations : tendances originelles sous la couverture capitaliste*

Comme dans bien d'autres domaines, le capitalisme crée par son seul fonctionnement et sa nécessaire expansion des nuisances qu'il est dans l'impossibilité de stopper et de résoudre. Le processus que nous venons de décrire est – en partie - le résultat du fonctionnement du système qui en retour essaie de s'en servir pour son fonctionnement, avec de plus en plus de difficultés à cause même du stade présent de son expansion mondiale.

Derrière ces accidents de parcours de la domination capitaliste et de l'exploitation du travail, ne s'agit-il pas d'un courant migratoire ancestral, qui simplement prendrait aujourd'hui les formes imposées par le capital ? Par exemple dès avant le capitalisme des changements climatiques, quelle qu'en soit la cause, que nous avons évoqués à propos du Moyen-Orient mais qui commencent à se manifester un peu partout dans le monde, ont provoqué des mouvements de population.

Il semble que ces courants concernent l'évolution globale de la population mondiale et des économies, choses que le capital ne contrôle pas (qui peut dire, sans entrer dans la spéculation oiseuse, pourquoi, à part la France et l'Irlande, l'Europe se dépeuple ?).

Comparée au continent africain et à tout le Sud-Est et Est asiatique qui témoignent d'une population plus jeune et plus pauvre, la population de l'Europe stagne autour de ses 500 millions d'habitants. En 1900, l'Europe représentait 25 % de la population mondiale, aujourd'hui à peine 7 %. En 2010, l'Afrique comptera 2,5 milliards d'habitants avec de véritables puissances comme le Nigeria et l'Egypte. Cette évolution résulte de la natalité et de l'extension de l'hygiène et des soins, et des migrations internes ou inter-Etats africains. Y aura-t-il, comme en Chine ou en Inde, un essor économique correspondant ?

Sur le long terme, il est un autre aspect des migrations que l'on n'évoque guère : c'est la transformation des êtres humains et des sociétés dans lesquelles ces millions de migrants s'installent.

Les Etats-Unis et à un moindre degré l'Argentine peuvent donner une réponse à cette question non négligeable. Après plus d'un siècle d'afflux de migrants de toutes sortes venant principalement d'Europe, on peut voir aujourd'hui un Américain typique avec un langage dérivé de l'anglais mais qui s'en différencie et même une manière spécifique de le parler, avec des habitudes alimentaires bien caractérisées, avec une culture, notamment musicale et cinématographique, tout aussi bien identifiée. C'est le produit du melting-pot qu'est encore aujourd'hui ce pays, avec une nouvelle mutation avec la montée des « Latinos » qui formeront prochainement plus de la moitié de la population ; en d'autres termes, les migrations entraînent des mutations dans l'espèce humaine.

Qu'en sera-t-il de l'Europe qui entre dans

41) *Ibid.*

(42) « Quelle réponse apporter à la crise des réfugiés ? », *Problèmes économiques* n° 3124 (janvier 2016).

(43) « L'Allemagne se préoccupe du coût de l'accueil des réfugiés Au moins 23 milliards d'euros seraient consacrés en 2016 aux migrants. Les Länder s'inquiètent des choix d'Angela Merkel », *Le Monde*, 1er janvier 2016

(44) « Immigration, une chance pour l'économie », *Problèmes économiques* n° 3124 (janvier 2016).

(45) *Exodus, How Migration is Changing Our World*, de Paul Collier, éd. Oxford University Press, 2013.